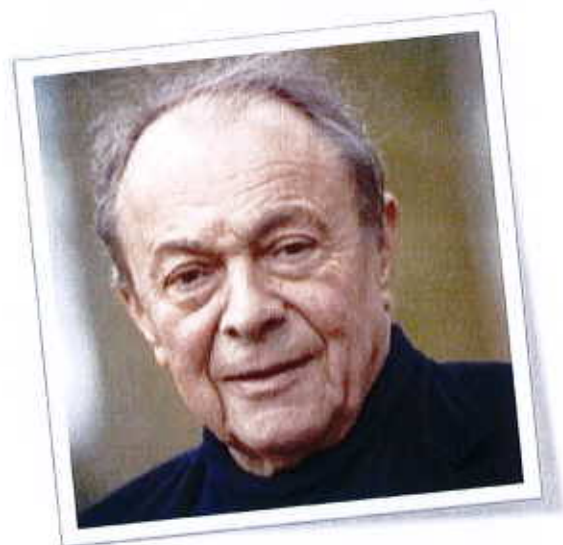


Mardi 26 novembre 2013

17h30 - 19h30

AgroParisTech



Michel ROCARD

Ancien Premier ministre

Pourquoi les élites n'arrivent pas à s'emparer des questions de chômage et de précarité ?

Dossier Documentaire

- 112 pages -

Le Dossier Documentaire de l'UODC

**Pourquoi les élites n'arrivent pas à s'emparer des questions
de chômage et de précarité ?**

- Sommaire -

■ **Analyses de Michel Rocard**..... pp. 03-61

- Présentation de Michel Rocard

Site web Wikipédia (<http://fr.wikipedia.org>)

- Présentation du livre « *La gauche n'a plus droit à l'erreur. Chômage, précarité, crise financière : arrêtez les rustines !* », Michel Rocard et Pierre Larroutou, Editions Flammarion, janvier 2013

Sommaire (pp. 367-368)

Introduction (pp. 11-16)

Lutter contre le chômage. Construire

un nouveau modèle de développement (pp. 199-219)

Conclusion (pp. 279-287)

- Le débat public au secours du compromis social

F. Chérèque, D. Lebègue, M. Rocard et P. Zémor, Site web *les Echos* (www.lesechos.fr), juillet 2013

- « Le pays est mûr pour entendre la vérité », Entretien avec Michel Rocard et Pierre Larroutou
Michel Urvoy, Site web *Ouest-France* (www.ouest-france.fr), juin 2013

- « Agir sans attendre la croissance », Entretien avec Michel Rocard et Pierre Larroutou
Vittorio de Filippis, Site web *Libération* (www.liberation.fr), juin 2013

- Gare au prochain tsunami financier

Michel Rocard et Pierre Larroutou, Site web *Le Monde* (www.lemonde.fr), juin 2013

■ **Analyses et points de vue complémentaires**..... pp. 62-112

- Le chômage, éternelle cause nationale

Philippe Escande, Site web *Le Monde* (www.lemonde.fr), novembre 2013

- Les associations de chômeurs, acteurs particuliers de la lutte contre la précarité

Jean-Baptiste François, Site web *La Croix* (www.la-croix.com), juin 2013

- Dire l'extrême gravité de la situation

Site web *Collectif Roosevelt 2012* (www.roosevelt2012.fr), janvier 2012

- Dire l'urgence et reconstruire l'Espoir

Site web *Collectif Roosevelt 2012* (www.roosevelt2012.fr), janvier 2012

- Quelles est la réforme la plus urgente à mener en France ?

Site web *Le Monde* (www.lemonde.fr), mai 2013

- Les 15 réformes du collectif Roosevelt

Site web *Collectif Roosevelt 2012* (www.roosevelt2012.fr), janvier 2012

■ **Analyses de Michel Rocard**.....

pp. 03-61

- Présentation de Michel Rocard

Site web Wikipédia (<http://fr.wikipedia.org>)

- Présentation du livre « *La gauche n'a plus droit à l'erreur. Chômage, précarité, crise financière : arrêtez les rustines !* », Michel Rocard et Pierre Larrouturou, Editions Flammarion, janvier 2013

Sommaire (pp. 367-368)

Introduction (pp. 11-16)

Lutter contre le chômage. Construire

un nouveau modèle de développement (pp. 199-219)

Conclusion (pp. 279-287)

- Le débat public au secours du compromis social

F. Chérèque, D. Lebègue, M. Rocard et P. Zémor, Site web les Echos (www.lesechos.fr), juillet 2013

- « Le pays est mûr pour entendre la vérité », Entretien avec Michel Rocard et Pierre Larrouturou

Michel Urvoy, Site web Ouest-France (www.ouest-france.fr), juin 2013

- « Agir sans attendre la croissance », Entretien avec Michel Rocard et Pierre Larrouturou

Vittorio de Filippis, Site web Libération (www.liberation.fr), juin 2013


- Gare au prochain tsunami financier

Michel Rocard et Pierre Larrouturou, Site web Le Monde (www.lemonde.fr), juin 2013

Michel Rocard

↻ Pour les articles homonymes, voir Rocard.

Michel Rocard	
	
Michel Rocard, au 6 ^e Forum mondial de l'eau, en 2012.	
Fonctions	
Sénateur des Yvelines	
2 octobre 1995 – 18 novembre 1997	
Élection	24 septembre 1995
Député européen	
19 juillet 1994 – 31 janvier 2009	
Élection	12 juin 1994
Premier secrétaire du Parti socialiste Président de la direction nationale provisoire du PS du 3 avril au 24 octobre 1993	
24 octobre 1993 – 19 juin 1994	
Prédécesseur	Laurent Fabius
Successeur	Henri Emmanuelli
11^e Premier ministre français (159^e chef du gouvernement)	
10 mai 1988 – 15 mai 1991 (3 ans, 0 mois et 5 jours)	
Président	François Mitterrand
Gouvernement	Rocard I et II
Législature	IX ^e
Coalition	Majorité présidentielle PS - MRG - partie de l'UDF - GE
Prédécesseur	Jacques Chirac
Successeur	Édith Cresson
Ministre de l'Agriculture	
23 mars 1983 – 4 avril 1985	
Président	François Mitterrand

Premier ministre	Pierre Mauroy Laurent Fabius
Prédécesseur	Édith Cresson
Successeur	Henri Nallet
Ministre d'État, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire	
22 mai 1981 – 23 mars 1983	
Président	François Mitterrand
Gouvernement	Pierre Mauroy
Prédécesseur	Jean Lecanuet (<i>Plan</i>) Fernand Icart (<i>Aménagement du territoire</i>)
Successeur	Gaston Defferre
Biographie	
Nom de naissance	Michel Louis Léon Rocard
Date de naissance	23 août 1930
Lieu de naissance	Courbevoie (Seine, France)
Nationalité	 Français
Parti politique	SFIO PSA PSU PS
Conjoint	Sylvie Pélissier
Enfants	Francis Rocard
Diplômé de	Faculté des lettres de Paris IEP Paris ENA
Profession	Haut fonctionnaire
Religion	Protestantisme
modifier ^[1] 	

Michel Rocard, né le 23 août 1930 à Courbevoie (Seine), est un homme politique français, membre du Parti socialiste.

Militant socialiste depuis 1949, il est le candidat du Parti socialiste unifié (PSU) à l'élection présidentielle de 1969, après quoi il rejoint le Parti socialiste (PS) en 1974. Premier ministre de juin 1988 à mai 1991 sous la présidence de François Mitterrand, il est ensuite premier secrétaire du Parti socialiste de 1993 à 1994, député européen de 1994 à 2009 et sénateur de 1995 à 1997.

Biographie

Famille

Michel Rocard est issu d'une famille de la moyenne bourgeoisie, protestant du côté de sa mère, catholique du côté de son père qui est cependant agnostique. Il est le fils d'Yves Rocard, membre de la Résistance, professeur et chercheur^[2].

Marié en 1954 avec Geneviève Poujol, il a deux enfants, Sylvie et Francis. Ce dernier est astrophysicien au CNES. Divorcé, il se remarie en secondes noces en 1972 avec Michèle Legendre, dont il a aussi deux enfants : Loïc et Olivier ; puis en troisièmes noces avec Sylvie Pélissier^[3]. Il est également apparenté à l'actrice Pascale Rocard.

Formation

Michel Rocard est passé par le scoutisme unioniste où il a exercé des responsabilités trois ans comme chef de troupe adjoint et trois ans comme chef de troupe, il porte alors le « totem » (surnom scout) d'« Hamster érudit ».

Il est licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1950) et ancien élève de l'École nationale d'administration (promotion 1958, surnommée 18 juin).

Entrée au PSU et guerre d'Algérie

Il obtient en 1946 son baccalauréat scientifique mention assez bien grâce à ses bonnes notes dans les matières littéraires. Inscrit en hypotaube, il comprend qu'il n'a pas les dons en sciences de son père qui le destine pourtant à une carrière scientifique comme la sienne. Il décide de se détourner de cette voie, ce qui provoque un conflit familial, et entre en 1947 à l'Institut d'études politiques de Paris où il rencontre notamment Jacques Andréani, Jacques Chirac, Robert Pandraud. Son père l'envoie les deux étés de 1946 et 1947 en Angleterre, ce qui lui permet de devenir bilingue. Pour subvenir à ses frais d'études, son père le fait engager pendant deux ans comme tourneur-fraiseur dans son laboratoire de physique de l'École normale supérieure où il a pour contremaître un militant politique et syndical qui l'initie à l'histoire de la Gauche^[4]. C'est avant tout pour militer en faveur de l'Europe qu'il adhère en 1949 aux Étudiants Socialistes SFIO^[5]. Entre 1953 et 1955, il est secrétaire national des étudiants socialistes sous le nom de Michel Servet, hérétique protestant. Il entre à l'ENA en 1956^[6]. Alors que se déclare la guerre d'Algérie, il rejoint les socialistes en rupture avec Guy Mollet à propos de la politique algérienne. Il adhère au Parti socialiste autonome (PSA) dès sa création par Édouard Depreux et Alain Savary. « Pendant plus d'un siècle, la France a prétendu mener en Algérie la politique dite de l'assimilation, qui seule justifiait l'intégration de l'Algérie dans le territoire de la République. En fait, cette politique fut proclamée et jamais appliquée », écrivait Michel Rocard dans un rapport rédigé en 1957.

« L'égalité de tous les citoyens devant la loi, qui est le principe de base de notre Constitution, n'a jamais été pratiquée. L'égalité des devoirs existait, et notamment l'impôt du sang, mais point d'égalité des droits », ajoutait-il, avant de constater que « sévissait durement une mentalité proche de la ségrégation raciale qui interdisait aux musulmans, sauf exception, l'accès aux fonctions de responsabilités, même mineures, dans leur propre pays^[7] ».

Michel Debré (Premier ministre) tentera de le révoquer mais en vain, quand le rapport sera publié dans la presse en 1959^[8].

En 1960, il participe à la fondation du Parti socialiste unifié (PSU) — fusion du PSA et de l'Union de la gauche socialiste (UGS, chrétiens de gauche) auxquels s'ajoutent d'anciens communistes dissidents —, rejoint en 1961 par Pierre Mendès France.

Premières responsabilités

Michel Rocard est nommé inspecteur des Finances en 1958, puis secrétaire général de la Commission des comptes et des budgets économiques de la nation en 1965. Remarqué lors du congrès de Grenoble en 1966, il devient secrétaire général du PSU en 1967. Michel Rocard prend, à partir de 1953 le pseudonyme de « Georges Servet » (du nom d'un hérétique protestant, Michel Servet) et c'est sous ce nom qu'il est connu au PSU avant 1967. Il partage également le nom de plume « Jacques Malterre » avec Hubert Prévot^[9]. En Mai 68, il joue un certain rôle car l'UNEF, le principal syndicat étudiant, est contrôlée par les étudiants du PSU dont faisait notamment partie Jacques Sauvageot, alors vice-président de l'UNEF.

Après la défaite du général de Gaulle lors du référendum du 27 avril 1969, Michel Rocard en appelle à « un pouvoir de transition vers le socialisme »^[10]. Il se présente à l'élection présidentielle de 1969, où il recueille un score de 3,61 % des suffrages exprimés — le meilleur score obtenu par le PSU depuis sa création —, le candidat socialiste Gaston Defferre, allié à Pierre Mendès France, n'obtenant que 5 %. Il se présente à l'élection législative partielle de juin 1969 dans la 4^e circonscription des Yvelines, et bat le Premier ministre sortant Maurice Couve de Murville. Il perd ce siège en 1973. Il critique le Programme commun adopté par le PS et le PCF, estimant que ces partis « ont choisi de ne pas [...] proposer un programme socialiste »^[11].

D'un point de vue économique, Michel Rocard vante alors les vertus de l'autogestion yougoslave : « La performance économique de la Yougoslavie autogestionnaire est en termes globaux une des plus remarquables du monde entier »^[12]. Il soutiendra encore cette idée en 2009 en prenant ses distances vis-à-vis du modèle historique de l'État yougoslave^[13].

Lors de la campagne présidentielle d'avril-mai 1974, il soutient François Mitterrand, mais en octobre, lorsqu'il propose au PSU de rejoindre le PS, il est mis en minorité (40 %). Il quitte alors le PSU et participe aux *Assises pour le Socialisme* (12-13 octobre 1974) qui préparent l'entrée au PS des minoritaires du PSU et de certains militants proches de la CFDT comme Jacques Chérèque. Son entrée au Parti socialiste date de décembre 1974. Il devient membre du bureau exécutif en février 1975 et secrétaire national chargé du secteur public. Il est élu maire de Conflans-Sainte-Honorine en 1977, à la tête d'une liste d'union de la Gauche. Il reconquiert le siège de député de la circonscription de Conflans aux législatives de 1978. Le 19 octobre 1980, il annonce sa candidature à la candidature du PS pour la présidentielle de 1981, mais la retire le 8 novembre suivant, lorsque François Mitterrand annonce la sienne. L'antagonisme qui couvait entre les deux hommes depuis au moins 1977 durera jusqu'à la mort de Mitterrand en 1996.

Le « rocardisme »

La fin des années 1970 marque l'avènement du *rocardisme*, un courant au sein du Parti socialiste qui affiche une tendance décentralisatrice (congrès de Nantes, 1977), puis ouvertement hostile aux nationalisations intégrales (à 100 %) préparées par les mitterrandistes (congrès de Metz, 1979). Il profite du procès contre des membres du FLB, durant lequel il témoigne en faveur des accusés, en novembre 1979, pour justifier ses appels à la décentralisation : « Je sens profondément que ce mouvement centralisateur, commencé par Philippe le Bel, doit s'arrêter »^[14]. Michel Rocard, dont la cote a toujours été élevée dans les sondages, et le place à partir de 1978 parmi les probables présidentiables, devient ainsi une figure incontournable du paysage politique français^[15]. En s'opposant aux « nationalisations à outrance » et en acceptant l'économie de marché, le *rocardisme* se retrouve à l'opposé des positions défendues par le Parti communiste dans les négociations du Programme commun. Les rocardiens se réclament souvent de la pensée de Pierre Mendès France lorsqu'ils prônent une politique économique « réaliste » et une culture de gouvernement.

Entrée au gouvernement

Maire de Conflans-Sainte-Honorine de 1977 à 1994, il devient ministre d'État, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire dans les deux premiers gouvernements Pierre Mauroy, du 22 mai 1981 au 23 mars 1983.

Son action pendant ces années-là est notamment marquée par la loi du 29 juillet 1982 dont il est à l'origine, qui établit les contrats de plan État-Région.

Il est ensuite nommé ministre de l'Agriculture dans le gouvernement Pierre Mauroy III, fonction que Michel Rocard conserve dans le gouvernement Laurent Fabius. Opposé à l'instauration du mode de scrutin proportionnel pour les élections législatives de 1986, il démissionne de son poste le 4 avril 1985.



Michel Rocard en 1981

Premier ministre

Articles connexes : Gouvernement Michel Rocard I et Gouvernement Michel Rocard II.

Il est nommé Premier ministre, le 10 mai 1988, au début du second septennat de François Mitterrand. Peu avant sa nomination à Matignon, ce dernier avait déclaré à Ambroise Roux : « Je vais le nommer puisque les Français semblent en vouloir [...] Mais vous verrez, au bout de 18 mois, on verra au travers »^[16]. Les résultats des élections législatives de juin 1988 entraînent la formation d'un second gouvernement Michel Rocard.

Michel Rocard instaure le revenu minimum d'insertion le 12 octobre 1988, qui constitue l'un des rares projets de loi votés à l'Assemblée à l'unanimité^[17].

Nouvelle-Calédonie

Le 26 juin 1988, Michel Rocard fait signer les accords de Matignon entérinant les droits de la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et mettant fin aux violences sur l'île. Cette action pour la pacification de la Nouvelle-Calédonie est, selon lui, ce qu'il a fait de mieux au gouvernement^[réf. nécessaire], mais c'est aussi l'action pour laquelle il dit avoir subi les pires attaques^[réf. nécessaire].

Création de la CSG

Il fait adopter par l'Assemblée le 19 novembre 1990 la loi sur la CSG, nouvel impôt prélevé à la source dont l'assiette est constituée de tous les revenus, qu'ils proviennent du travail ou du patrimoine. Par la suite, le montant de la CSG s'est accru jusqu'à représenter en 2010 le double du produit de l'impôt sur le revenu, soit 6 % du revenu national^[18].

Réformes des retraites

Michel Rocard est l'instigateur en 1991 du premier « *livre blanc sur les retraites* », un diagnostic général de l'état des finances qui soulignait la nécessité de modifier le système de retraites existant alors^[19]. Par la suite, il conseillera le rapprochement du régime des fonctionnaires sur celui du privé, mais restera opposé à l'augmentation de l'âge de la retraite au-delà de 60 ans « pour des raisons tactiques »^[20]. Selon lui, la réforme des retraites en France en 2010 permet de « gagner un répit de dix ans sur le plan comptable » sans résoudre le fond du problème : « Le problème des retraites reste devant nous. »^[21]

Plan national de renseignement

Avec son conseiller à la sécurité Rémy Pautrat, auparavant directeur de la DST, il lance le Comité interministériel du renseignement (CIR)^[22] et un Plan national de renseignement visant à ce que Matignon prenne une part active dans l'orientation générale de la recherche des services en France plutôt que la laisser à la seule initiative de ces derniers.

Michel Rocard et l'immigration

Dans un article du *Monde*, en 1996, puis au 70^e anniversaire de la Cimade, en 2009, Michel Rocard se plaint de ce que les médias et les politiques tronquaient, en la citant sous la forme « La France ne peut accueillir toute la misère du monde », une phrase de lui dont la teneur exacte était, selon lui : « La France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais elle doit en prendre sa part. ».

Selon Michel Rocard, on faisait ainsi passer pour hostile à l'immigration une phrase qui lui était en réalité favorable.

D'après un article de Thomas Deltombe^[23], Michel Rocard a bel et bien prononcé la version courte de la phrase, au moins à deux reprises : le 3 décembre 1989, à l'émission « 7 sur 7 », et le 7 janvier 1990, devant des élus socialistes originaires du Maghreb. Dans les deux cas, il s'agit de justifier une politique anti-immigrationniste. (« La France n'est plus, ne peut plus être, une terre d'immigration », dit Michel Rocard dans l'allocution du 7 janvier 1990.) Ce n'est que le 4 juillet 1993, à une nouvelle émission de « 7 sur 7 », que Michel Rocard, qui cherche à se distancer de la droite revenue au pouvoir et à qui l'animatrice rappelle sa phrase célèbre, donne à sa position la forme moins absolue que, selon ses déclarations ultérieures, elle aurait toujours eue.

Premier secrétaire du Parti socialiste

Le 15 mai 1991, François Mitterrand, avec qui sa mésentente est alors de notoriété publique, lui demande de démissionner de sa fonction de Premier ministre^[24].

Il devient premier secrétaire du Parti socialiste deux ans plus tard — le premier à être élu par les délégués au congrès national —, à la suite de la déroute socialiste aux élections législatives de mars 1993, lui-même ayant été battu dans sa circonscription des Yvelines par Pierre Cardo, maire UDF de Chanteloup-les-Vignes. Il remanie profondément les institutions dirigeantes du parti, donnant notamment son autonomie au MJS. Il choisit d'être tête de liste aux élections européennes de juin 1994, lors desquelles il doit subir la concurrence de la liste radicale de Bernard Tapie. À la suite du mauvais score de sa liste (14,5 %), une coalition Emmanuelli-Fabius le met en minorité au conseil national du PS et il doit démissionner de son poste de premier secrétaire le 19 juin 1994, remplacé par Henri Emmanuelli qui convoque dans l'urgence un congrès à Liévin.

Revenant sur cet épisode, il déclare que le fait d'avoir accepté le poste de premier secrétaire est « la faute de [sa] carrière^[25] ». Michel Rocard doit alors abandonner l'idée d'une deuxième candidature présidentielle que les médias lui prêtent depuis 1981. Il est élu sénateur des Yvelines le 24 septembre 1995.

Implication dans l'Union européenne

Il démissionne de son mandat de sénateur en 1997, car le Premier ministre Lionel Jospin lui a demandé de choisir entre le Sénat et le Parlement européen, où il siège depuis 1994, et où il s'illustre par son opposition aux brevets logiciels dans l'Union européenne. Il occupe plusieurs fonctions au Parlement européen en présidant les commissions de la coopération et du développement (1997-1999), puis de l'emploi et des affaires sociales (1999-2002) et enfin de la culture (2002-2004)^[26].

En 2005, il conduit la délégation d'observateurs européens pour assurer le bon déroulement de l'élection présidentielle en Palestine.

Au lendemain de la victoire du « non » au référendum européen du 29 mai 2005, alors que le Parti socialiste est en crise, Michel Rocard marque, à travers plusieurs entretiens, son opposition à Laurent Fabius et aux courants les plus à gauche du PS, en fustigeant notamment le « Nouveau Parti socialiste » d'Arnaud Montebourg. Il s'en prend

également à l'association altermondialiste ATTAC (« monument de bêtise économique et politique » selon l'ancien Premier ministre). Il marque cependant sa curiosité pour le courant « Utopia »^[réf. nécessaire].

Michel Rocard est un fervent défenseur de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Il a d'ailleurs écrit un plaidoyer concernant ce sujet^[27] : selon lui, « la Turquie est un enjeu stratégique » et « une vraie chance pour l'Europe ». Il met en avant les arguments liés à l'accès aux routes énergétiques, une plateforme de paix dans le Caucase, les Balkans et le Proche-Orient, une économie de marché en plein essor et une nation démocratique et laïque : « La Turquie représente une démocratie chrétienne à la mode musulmane à la fois économiquement libérale et conservatrice sur le plan des mœurs^[28] ».

Dans un livre en forme de dialogue avec l'ancien commissaire européen Frits Bolkestein publié en 2006^[29], Michel Rocard va jusqu'à estimer que « viendra un jour où on débaptisera l'Union européenne, parce que, comme Français, je suis obligé de vous dire que quand l'Algérie sera là, nous serons plus tranquilles »^[30].

Toujours engagé dans la construction européenne, il publie, en septembre 2008, *Notre Europe*, avec Nicole Gnesotto.

Affiliations

Michel Rocard fut membre de l'*International Advisory Board* du conseil des relations étrangères de 1999 à 2004, et administrateur du *think tank* (laboratoire d'idées) « Les Amis de l'Europe ». Il est, avec Dominique Strauss-Kahn et Pierre Moscovici, cofondateur de l'association À gauche, en Europe. Il préside le conseil d'orientation scientifique de la fondation Terra Nova depuis sa création, en 2008.

Michel Rocard compte également parmi les membres fondateurs du Collegium international éthique, politique et scientifique, association qui réfléchit aux transformations urgentes qu'imposent les désordres actuels dans le monde.

Michel Rocard est membre du Comité de soutien de l'Association Primo Levi (Soins et soutien aux personnes victimes de la torture et de la violence politique)^[31].

Il est membre du Comité d'honneur de l'ADMD (Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité)^[32].

Fin de carrière

Un mois avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2007, il tente en vain de convaincre Ségolène Royal de se désister en sa faveur pensant pouvoir éviter la défaite de la gauche^[33]. Il reçoit de la candidate une mission numérique chargée d'établir un rapport-programme^[34], dont le rapport est publié sous le titre *République 2.0 - Vers une société de la connaissance ouverte*, et se prononce dans *Le Monde* le 13 avril 2007, neuf jours avant le premier tour, pour un accord Royal-Bayrou^[35], suivi par Bernard Kouchner le lendemain^[36].

Le 30 juin 2007, en voyage en Inde, il est victime d'une hémorragie cérébrale et transféré au sein du service de neurochirurgie de l'hôpital de Calcutta dont il sort le 10 juillet pour être rapatrié en France^[37].

Membre, en août 2007, de la « commission Pochard », sur la condition enseignante et le statut des enseignants, voulue par Nicolas Sarkozy et lancée par le ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, il en démissionne le 31 janvier 2008 suite au titre d'une interview au *Figaro* qu'il juge « mensonger »^[38].

Soutien de Bertrand Delanoë au congrès de Reims^[39], il menace de quitter le Parti socialiste en cas de victoire de Ségolène Royal^[40], qui perd contre Martine Aubry.



Michel Rocard, en 2008.

Il démissionne du Parlement européen à la fin du mois de janvier 2009, mettant fin à sa carrière d'élu politique après 15 années au Parlement européen et 40 ans après son premier mandat d'élu^[41]. Le lendemain de cette annonce, il est salué par une ovation des députés du Parlement européen^[42].

Le 13 mars 2009, Nicolas Sarkozy le nomme ambassadeur de France chargé des négociations internationales relatives aux pôles Arctique et Antarctique^[43].

En juillet 2009, il préside à la demande du gouvernement français une conférence d'experts sur l'institution d'une Contribution climat énergie^[44] et remet son rapport le 28 juillet 2009^[45] dans lequel il préconise une taxe carbone de 32 euros par tonne de CO₂^[46].

Avec Alain Juppé, il co-préside la commission chargée de réfléchir à la mise en œuvre d'un grand emprunt national, installée le 26 août 2009 par Nicolas Sarkozy. Avec l'ancien Premier ministre chiraquien, il prend position le 14 octobre 2009, pour un désarmement nucléaire mondial^[47].

Sa seconde épouse, Michèle Legendre-Rocard, décède le 16 janvier 2010 à l'âge de 69 ans^[48].

Parmi une quarantaine d'invités, il signe un texte inédit dans lequel il relate l'expérience de sa mission en Antarctique pour le livre-disque du groupe de rock français Weepers Circus, intitulé *N'importe où, hors du monde*, paru le 10 octobre 2011^[49].

Le 30 mars 2012, il est victime d'un « malaise » alors qu'il participe à un congrès à Stockholm^[50] et est hospitalisé à l'hôpital universitaire Karolinska. Il quitte la Suède le 10 avril 2012^[51].

Il crée en mars 2012 le Collectif Roosevelt 2012 avec l'aide de Stéphane Hessel, Edgar Morin et de nombreux intellectuels et personnalités publiques de la société civile et politique. Ce collectif présente 15 propositions pour éviter un effondrement économique, élaborer une nouvelle société et lutter contre le chômage endémique et créer une Europe démocratique^[52].

En mai 2012, Michel Rocard effectue une visite privée de trois jours en Iran^[53]. Il a été reçu par le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, et le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, Saïd Jalili, principal négociateur iranien sur la question nucléaire^[54].

En juin 2012, il propose de supprimer la dissuasion nucléaire française pour permettre au gouvernement Jean-Marc Ayrault de réduire le déficit budgétaire de la France^[55].

En janvier 2013, il publie avec l'économiste Pierre Larrourou un essai alarmiste sur la crise, prédisant la fin de la croissance.

Le 7 février 2013, Michel Rocard explique son opinion sur le projet de loi de mariage homosexuel. Il considère que « le PACS était une idée admirable » : « Ça aurait pu suffire. » S'estimant « pas du tout expert [...] sur le problème juridique lié à la situation des enfants », celui-ci n'en porte pas moins un jugement hostile sur l'adoption : « Tout ça, dit-il, me paraît dangereux. Pour l'adoption, il me semble que ce n'est pas souhaitable, donc je ne suis pas pour. »^[56].

Détail des mandats et fonctions politiques

Fonctions gouvernementales

- Du 22 mai 1981 au 23 mars 1983 : ministre d'État, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire (gouvernements Pierre Mauroy I et II)
- Du 23 mars 1983 au 4 avril 1985 : ministre de l'Agriculture (gouvernements Pierre Mauroy III et Laurent Fabius)
- Du 10 mai 1988 au 15 mai 1991 : Premier ministre (gouvernements Michel Rocard I et II)

Mandats parlementaires

- Du 26 octobre 1969 au 1^{er} avril 1973 : député non-inscrit de la 4^e circonscription des Yvelines (battu)
- Du 3 avril 1978 au 24 juillet 1981 : député socialiste de la 7^e circonscription des Yvelines (nommé ministre)
- Du 2 avril 1986 au 14 mai 1988 : député socialiste du seul département des Yvelines

- Du 23 juin 1988 au 23 juillet 1988 : député socialiste de la 7^e circonscription des Yvelines (nommé Premier ministre)
- De 19 juillet 1994 au 31 janvier 2009 : député européen (PSE), élu dans la circonscription Sud-Est
- Du 2 octobre 1995 au 18 novembre 1997 : sénateur SOC des Yvelines (démissionne pour cause de cumul des mandats)

Mandats locaux

- De 1977 à 1994 : maire, puis conseiller municipal (de 1994 à 2001) de Conflans-Sainte-Honorine
- De 1978 à 1988 : conseiller régional d'Île-de-France

Fonctions au Parti socialiste unifié (PSU)

- Du 25 juin 1967 au 26 novembre 1973 : secrétaire national

Fonctions au Parti socialiste (PS)

- Du 3 avril 1993 au 24 octobre 1993 : président de la direction provisoire
- Du 24 octobre 1993 au 19 juin 1994 : premier secrétaire
- De 1994 à 1997 : membre du bureau national
- Invité permanent du bureau national

Distinctions honorifiques

- Grand-officier de l'ordre de la Légion d'honneur, depuis le décret du 21 novembre 2008^[57], « la dignité de grand officier appartient de plein droit aux anciens Premiers ministres qui ont exercé leurs fonctions durant deux années au moins ».
- Grand-croix de l'ordre national du Mérite en 1988 en tant que Premier ministre.
- Commandeur du Mérite agricole
- Officier de l'ordre national du Québec en 2000 pour avoir « contribué de façon remarquable au développement du rôle international du Québec et au maintien des liens privilégiés entre les deux gouvernements »^[58].
- Compagnon de l'ordre d'Australie
- Commandeur de l'ordre de l'Honneur de Grèce
- Doctorat honorifique de l'Université Laval (Québec, Canada), décerné le 9 juin 2013

Bibliographie

Publications de Michel Rocard

- *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Seuil, 1969.
- *Le Marché commun contre l'Europe*, Seuil, 1973. Face au défi des « multinationales » le socialisme sera européen ou ne sera pas (avec Bernard Jaumont et Daniel Lenègre).
- *L'Inflation au cœur*, Gallimard, 1975 (avec Jacques Gallus).
- *Parler vrai, textes politiques (1966-1979)*, Seuil, 1979.
- *Un pays comme le nôtre, textes politiques, 1986-1989*.
- *Le Cœur à l'ouvrage* Odile Jacob/ Seuil, Paris, 1987.
- *Un contrat entre les générations*, Gallimard, 1991.
- *La Nation, l'Europe, le monde* (avec Aline Archimbaud et Félix Damette), 1995.
- *Éthique et démocratie*, 1996.
- *L'Art de la paix/ l'Édit de Nantes* (avec Janine Garrison), 1997.
- *Les Moyens d'en sortir*, Seuil, 1998.
- *Mutualité et droit communautaire*, 1999.
- *Mes idées pour demain*, Odile Jacob, 2000.

- *Entretien avec Judith Waintraub*, collection « Mémoire vivante », Flammarion, 2001.
- *Pour une autre Afrique*, 2001.
- *Si la gauche savait*, entretiens avec Georges-Marc Benamou, Paris, Robert Laffont, 2005, 16 x 24 cm, 372 p. (ISBN 978-2-221-10435-4).
- *La Deuxième gauche, une histoire inachevée*, entretien avec Michel Rocard, *Esprit*, février 2006, p. 140-147.
- *Peut-on réformer la France ?*, entretiens avec Frits Bolkestein, Paris, Autrement, 2006, 124 pages (ISBN 978-2-7467-0858-7).
- *République 2.0 - Vers une société de la connaissance ouverte*, 15 avril 2007, [PDF] texte intégral en ligne sur desirsdavenir.org ^[59] (site internet de campagne présidentielle de Ségolène Royal).
- *Oui à la Turquie*, (avec Ariane Bonzon), Hachette Littératures, 2008 (ISBN 978-2-01-237625-0).
- *Notre Europe*, avec Nicole Gnesotto, Robert Laffont, septembre 2008 (ISBN 978-2-221-11098-0).
- « Faire de Strasbourg la capitale intellectuelle de l'Europe », article (signé en collaboration avec Eric Kajja Guerrier, Véronique Kretz et Charlotte Ricateau-Pfersdorff), publié dans le n^o 7 de la *Revue Le Diable probablement*, Éditions Verdier), septembre 2009.
- *Si ça vous amuse. Chronique de mes faits et méfaits*, mémoires, Flammarion, novembre 2010 (ISBN 978-2-08-123790-2).
- *La Politique telle qu'elle meurt de ne pas être*, entretien avec Alain Juppé mené par Bernard Guetta, JC Lattès, 2011 (ISBN 978-2-7096-3577-6).
- *Weepers Circus, N'importe où, hors du monde* (2011). Il s'agit d'un livre-disque dans lequel participe une quarantaine d'invités aux titres d'auteurs ou d'interprètes : Michel Rocard y signe un texte inédit (non mis en musique) consacré à sa propre interprétation de ce titre énigmatique de *N'importe où, hors du monde*.
- *Mes points sur les i - Propos sur la présidentielle et la crise*, préface de François Hollande, Éditions Odile Jacob, 2012.
- *La Politique ça vous regarde !* Gallimard Jeunesse, 2012.
- Avec Pierre Larrourou, *La Gauche n'a plus le droit à l'erreur*, Flammarion, 2013 (ISBN 2081282445).

Publications sur Michel Rocard

- Kathleen Evin, *Michel Rocard ou l'Art du possible*, Paris, Jean-Claude Simoën, 1979, 24 cm, 243 p.
- Daniel Bensaïd, *L'Anti-Rocard ou les haillons de l'utopie*, La Brèche, 1980, 188 p. (ISBN 978-2-902524-15-0).
- Hervé Hamon et Patrick Rotman, *L'Effet Rocard*, Paris, Stock, 1980, 22 cm, 363 p. (ISBN 978-2-234-01245-5).
- Sylvie Santini, *Michel Rocard : un certain regret*, Paris, Stock, 2004, 14 x 22 cm, 247 p. + 8 pages de planches illustrées (ISBN 978-2-234-05558-2).
- Jean-Louis Andreani, *Le Mystère Rocard*, Paris, Robert Laffont, 1993, 239 mm x 153 mm, 732 p. (ISBN 978-2-221-07037-6).
- Robert Chapuis, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, Paris, Édition de L'Harmattan, collection « Des poings et des roses », 2007.
- Pierre-Emmanuel Guigo, *Le Chantre de l'opinion. La communication de Michel Rocard de 1974 à 1981*, Paris, INA éditions, 2013, 260 p. (ISBN 978-2-86938-209-1).

Notes et références

- [1] http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Michel_Rocard&action=edit§ion=0
- [2] Interview de Michel Rocard (<http://www.franceculture.fr/emission-a-voix-nue-michel-rocard-15-2013-06-17>) par Jean-Michel Djian, émission *À voix nue* sur France Culture, 17 juin 2013
- [3] Jean-Louis Baucarnot, *Le tout politique*, Éditions L'Archipel, 2011, .
- [4] *Le Cœur à l'ouvrage*, op. cité, p.17
- [5] *Le Cœur à l'ouvrage*, op. cité, p.21
- [6] Michel Rocard fait partie de la promotion 18 Juin sortie en 1958
- [7] Michel Rocard, *Le Drame algérien*, rapport présenté par Henri Frenay, mais rédigé par Rocard, au nom de la VI section de la fédération de la Seine au printemps 1957 en vue du congrès de la SFIO, in *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, op. cité, p.42-43
- [8] Stéphane Hessel, *Citoyen sans frontières*. Fayard, 2008, p. 222
- [9] Sylvie Santini, *Michel Rocard, un certain regard*, Stock, 2005. p 88-89
- [10] Jean-Louis Andreani, *Le Mystère Rocard*, Robert Laffont, 1993, p. 119
- [11] Jean-Louis Andreani, *Le Mystère Rocard*, Robert Laffont, 1993, p. 144
- [12] Michel Rocard, préface du livre de Milojko Drulovic, *L'autogestion à l'épreuve*, Éditions Fayard, 1973
- [13] (<http://www.liberation.fr/monde/0101598032-le-prix-nobel-d-economie-pour-l-autogestion>) Michel Rocard, « Le prix Nobel d'économie pour l'autogestion », *Libération*, 20 octobre 2009.
- [14] Erwan Chartier et Alain Cabon, *Le Dossier FLB - Plongée chez les clandestins bretons*, Éditions Coop Breizh, Spézet, novembre 2006, 202.
- [15] Pierre-Emmanuel Guigo, *Le chantre de l'opinion*, Paris, INA Editions, 2013
- [16] Raphaëlle Bacqué, *L'Enfer de Matignon ; ce sont eux qui en parlent le mieux*, Points, 2010, 83.
- [17] Histoire du RMI (<http://www.linternaute.com/histoire/motcle/2933/a/1/1/rmi.shtml>), l'internaute.com
- [18] Camille Landais, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, *Pour une révolution fiscale*, Seuil, 2011, , pp.43-44
- [19] (<http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20101014trib000561394/rocard-sur-la-reforme-des-retraites-sarkozy-a-fixe-des-delaix-intenables.html>) Interview Isabelle Moreau, « Rocard sur la réforme des retraites : « Sarkozy a fixé des délais intenables » », *La Tribune*, 14 octobre 2010
- [20] (<http://www.parismatch.com/Actu-Match/Politique/Retraite-les-pistes-explosives-de-Michel-Rocard-184395/>) Interview Sylvie Santini, « Retraite: les pistes explosives de Michel Rocard », *Paris Match*, 16 mai 2010
- [21] (http://www.lemonde.fr/politique/article/2010/06/24/michel-rocard-critique-l-attitude-du-ps-sur-le-dossier-des-retraites_1377897_823448.html) Interview *France Soir*, « Michel Rocard critique l'attitude du PS sur le dossier des retraites », *Le Monde*, 24 juin 2010
- [22] Décret n°89-258 du 20 avril 1989 fixant la composition et les attributions du comité interministériel du renseignement (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006067049&dateTexte=20100917>)
- [23] Thomas Deltombe, « ' Accueillir toute la misère du monde ' », Michel Rocard, martyr ou mystificateur ? », dans *Le Monde diplomatique*, 30 septembre 2009, en ligne (<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-09-30-Rocard>). Voir aussi Zineb Dryef, « Rocard tente bien de s'arranger avec la 'misère du monde' », *Rue89*, 5 octobre 2009, en ligne (<http://www.rue89.com/2009/10/05/comment-rocard-tente-de-sarranger-avec-la-misere-du-monde>).
- [24] Biographie de Michel Rocard sur *Politique.net* (<http://www.politique.net/michel-rocard.htm>)
- [25] « Michel Rocard se retire de la vie politique active » (<http://www.liberation.fr/politiques/0101165866-michel-rocard-se-retire-de-la-vie-politique-active>), *Libération*, 30 octobre 2008
- [26] Sa fiche sur le site du Parlement européen (<http://www.europarl.europa.eu/members/public/inOut/viewOutgoing.do?language=FR&page=1&id=1977>)
- [27] Michel Rocard, *Oui à la Turquie*, Hachette Littératures, septembre 2008
- [28] Site www.ouialaturquie.fr (<http://www.ouialaturquie.fr/>)
- [29] Peut-on réformer la France ? par Frits Bolkestein et Michel Rocard, Paris, Autrement, oct. 2006
- [30] (http://www.fahayek.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1252:le-dialogue-inattendu-dun-libl-flamboyant-et-dun-libl-rcent&catid=78:publications-acadques&Itemid=53) Drieu Godefride, *Le dialogue inattendu d'un libéral flamboyant et d'un libéral réticent*, institut Hayek, 2 décembre 2006
- [31] Organigramme (<http://www.primolevi.org/index.php/presentation/organisation-de-l-association>) de l'Association Primo Levi
- [32] Comité d'honneur de l'ADMD (<http://www.admd.net/la-structure/le-comite-de-parrainage.html>)
- [33] « Présidentielle - Rocard : "Royal était fichue" en mars » (<http://lci.tf1.fr/politique/2007-07/rocard-royal-etait-fichue-mars-4887111.html>), TFI-LCI, 25 juillet 2007
- [34] Ariane Beky, « Royal confie à Rocard une mission numérique » (<http://www.neteco.com/71425-royal-rocard-mission-numerique.html>), *neteco.com*, 27 mars 2007
- [35] « Royal-Bayrou, l'accord nécessaire » (<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-823448,36-895551,0.html>), *Le Monde*, 13-14 avril 2007
- [36] « Assez de l'esprit sectaire ! » (http://www.lejdd.fr/cmc/presidentielle/200715/assez-de-l-esprit-sectaire-_10174.html), par Bernard Kouchner, *Le Journal du dimanche*, 15 avril 2007

- [37] « Michel Rocard est de retour en France » (http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20070716.OBS6800/michel_rocard_estde_retour_en_france.html), *Le Nouvel Observateur*, 16 juillet 2007
- [38] « Lettre de Michel Rocard » (<http://www.lepoint.fr/content/societe/article.html?id=222642>), *Le Point*, 7 février 2008
- [39] Tribune parue dans le journal *Le Monde* du 10 septembre 2008 (http://www.lemonde.fr/politique/article/2008/09/10/michel-rocard-s-engage-en-faveur-de-bertrand-delanoe_1093429_823448.html)
- [40] « Si Royal gagne le Congrès, Rocard pourrait quitter le PS » (<http://www.lefigaro.fr/politique/2008/10/29/01002-20081029ARTFIG00466-si-royal-gagne-le-congres-rocard-pourrait-quitter-le-ps-.php>), *Le Figaro*, 29 octobre 2008
- [41] « Michel Rocard va se retirer de la vie politique » (http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/01/14/michel-rocard-va-se-retirer-de-la-vie-politique_1141885_823448.html), *Le Monde*, 14 janvier 2009
- [42] « Ovation au Parlement européen pour Michel Rocard » (http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20090115.OBS9865/ovation_au_parlement_europeen_pour_michel_rocard.html), *Le Nouvel Observateur*, 15 janvier 2009
- [43] « Rocard, ambassadeur des Pôles, dès mercredi » (<http://www.letelegramme.com/ig/generales/france-monde/france/politique-rocard-ambassadeur-des-poles-des-mercredi-13-03-2009-289429.php>), *Le Télégramme*, 13 mars 2009
- [44] « Contribution climat-énergie : conférence d'experts les 2 et 3 juillet prochains » (http://www.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id_article=5117), communiqué du MEDAD, 10 juin 2009
- [45] Rapport de la conférence des experts et de la table ronde sur la contribution Climat et Énergie (http://www.contributionclimatenergie.fr/docs/rocard_rapport.pdf)
- [46] « Michel Rocard préconise une taxe carbone de 32 euros par tonne de CO₂ » (http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/07/22/michel-rocard-preconise-une-taxe-carbone-de-32-euros-par-tonne-de-co2_1221392_3244.html), *Le Monde*, 22 juillet 2009
- [47] Pour un désarmement nucléaire mondial, seule réponse à la prolifération anarchique, MM. Juppé, Norlain, Richard et Rocard (http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/10/14/pour-un-desarmement-nucleaire-mondial-seule-reponse-a-la-proliferation-anarchique_1253834_3232.html)
- [48] Carnet du magazine [*Le Point* (<http://www.lepoint.fr/actualites/2010-02-04/decedes/1331/0/420462>)], n° 1950, 28 janvier 2010
- [49] Rocard, âme de rocker (http://www.lexpress.fr/culture/indiscrets/rocard-ame-de-rockeur_949798.html), *L'Express*, 4 janvier 2011.
- [50] <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20120330.OBS5089/michel-rocard-hospitalise-a-stockholm.html>
- [51] Michel Rocard a quitté Stockholm (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/04/10/97001-20120410FILWWW00490-michel-rocard-a-quitte-stockholm.php>), *Le Figaro*, 10 avril 2012.
- [52] Roosevelt 2012, site officiel (<http://www.roosevelt2012.fr/>)
- [53] RFI - 12 mai 2012 : Michel Rocard est officiellement en Iran mais à titre privé (<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20120512-michel-rocard-est-officiellement-iran-mais-titre-prive>)
- [54] Le Télégramme - 14 mai 2012 : Michel Rocard de retour d'une visite "privée" où l'on parle nucléaire (<http://www.letelegramme.com/ig/generales/france-monde/monde/iran-michel-rocard-de-retour-d-une-visite-privee-ou-l-on-parle-nucleaire-14-05-2012-1702613.php>)
- [55] 20 Minutes - 19/06/2012 : Économie : Michel Rocard propose de supprimer la dissuasion nucléaire pour réduire le déficit (<http://www.20minutes.fr/ledirect/956549/economie-michel-rocard-propose-supprimer-dissuasion-nucleaire-reduire-deficit>)
- [56] Valeurs Actuelles - 07/02/2013 : (<http://www.valeursactuelles.com/âpacs-aurait-pu-suffireâ20130205.html>)
- [57] Décret 2008-1202 du 21 novembre 2008 modifiant le code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, paru au *Journal officiel* du 22 novembre 2008 .
- [58] « Michel Rocard » (<http://www.ordre-national.gouv.qc.ca/membres/membre.asp?id=1583>)
- [59] <http://www.desirsdavenir.org/commun/pdf/RapportRocard.pdf>

TABLE

Prologue. Avant qu'il ne soit trop tard	11
I. Qui peut croire que la crise est finie ?	17
II. Zone euro : une crise qui peut durer vingt ans ?	33
III. « Les États-Unis s'approchent de la falaise » ..	43
IV. « Pour étancher sa soif, la Chine a bu du poison. »	53
V. « <i>Damned if you do, damned if you don't</i> » Comment sortir du dilemme de Roubini ?	81
VI. Et la planète, pendant ce temps-là ?	113
VII. Allemagne : les limites du modèle Schröder	139
VIII. Et si la croissance ne revenait pas ? Les (gros) doutes de Paul Krugman.	151
IX. Éviter la récession. Retrouver l'équilibre des finances publiques sans austérité	175
X. Lutter contre le chômage. Construire un nouveau modèle de développement	199
XI. Réduction du temps de travail : Einstein avait raison !	221
XII. Changer l'Europe, c'est maintenant !	265
Conclusion. Comment gagner la course de vitesse ?	279

<i>Réflexions</i>	289
<i>Annexes</i>	355
Henry Ford : « Pourquoi j'ai mis en place la semaine de 5 jours payés 6 »	355
Antoine Riboud : « Il faut descendre à 32 heures par semaine »	359
L'impact macroéconomique des quatre jours....	361
Accord de financement d'un passage général à la semaine de 4 jours dans une entreprise agro- alimentaire de 800 salariés	364

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en décembre 2012
sur les presses de Normandie Roto Impression s.a.s.

61250 Lonrai

N° d'imprimeur : 124993

N° d'édition : L.01ELKN000433.N001

dépôt légal : janvier 2013

Imprimé en France

Prologue

AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD

Journal d'histoire de l'Europe / Musée d'histoire / Groot 101 / 10'204 / 120 EUR (5,81 €) / 10'203 10 10

lesoir.be **LE SOIR**

La Chine a envahi Taïwan, les Etats-Unis entrent en guerre

« Une guerre hélas prévisible » a affirmé le Président du Conseil européen en ouvrant la réunion extraordinaire des 27 Chefs d'Etat et de gouvernement.



« Une guerre hélas prévisible », a affirmé le président du Conseil européen en ouvrant la réunion extraordinaire des vingt-sept chefs d'État et de gouvernement.

« Début 2012, au moment où la bulle immobilière explosait en Chine et provoquait une forte augmentation du chômage, le gouvernement avait publiquement annoncé qu'il allait doubler son budget militaire, qu'il aurait en 2015 un budget militaire quatre fois supérieur à celui du Japon, son ennemi héréditaire, et qu'il voulait "être capable de gagner des guerres locales". » Les intentions de la Chine n'étaient pas tenues secrètes. Nous ne pouvons pas dire que nous ne savions pas.

La gauche n'a plus droit à l'erreur

« C'est en 2007 que la crise a commencé. C'est en 2012 que la Chine a été violemment touchée à son tour, que les émeutes sociales se sont multipliées et que le gouvernement a décidé d'accélérer la professionnalisation de ses armées. Nous autres, Européens, nous qui sommes la première puissance économique mondiale et le premier client de la Chine, nous qui savons mieux que quiconque comment la crise de 1929 a débouché sur une tragédie, nous aurions dû agir depuis longtemps pour changer notre modèle social, pousser la Chine à faire de même et réaffirmer – au sein du G20 comme de l'OMC – que c'est par la justice sociale et la coopération que tous nos pays pouvaient sortir de la crise.

« Nous avons trop longtemps nié la gravité de la crise. En Europe comme dans le reste du monde, nous avons perdu trop de temps en vaines querelles. Nous avons agi trop tard, trop peu. Nous en payons le prix aujourd'hui », a conclu le président avant de rentrer dans la salle du Conseil.

À New York, au même moment, le Conseil de sécurité de l'ONU entamait une réunion de crise.

À Londres, le gouvernement vient de démissionner face à la pression des chômeurs et des précaires qui manifestent dans les rues de la capitale. C'est le second gouvernement européen qui démissionne en un mois.

« Toutes les grandes défaites se résument en deux mots : *trop tard* », affirmait le général Douglas MacArthur. Allons-nous attendre qu'il soit *trop tard* pour mesurer la gravité de la crise, en Europe et dans le reste du monde ? Allons-nous attendre qu'il soit *trop tard* pour nous attaquer à ses causes fondamentales et pour agir en posant des actes à la mesure des dangers qui nous menacent ?

Prologue

« Nos dirigeants sont dans le déni de la réalité, affirme Paul Krugman, Prix Nobel d'Économie. Ils enrobent tout de sucre. Ils fuient leur responsabilité. »

« Personne ne veut regarder les choses en face, écrivait Joseph Stiglitz, autre Prix Nobel, fin 2009. Nous sommes en train de préparer le terrain pour d'autres crises, aussi violentes que celle que nous traversons. Elles détruiront des millions d'emplois à travers le monde. Depuis le début de la crise, on s'est contenté de déplacer les fauteuils sur le pont du *Titanic*¹. »

Dans ses *Mémoires de guerre*, Churchill montre comment on aurait pu éviter la Seconde Guerre mondiale, la « guerre superflue », comme il l'appelle. Churchill explique que tous les dirigeants s'étaient convaincus que leur rôle fondamental était d'être optimistes, totalement optimistes, et de rassurer les peuples : « La reprise est au coin de la rue, la crise est bientôt finie. » « M. Mussolini ne veut pas la guerre. » « Avec la ligne Maginot, la France ne craint rien »... À force d'être optimistes, on a laissé nos pays glisser vers la barbarie.

En ce début 2013, la question n'est pas d'être optimistes ou pessimistes. La question est d'arrêter de faire l'autruche. Sortir du déni et permettre au plus grand nombre de citoyens et d'élus de prendre conscience des dangers qui nous menacent.

La question est ensuite de poser un diagnostic, le plus juste possible, de la situation : *qu'est-ce qui cloche ?* Pourquoi ce que nous avons fait depuis cinq ans n'a pas réglé les problèmes et les a même parfois aggravés ? À partir de ce constat, nous pourrions mieux voir sur quels leviers il est possible d'agir avec efficacité avant que le piège ne se referme sur nous.

1. *Le Triomphe de la cupidité*, Les Liens qui libèrent, 2010.

La gauche n'a plus droit à l'erreur

L'Union européenne est la première puissance économique mondiale. Elle peut être la première à sortir de la crise et à devenir un pôle de stabilité et de prospérité.

Produit intérieur brut (PIB) en 2011

Union européenne	17 960 Mds
États-Unis	15 034 Mds
Chine	6 988 Mds

Source : OCDE.

L'Europe a tous les atouts pour s'extraire de la « spirale de la mort » que dénonce régulièrement Paul Krugman. Nous avons toutes les cartes en main pour que l'Europe – et chacun de ses États membres – sorte renforcée de la crise, mais cela suppose d'arrêter d'agir au coup par coup : nous devons rompre avec le « *too little, too late* » – trop peu, trop tard – qui ne peut qu'accroître le scepticisme de nos concitoyens.

Au-delà des mesures d'urgence, nous devons établir un plan global de sortie de crise. Quelles sont les causes fondamentales du problème ? Si les solutions mises en œuvre depuis cinq ans n'ont pas réussi à vaincre le mal, c'est sans doute que le diagnostic était faux ou incomplet. Nous devons nous accorder sur les moyens d'attaquer enfin les racines de cette crise.

Depuis plusieurs années, ensemble ou séparément, par des livres et des articles, nous avons tous les deux tiré la sonnette d'alarme, à de multiples reprises, et nous avons déjà avancé un certain nombre de solutions

Prologue

dans le débat public. Sans être jamais vraiment contredits, mais sans être non plus jamais vraiment entendus de nos dirigeants.

Alors, pourquoi publier un nouveau livre ? Pourquoi espérer être entendus aujourd'hui alors que nous ne l'avons pas été depuis dix ans ?

1. La crise s'aggrave

Il ne se passe pas une semaine sans qu'un économiste faisant autorité explique que nous rentrons dans une nouvelle phase qui ne peut pas se confondre avec une banale récession. Tous les « idiots utiles » qui affirmaient, il y a deux ou trois ans, que la crise était finie se font plus discrets. Peut-être les esprits sont-ils plus ouverts aujourd'hui à regarder les choses en face et à entrer dans des raisonnements nouveaux.

2. La gauche, en France, a gagné tous les moyens d'agir

François Hollande est l'un des membres du G8. S'il le veut, il peut organiser une réunion extraordinaire du G8 ou du G20. S'il le veut, il peut saisir le Conseil de sécurité de l'Onu ou mettre sur la table du prochain sommet européen les analyses et les solutions avancées dans ce livre. S'il le veut, il peut pousser les partenaires sociaux à l'audace (et eux-mêmes peuvent décider de faire preuve d'une audace nouvelle) et ouvrir des dossiers jusque-là tabous.

Crise sociale, crise financière, crise écologique, crise alimentaire, crise démocratique... Dans bien des domaines, nos sociétés approchent d'un point de non-retour, de basculement. La France, l'Europe et la planète tout entière

La gauche n'a plus droit à l'erreur

sont à la croisée des chemins. Pour le meilleur ou pour le pire, les livres d'histoire parleront dans vingt ans des années 2013-2014. Comme des années soit d'effondrement, soit de sursaut, de renaissance.

En économie, on parle souvent de l'effet domino dans un sens négatif : en 2008, la chute d'une banque aux États-Unis a suffi à provoquer une récession mondiale. Nos systèmes sont de plus en plus interdépendants. Interdépendants pour le pire, mais aussi pour le meilleur : l'effet domino peut jouer aussi pour *sortir* de la crise.

Si la France est capable de clarifier les termes du débat et de mettre très vite en œuvre des politiques réellement efficaces, d'autres pays suivront sans tarder, avec leurs traditions et leurs cultures propres, mais en s'inspirant de ce que nous aurons fait.

« Si les hommes auxquels le pouvoir est confié interprètent convenablement la réalité historique, ils peuvent favoriser des accouchements, les rendre moins pénibles, moins douloureux ; ou, au contraire, freiner tel ou tel progrès », affirmait Pierre Mendès France. Il avait raison : la première chose à faire est d'interpréter convenablement la réalité historique.

Le programme économique du PS a été rédigé pour l'essentiel en 2010, quand beaucoup pensaient que la crise touchait à sa fin et que l'activité allait reprendre comme avant. Il prévoit le retour de la croissance dès 2013. Visiblement, ce n'est pas le cas. Il est fondamental que la gauche française fasse enfin son *aggiornamento*. Il est urgent d'arriver à construire un diagnostic commun des dangers qui nous menacent. C'est par cet exercice que nous proposons au lecteur de commencer.

Chapitre X

LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE CONSTRUIRE UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Sortir du tunnel de la rigueur, éviter l'explosion de la zone euro tout en évitant la récession – les deux étaient évidemment liées – est la priorité absolue. Mais il faut, dans le même temps, mettre en œuvre des politiques qui permettent de sortir du chômage de masse et de faire naître un nouveau modèle de développement. Créer de nouvelles activités est tout à fait possible en répondant aux besoins fondamentaux de nos concitoyens.

1. Investir massivement dans le logement

Comment trouver les financements nécessaires pour une vraie politique du logement ? En activant divers dispositifs (aides à la pierre, hausse du plafond du livret A, etc.), le budget 2013 prévoit de dégager 2 milliards de ressources nouvelles pour le logement¹. Deux milliards, c'est bien mais totalement insuffisant pour faire face au manque de logements dans la plupart de nos régions.

1. *Libération*, 29 septembre 2012.

La gauche n'a plus droit à l'erreur

Aux Pays-Bas, une grande partie du Fonds de réserve des retraites (FRR) a été investie dans la construction de logements sociaux (et non pas sur les marchés financiers). Pourquoi ne pas faire de même en France ? En France, les 30 milliards de ce fonds sont actuellement placés sur les marchés financiers. Il a perdu une grande partie de sa valeur depuis le début de la crise des *subprimes* !

Aux Pays-Bas, les partenaires sociaux ont depuis longtemps créé un fonds de réserve et l'ont utilisé pour construire des logements. Ainsi, plus de 50 % du parc de logement est la propriété de coopératives rattachées à des syndicats.

Les logements ont, en moyenne, une surface un peu plus grande qu'en France, avec une vraie mixité sociale dans chaque immeuble ou chaque pâté de maisons. Les loyers sont plus faibles car ils ne sont pas fixés par les lois du marché mais par la volonté des syndicats et des coopératives. En France, en utilisant les 30 milliards du FRR pour constituer des logements au lieu de les laisser sur les marchés financiers, on pourrait créer massivement des emplois : entre 250 000 et 300 000 emplois en trois ans, d'après les chiffres de la Fondation Abbé Pierre et ceux du patronat du bâtiment.

Investir dans le logement est rentable car cela génère des loyers. Tous les calculs montrent que, sur vingt-cinq ans, investir dans la construction de logements est aussi rentable et nettement plus sûr et juste que d'investir sur des marchés financiers¹ qui peuvent

1. La performance réelle annualisée du FRR français n'est que de 1,6 % par an. Voir le bilan du FRR rendu public le 4 mars 2011, avant la crise de l'été 2011.

Lutter contre le chômage

s'effondrer du jour au lendemain... De plus, en rééquilibrant le marché, une vraie politique du logement fait baisser les loyers de millions de locataires et distribue du pouvoir d'achat à des millions de ménages.

Les chiffres d'Eurostat montrent que le loyer moyen payé en Allemagne est de 8,40 euros par mètre carré contre 12,40 euros en France – hors Paris et Nice ! Si les loyers tombaient en France au même niveau qu'en Allemagne, l'économie serait de 280 euros chaque mois pour un appartement de 70 m². 280 euros d'économies par mois !

	Loyer moyen
Allemagne	8,4 euros/m ²
France	12,4 euros/m ²

2. Déclarer la guerre au dérèglement climatique

Toutes les études publiées avant le sommet de Rio+20, en juin 2012, montrent que le dérèglement climatique est plus rapide et a des conséquences plus graves que ce qu'on annonçait il y a cinq ou dix ans. Si rien ne change, nous risquons bientôt de franchir un seuil après lequel il sera très difficile ou impossible de faire marche arrière. Si nous voulons « gagner la course de vitesse » et sauver notre planète, il ne suffit pas de *parler* de « développement durable » ou de mettre en œuvre très lentement des conventions internationales très peu ambitieuses, il faut AGIR. Il faut qu'un pays apporte très vite la preuve « grandeur nature » qu'on peut effectivement diviser par quatre la

La gauche n'a plus droit à l'erreur

production de gaz à effet de serre sans pour autant renoncer à une vie agréable.

En France, aujourd'hui, une vente immobilière ne peut avoir lieu sans un diagnostic amiante et un diagnostic termites. Pourquoi ne pas rendre obligatoires un vrai diagnostic et des travaux de mise aux normes thermiques avant de vendre ou de louer un bien immobilier ? C'est effectivement quand le local est vide qu'il est le plus facile de faire des travaux. Nul ne devrait s'opposer à cette proposition de Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean¹ s'il a compris la gravité de la situation.

Publié en octobre 2006, le rapport de Nicholas Stern sur « L'économie du changement climatique » soulignait en même temps la gravité du dérèglement climatique et la gravité de la crise énergétique vers laquelle nous allions si nous n'étions pas capables de diminuer très vite notre consommation d'énergie. Il apportait aussi un peu d'espoir en montrant qu'il n'était pas trop tard pour agir. Il démontrait de façon très claire que, dans chaque pays, pour lutter contre le dérèglement climatique comme pour baisser nos factures de pétrole ou de gaz, il fallait investir chaque année 1 % du PIB dans des travaux d'économie d'énergie : isoler nos maisons et nos appartements. Isoler nos usines et nos bureaux...

À l'époque, tout le monde avait applaudi. Mais, six ans plus tard, force est de constater qu'on ne l'a pas écouté : investir 1 % du PIB chaque année dans les économies d'énergie ? Pour la France, cela signifierait mettre chaque année 20 milliards sur la table.

¹ Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean, *C'est maintenant !*, Le Seuil, 2009.

Lutter contre le chômage

Nul ne peut douter de l'effet qu'aurait une telle politique sur l'emploi : dans toutes les régions, dans tous les bassins d'emplois, il faudrait embaucher des gens et les former pour réaliser ces travaux. C'est un immense chantier qu'il faut programmer, organiser et financer sur un grand nombre d'années. Qui peut contester son utilité ? En février 2011, une étude allemande montrait qu'une telle politique pourrait créer 6 millions d'emplois au niveau européen.

Une économie plus écologique pourrait créer 6 millions d'emplois

Un objectif de réduction des gaz à effet de serre plus ambitieux de la part de l'Union européenne pourrait créer des emplois et doper la croissance et non la ralentir selon une étude allemande publiée lundi.

Passer d'un objectif de baisse de 20 % de réduction des gaz à effet de serre (par rapport aux émissions de 1990) à un objectif de 30 % d'ici à 2020 pourrait créer 6 millions d'emplois.

La Tribune, 23 février 2011.

1 000 euros d'économie par an

« Selon la Commission européenne, une telle politique d'économie d'énergie permettrait une économie de 1 000 euros par ménage et par an. [...] On sait faire. Ce qui manque maintenant, c'est la volonté politique », écrivait Hervé Kempf, dans un éditorial du *Monde* le 2 mars 2011.

Développer les énergies renouvelables

Le développement des énergies renouvelables a déjà permis de créer 350 000 emplois en Allemagne. La France ne peut-elle pas investir autant que l'ont fait

les Allemands ? Nous avons le premier parc forestier d'Europe. N'est-il pas possible de nous en servir pour capter l'énergie du soleil, fixer du carbone et utiliser cette énergie stockée naturellement pour chauffer nos immeubles et nos bureaux quelques mois ou quelques années plus tard ?

« On a mis des milliards pour construire la filière nucléaire, pourquoi ne met-on pas des milliards pour les économies d'énergie et les énergies renouvelables ? » s'interrogeait François Lamoureux, directeur général de l'Énergie à la Commission européenne il y a une dizaine d'années.

Bonne nouvelle ! Pour trouver des financements à la hauteur des enjeux, nous pouvons sans doute compter sur l'aide des dirigeants allemands, qui ont compris, déjà, l'importance vitale des questions énergétiques.

Merkel veut sauver sa révolution énergétique

La chancelière allemande tente de reprendre la main pour sauver de l'enlisement sa transition énergétique, le projet phare de son mandat.

L'enlisement de cette transition énergétique, annoncée peu après la catastrophe de Fukushima et en totale rupture avec la stratégie auparavant pro-atome de la chancelière, a déjà fait une victime.

La semaine dernière, Merkel a congédié brutalement son ministre de l'Environnement, Norbert Röttgen. Concentré sur ses ambitions personnelles, Röttgen avait délaissé le dossier de la transition énergétique. Elle a nommé à sa place l'un de ses principaux bras droits, Peter Altmaier. Commentaire de la presse : la transition énergétique « devient l'affaire de la patronne ».

Le Figaro, 31 mai 2012.

En Allemagne, la transition énergétique est devenue « l'affaire de la patronne ». Les derniers discours de

Lutter contre le chômage

François Hollande et de Jean-Marc Ayrault indiquent qu'en France aussi on commence à prendre cette question au sérieux. Mais, en France comme en Allemagne, on bute sur des problèmes de financement pour accélérer la mise en place des équipements et des réseaux nécessaires à la réussite de cette troisième révolution industrielle¹.

Un financement européen

Tout le monde est convaincu de la nécessité de cette transformation et du fait qu'elle est rentable à moyen terme. Mais qui amorce la pompe ? Qui apporte les premiers financements ?

Pour être fidèle aux traités, la Banque centrale européenne doit veiller « à la stabilité des prix ». Elle doit tout faire pour que diminue le prix de la dette publique, on l'a dit plus haut. Elle doit aussi agir contre l'autre facteur d'inflation : l'augmentation des prix de l'énergie.

Dans un contexte de chômage de masse, il n'y a aucun risque d'inflation par les salaires. L'inflation vient essentiellement de l'augmentation des prix du pétrole : en quelques années, le pétrole est passé de 25 à plus de 100 dollars le baril. Pour lutter contre la hausse des prix de l'énergie (mais aussi pour lutter contre le dérèglement climatique et créer massivement des emplois), la BCE doit mettre à disposition de la Banque européenne d'investissement à des taux proches de 0 % de quoi financer un vaste plan européen d'économie d'énergie.

Si une telle politique permet en même temps de faire baisser les prix de l'énergie, de créer massivement des emplois, de sortir de notre dépendance au pétrole et

1. Voir à ce sujet le dernier livre de Jeremy Rifkin, *La Troisième Révolution industrielle*, Les Liens qui libèrent, 2012.

de limiter notre production de gaz à effet de serre, on voit mal pourquoi la Banque centrale ne donne pas tous les moyens à la Banque européenne d'investissement pour financer un dispositif qui pourrait être géré, *de façon décentralisée*, dans chaque région d'Europe.

En tenant compte des créations d'emplois (et donc des moindres dépenses pour Pôle Emploi) et en internalisant aussi les coûts du dérèglement climatique¹, le bilan d'un grand plan européen d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables est très largement positif.

Il faut encore une fois passer des discours aux actes. La question du financement de la transition énergétique doit être un des points majeurs de la négociation sur l'avenir de l'Europe lancée après le sommet des chefs d'État et de gouvernement d'octobre 2012.

Dans le même esprit, le remplacement dans notre parc automobile de millions de voitures à essence par autant de voitures électriques ou au moins hybrides est d'une grande urgence, aussi bien pour lutter contre l'effet de serre que pour la création d'emploi. Un plan doit donc être prévu et financé afin d'accélérer la mise au point et la production des véhicules et parsemer la France entière des équipements – alimentation et prises – nécessaires à la recharge des véhicules.

Il est également nécessaire de reprendre et gagner le combat pour des mesures internationales efficaces contre la production de gaz à effet de serre.

Le protocole de Kyoto en 1997 s'est trouvé condamné du fait de la non-ratification américaine. Il n'en a subsisté

1. Tous les coûts directs et indirects que nous aurons à payer dans dix ou vingt ans si le dérèglement climatique n'est pas enrayeré.

Lutter contre le chômage

que le système des permissions d'émettre ou quotas, que l'Union européenne a mis en place, pour elle-même seulement. Hélas, ce système marche très mal, il permet une spéculation effrénée et paralysante, et la distribution gratuite de la première génération de quotas lui a enlevé une grande part de son efficacité. De plus, il est incomplet : dans la plupart des pays développés, il ne concerne que 60 % des émissions de gaz carbonique, 40 % seulement dans le cas de la France à cause du nucléaire.

Seuls la Suède et le Danemark ont su le compléter d'une taxe sur toutes les émissions dites taxe carbone. C'est infiniment plus efficace, comme les résultats le montrent déjà. L'Australie elle aussi a mis en place une telle taxe, et les résultats semblent prometteurs.

Il convient de réformer le système des quotas pour le rendre exportable. L'établissement de la taxe carbone, en complément s'il y a des quotas, ou pour toutes les émissions dans le monde, est une question de survie pour l'humanité. Or les craintes et les égoïsmes sont paralysants. Les conférences mondiales de Copenhague, de Cancun, de Durban, de Rio de Janeiro ont toutes échoué. Relancer puissamment le combat est essentiel, d'abord en Europe, mais aussi dans le monde entier. Ce doit être un souci prioritaire et permanent des diplomaties de nos pays.

Les politiques nationales doivent suivre le mouvement en mettant en place un modèle de société plus écologique et plus soutenable.

L'Europe n'a jamais su mettre en œuvre une politique commune de l'énergie, à cause de désaccords profonds sur le nucléaire, et du souci de chacun des États membres d'assurer lui-même la sécurité de ses approvisionnements. Cela laisse à la France la responsabilité de sa politique énergétique propre. Nous nous sommes lancés

La gauche n'a plus droit à l'erreur

moins vigoureusement que d'autres (tels l'Allemagne, les Pays-Bas ou le Danemark) dans les voies du solaire et de l'éolien comme énergies renouvelables se substituant aux ressources fossiles productrices de gaz carbonique.

Malgré tout, ces deux ressources sont loin d'avoir atteint la maturité industrielle suffisante. Encore très chères par rapport aux énergies classiques, elles ne permettront pas avant longtemps la production des centaines de milliards de kilowatts nécessaires à un prix tolérable.

Reste le nucléaire. L'emploi de ce seul mot remue des fantasmes mêlés de bombe et de cancer. Or, leucémies et cancers compris, le nucléaire tue beaucoup moins que le charbon et même que le pétrole. Et ne produit pas de gaz à effet de serre.

Devant l'aggravation du réchauffement climatique et le risque de le voir échapper à notre contrôle, il nous semble fondamental de sortir des approches dogmatiques sur le nucléaire. La France dispose là d'une ressource majeure qui lui permet non seulement d'abaisser sa production de gaz carbonique mais aussi, si elle le veut, de répondre par l'exportation à la famine énergétique qui se prépare en Europe.

Certains affirment que la filière à neutrons rapides, quatrième génération des réacteurs à fission, permettra de multiplier par cinquante l'électricité productible à partir d'un kilo d'uranium et résoudra le problème des déchets pour 96 % de son volume, puisqu'on en fait le carburant des nouveaux réacteurs.

Il est temps d'avoir enfin dans notre pays un débat serein et approfondi sur les meilleurs moyens (ou les « moins mauvais ») de répondre à nos besoins énergétiques tout en luttant radicalement contre le dérèglement climatique, en assurant la compétitivité de notre

industrie et en garantissant la santé de nos contemporains et des générations à venir. Sur des questions aussi fondamentales, il faut sortir des postures et des demi-mesures et élaborer collectivement une stratégie de long terme à la hauteur des enjeux.

Nous pouvons affronter sereinement les questions énergétiques en rédigeant sur cette question un livre blanc qui pourra guider notre action collective, au niveau national *comme au niveau européen*, comme l'avait fait la commission présidée par Marceau Long en 1987 sur un autre sujet sensible, la question de la nationalité.

3. Créer un Service civil européen

Faire des efforts considérables pour économiser l'énergie et développer les énergies alternatives sont deux actions nécessaires et urgentes, mais elles ne sont pas suffisantes si nous voulons limiter les conséquences du réchauffement en cours (car personne ne pense hélas que nous allons pouvoir le stopper net). Il faut aussi aider les peuples qui seront les plus touchés à gérer au mieux les ressources d'eau ; ce qui suppose – entre autres choses – de construire des milliers de miniréservoirs et des milliers de microciternes pour garder l'eau quand elle est disponible.

C'est surtout en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud que les conséquences du dérèglement climatique seront les plus graves : les glaciers des montagnes fondent de plus en plus tôt au printemps, ce qui signifie que, en été, l'eau est déjà partie lorsque des millions d'habitants en ont besoin, quand les pluies se font rares, pour leur alimentation ou pour les cultures. Dans certaines zones d'Asie, les glaciers de petite taille pourraient avoir complètement disparu d'ici vingt ans, et

La gauche n'a plus droit à l'erreur

ainsi, une source très sûre d'eau potable pourrait disparaître. Or c'est souvent dans ces zones subtropicales, où vit 70 % de la population mondiale, que la population va continuer de croître à un rythme rapide.

Combien de centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants vont vouloir quitter ces territoires ? Et pour aller où ? Que faire si les zones côtières, également très peuplées, deviennent elles aussi nettement moins hospitalières ?

Certains nous annoncent déjà que des conflits majeurs vont naître du manque d'eau. Allons-nous les attendre sans rien faire ? Comment agir ? Comment, en quelques années, parvenir à une mobilisation à la hauteur des enjeux ?

Beaucoup pensent que la suppression du service militaire a été une véritable erreur et qu'il aurait fallu le transformer en un vrai service civil avec, entre autres objectifs, la sauvegarde du climat et de la biodiversité. C'est une solution envisageable : créer un Service civil européen, au cours duquel chacun(e) consacrerait une année de sa vie à humaniser la société ou à agir pour la sauvegarde de la planète.

Être citoyen, c'est avoir des droits, mais aussi des devoirs, des responsabilités à assumer au service de la communauté humaine dont chacun de nous fait partie. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes ont le sentiment que certains de leurs droits fondamentaux sont bafoués. Ils ont raison : être obligé, à plus de 26 ans, de vivre chez ses parents parce qu'on ne parvient pas à trouver un travail correctement payé donne de bonnes raisons de dénoncer le système. Il faut donc changer notre organisation sociale pour permettre à tous de faire valoir leurs droits, pour permettre à chacun de vivre dignement et librement.

Lutter contre le chômage

Dans le même temps, vu l'urgence de la situation, il faut poser la question des devoirs de chacun. En mars 2006, un sondage Sofres réalisé pour le Cidem¹ indiquait que 86 % des jeunes de 18 à 25 ans étaient favorables à la création d'un Service civil obligatoire.

Prenons conscience de l'urgence qu'il y a à agir contre le dérèglement climatique, prenons conscience de l'urgence qu'il y a à instiller de la solidarité dans les relations internationales, et de tout ce que peut apporter, humainement, une année passée à travailler avec d'autres jeunes au service du bien commun. Alors qu'attendons-nous pour sonner la mobilisation et créer un Service civil européen ? « La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent », affirmait Schuman en 1954. C'est toujours vrai en 2013.

Face à la gravité de la crise écologique, il faut agir avec force pour rattraper le temps perdu : création d'une Prime Climat-Énergie, obligation d'isoler tous les bâtiments publics et privés, développement massif des énergies renouvelables, création d'un Service civil européen... Dans ce domaine non plus, il ne suffit plus de parler. Il est urgent d'agir.

4. Réparer, Recycler, Réutiliser

Quand une machine à laver tombe en panne, il est classique d'entendre que « ça va coûter plus cher à réparer que si vous en achetiez une nouvelle ». Pouvons-nous continuer à raisonner de la sorte alors que nous vivons sur une planète « finie » ?

1. Cidem : un ensemble d'associations réunies dans le collectif Citoyenneté et Démocratie.

La gauche n'a plus droit à l'erreur

À Lyon, les salariés d'Envie récupèrent tout l'électroménager que les habitants de la région seraient tentés de jeter. Ils réparent et revendent tout ce qui peut être réparé. Et quand le four ou la machine à laver n'est pas réparable, ils récupèrent ce qui peut l'être : le cuivre, les circuits électroniques, l'acier, le plastique...

Cette entreprise d'insertion a déjà créé des centaines d'emplois. Plutôt que de gaspiller des ressources limitées, plutôt que de jeter ce qui ne devrait pas l'être et d'acheter une nouvelle machine *Made in China* dans des conditions sociales et écologiques plus que douteuses, il est possible de créer de l'emploi local et contribuer à une meilleure utilisation des ressources rares. Dans toutes les régions, dans les réseaux de l'économie sociale et solidaire, de telles structures se développent. Alors accélérons ce mouvement ! Il y a des dizaines de milliers d'emplois à la clé.

5. Développer l'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire (ESS) est un élément clé du changement de société que nous appelons de nos vœux. Elle ouvre la voie d'un modèle économique et social au service des citoyens, au plus près des territoires. Elle cherche à produire et à répartir plus équitablement les richesses, à animer un projet économique de manière plus respectueuse des personnes, de l'environnement et des territoires. C'est une économie qui rassemble, ayant déjà fait les preuves de son efficacité et pouvant se développer dans tous les domaines.

Il existe déjà en France des milliers d'entreprises où les hommes associent leur travail plutôt que leurs capitaux. En 2008, les coopératives, mutuelles et associations employaient plus de 2 millions de salariés, soit

plus de 12 % de l'emploi du secteur privé. Entre 2000 et 2008, le nombre d'emplois créés a progressé de 17 %, à un rythme bien supérieur à celui du secteur privé « classique ».

Les 21 000 SCOP (Société coopérative de production) employant 900 000 salariés sont souvent exemplaires car elles préfigurent ce que sera l'économie sociale et solidaire de demain. Ce sont des sociétés commerciales qui vivent et se développent dans le secteur concurrentiel avec les mêmes contraintes de gestion et de rentabilité que toute entreprise. Leur singularité : les salariés sont associés majoritaires de l'entreprise dont ils détiennent au moins 51 % du capital.

Tous les salariés ont vocation à devenir associés dans des modalités définies par les associés existants et avec leur accord. Les décisions stratégiques se prennent en assemblée générale selon le principe « une personne = une voix ». Chaque membre a le même poids, quel que soit son apport en capital. Le monde du travail fait ainsi l'expérience de la démocratie avec un succès qui n'est plus à démontrer.

Les pouvoirs publics ont un rôle clé à jouer pour accélérer le développement des SCOP. Une des priorités de la Banque publique d'investissement doit être de financer et d'encourager l'économie sociale et solidaire. Une vraie politique de soutien accordée à leurs réseaux créera une situation de confiance permettant aux entrepreneurs de se lancer et de faire perdurer leurs entreprises.

Sur le plan légal, il faut faire évoluer le statut des entreprises solidaires pour leur permettre de faire des investissements conséquents sans avoir comme unique choix un changement de statut signifiant leur reprise en main par le nouvel investisseur qui accepte de les financer.

La gauche n'a plus droit à l'erreur

L'économie sociale et solidaire permet par ailleurs de développer sur tous nos territoires les services à la personne – aide à domicile pour les personnes âgées ou garde d'enfants en bas âge...

Ceux-ci ont souvent mauvaise presse ; aujourd'hui, ce sont pour la plupart des petits boulots : des emplois de 12 heures par semaine en moyenne, mal payés, mal formés, réservés en majorité à des femmes en situation précaire...

Contrairement au secteur privé classique, le but de l'économie sociale et solidaire n'est pas de verser des dividendes à des actionnaires, mais de créer de l'emploi, le moins précaire possible. Dans ce domaine aussi, un grand nombre d'initiatives très intéressantes se développent depuis des années sur tous nos territoires. Il est nécessaire que les collectivités locales, l'État, les comités d'entreprise et les syndicats s'engagent plus nettement pour favoriser le développement de cette nouvelle économie.

D'autres nécessités apparaissent : favoriser l'essor du commerce équitable, la multiplication des Amap¹ et la création d'associations culturelles qui favorisent le lien social.

6. Valoriser les activités non marchandes et le temps libre

Dans la société de consommation du XX^e siècle finissant et du XXI^e débutant, toute l'activité humaine

1. Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, qui permettent aux paysans une vente directe de leurs produits et des rencontres régulières et souvent amicales avec leurs clients.

Lutter contre le chômage

a été marquée par la référence à l'argent. Notre rapport au temps en a été aussi lui-même affecté.

Le temps éveillé est consacré pour l'essentiel au travail productif. Qui n'a pas un travail rémunérateur cinq jours par semaine apparaît souvent comme un raté aux yeux du système et de la société. Au point que beaucoup de ceux qui ont un travail en ont trop : le temps consacré à la vie de couple, aux enfants, au sport ou aux hobbies diminue, et le stress au travail est devenu un problème majeur des temps contemporains.

Le temps libre fait peur. Il est souvent assimilé à l'inutilité et au loisir. La baisse inévitable et nécessaire du temps de travail, complétée d'une lutte plus forte contre les sur-rémunérations des cadres dirigeants, apportera de la disponibilité pour des activités nouvelles, sans qu'aucune notion de rentabilité intervienne.

Investir dans de petits terrains de sport permettrait à une partie considérable de la population d'en reprendre ou d'en augmenter la pratique. Et l'on peut penser que l'assurance-maladie y trouverait des économies.

Il faut également permettre au plus grand nombre de rentrer en contact direct avec toutes les formes d'art et de devenir créateur soi-même, à travers les chorales et les clubs de théâtre, par exemple.

Il existe ici ou là des réseaux d'échange de savoirs. Que ces échanges concernent le bricolage à la maison, la réparation d'objets courants, les pratiques culturelles, la cuisine ou même le roller et le surf, ces réseaux créent du lien social, réhabilitent des personnalités, aident à rendre attractif le loisir non marchand. Il faut les encourager et favoriser les monnaies locales – souvent bons d'échange de temps de services mutuels – qui leur servent parfois de support.

La gauche n'a plus droit à l'erreur

Naturellement le service majeur que peut rendre l'augmentation du temps libre à l'harmonie sociale d'un pays concerne le temps que les parents consacrent à leurs enfants. Il est utile que pour sa partie pédagogique ce temps familial soit appuyé : écoles de parents, livres, objets et jeux pédagogiques.

Les pratiques personnelles, sculpture, peinture, photographie, modélisme, voyages sportifs ou de découverte pourraient prendre beaucoup plus de place qu'elles ne le font aujourd'hui.

Si le temps libre est demandé, il ne fera plus peur. Il contribuera mieux à la baisse du temps de travail et donc du chômage.

7. La France doit devenir un pays d'entrepreneurs

C'est un point clé pour créer de la richesse et redonner sa juste place à l'économie réelle. Dans chaque quartier de chaque ville ou campagne, de nombreuses personnes ont des idées, des ambitions, des projets qui ne demandent qu'à s'accomplir. Jeunes et moins jeunes, femmes et hommes ont pour beaucoup cette volonté de lancer une activité. Ce vivier d'énergie, à nous toutes, à nous tous de savoir l'encourager et l'accompagner !

Plusieurs décisions pratiques pour favoriser l'émergence de ces énergies sont à mettre en place : développer l'aide à la recherche de secteurs porteurs propices à la création d'entreprises, faciliter les reprises d'entreprises, apporter des aides à la formation, simplifier les démarches administratives de création, alléger toutes les charges de début d'activité, réduire les cotisations sociales à la première embauche, donner de la visibilité

Lutter contre le chômage

fiscale sur au moins cinq ans aux TPE/PME, élaborer un grand plan des régions sur ces sujets.

À côté des emplois d'avenir qu'a lancés le gouvernement, pourquoi ne pas mettre en place 150 000 contrats d'entrepreneurs d'avenir ? Sur la base d'une revue des projets à laquelle sera associé le tissu d'aide à la création d'entreprise en France (France Active, Adie...) et des réseaux de jeunes chefs d'entreprises comme le CJD, ces jeunes entrepreneurs seront accompagnés dans leurs projets de création ou de reprise d'entreprise.

8. Lutter contre les patrons voyous. Cogestion et Golden Share

Un de nos amis, économiste, nous a raconté une anecdote l'ayant totalement choqué : alors qu'il discutait avec un grand patron, celui-ci lui a expliqué que, pour avoir un accès rapide et massif au marché chinois, il avait signé un accord de transfert de technologie des usines françaises vers les usines chinoises. Notre ami lui a rétorqué que, si les technologies les plus innovantes de son entreprise partaient en Chine sans que ce pays ait relevé ses salaires, son entreprise serait morte dans dix ou quinze ans. Et sans se démonter, le patron lui a répondu qu'il partageait son analyse, mais qu'il partait en retraite dans cinq ans. C'est donc dans cinq ans que sera calculé le niveau de sa retraite et de ses avantages annexes, c'est à ce moment-là qu'il vendra ses stock-options, et on ne verra alors que les effets positifs de sa stratégie !

Comment lutter contre ce genre de comportements nuisibles pour le plus grand nombre ? Une première possibilité est de s'inspirer du modèle de cogestion allemand. Nous pouvons imposer la présence d'administrateurs

salariés au sein des conseils d'administration des entreprises, comme en Allemagne, où le personnel est représenté aux conseils de surveillance en tant que personnel. Ce type de cogestion permet aux salariés de mieux connaître la stratégie de l'entreprise pour pouvoir soit l'infléchir, soit proposer une alternative, notamment dans la gestion des ressources humaines. Mais surtout, il s'agit de sortir du principe de la *corporate governance* qui accorde aux actionnaires les pleins pouvoirs (le droit de nommer et de révoquer le dirigeant à tout moment) et sacrifie les exigences de long terme à la profitabilité.

Une autre solution est de créer des Golden Share, des « actions en or », qui permettent à l'État de bloquer certaines décisions stratégiques, même s'il n'a qu'une participation minoritaire au capital de l'entreprise. Ces Golden Share existent dans d'autres pays. Pourquoi pas en France ?

9. Développer une agriculture durable

Nous sommes de plus en plus nombreux à nous demander combien de pesticides, combien d'antibiotiques ou de conservateurs aux effets mal connus nos enfants et nous-mêmes avons ingérés dans la journée.

Nous sommes de plus en plus nombreux à vouloir une alimentation plus saine. Développer l'agriculture biologique ou, au moins, une agriculture nettement moins consommatrice de pesticides et d'engrais, permettrait en même temps de protéger notre santé (et celle des paysans qui produisent notre alimentation), de protéger notre environnement et de créer des emplois : pour produire le même panier d'aliments, l'agriculture biologique a besoin de 25 % d'actifs en plus que l'agriculture classique.

Lutter contre le chômage

Cela signifie-t-il que les aliments seront plus chers ? Pas nécessairement, si les paysans dépensent moins en engrais et en pesticides (dont les prix vont augmenter avec le pétrole), et si l'on développe en même temps des circuits courts de distribution. Et si, par ailleurs, grâce à une vraie politique du logement et grâce à une vraie politique d'économie d'énergie, on diminue les loyers et les factures d'énergie, payer un peu plus pour une nourriture de qualité n'est pas forcément dramatique.

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, de nombreuses expériences très convaincantes existent aux quatre coins du pays. Ce qui manque pour accélérer le mouvement, c'est une vraie volonté politique.

Investir massivement dans le logement, investir massivement dans les économies d'énergie et dans les énergies renouvelables, investir dans l'économie sociale et solidaire et favoriser la création d'entreprises... Voilà sans doute les secteurs dans lesquels les gisements d'emplois sont les plus importants et dans lesquels les financements sont les plus faciles à organiser, car il y a un véritable « retour sur investissement », autant pour la collectivité que pour les citoyens à titre individuel. Ce sont sans aucun doute les domaines où la création de nouvelles activités est la plus urgente, la plus facile à organiser et la plus féconde en emploi.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autres leviers sur lesquels on puisse agir pour lutter contre le chômage. Il nous semble urgent, en particulier, de réfléchir à la meilleure façon de partager les gains de productivité colossaux que nous avons réalisés depuis quarante ans.

Conclusion

COMMENT GAGNER LA COURSE DE VITESSE ?

Volet 08 20 novembre 2017 / 1210000000 / 1210000000 / 1210000000 / 1210000000 / 1210000000 / 1210000000 / 1210000000 / 1210000000 / 1210000000

le-soir.be

LE SOIR

La Chine a envahi Taïwan, les Etats-Unis entrent en guerre

« Une guerre hélas prévisible » a affirmé le Président du Conseil européen en ouvrant la réunion extraordinaire des 27 Chefs d'Etat et de gouvernement.



Quand le projet de ce livre est né, nous avons beaucoup hésité à commencer par une allusion à un possible conflit entre la Chine et les États-Unis. Nous avions peur d'être accusés de pessimisme inutile¹. Mais en septembre 2012, tous les médias ont parlé du risque de guerre en Asie. Dans un contexte de fortes tensions avec le Japon autour de quelques îlots non habités dont les eaux territoriales sont riches en poisson et peut-être en gaz ou en pétrole, l'armée chinoise a mis en service

1. Merci à la direction du *Soir* qui nous a autorisés à utiliser son nom. Merci à ses graphistes qui ont réalisé cette fausse Une.

La gauche n'a plus droit à l'erreur

son premier porte-avions, un bâtiment long de 304 mètres, déplaçant 67 000 tonnes.

Ce porte-avions va permettre à la Chine, où les tensions sociales se multiplient, de « rehausser ses capacités de combat ». Pour se doter d'un groupe aéronaval complètement opérationnel, la Chine a engagé un programme de construction d'un, voire de deux autres porte-avions qui pourraient être opérationnels en 2015¹.

« La Chine et le Japon peuvent-ils se faire la guerre ? Hélas oui », affirmait *The Economist* à sa une². En quelques mois, la situation économique et militaire s'est nettement dégradée en Asie, et ce qui pouvait passer pour de la politique-fiction en juin devient un scénario crédible en septembre...

En Europe aussi, la situation se dégrade : certes, il y a toutes les semaines des raisons d'espérer (la BCE évolue dans sa façon d'agir ; Angela Merkel lâche du lest sur les questions monétaires...), mais les peuples sont à bout : à Madrid, les CRS doivent intervenir contre les manifestants qui se rassemblent devant le Parlement. Au Portugal comme en Italie, des manifestations de plus en plus puissantes contestent les politiques d'austérité. La Grèce est à deux doigts du chaos et la renaissance d'un parti néo-nazi ne peut qu'inquiéter tous ceux qui savent à quel point nos démocraties sont fragiles. En France aussi, les tensions s'accumulent : à Amiens, Marseille ou Grenoble, il ne se passe pas une semaine sans qu'un événement tragique nous rappelle la gravité de la crise. Et chaque semaine apporte son lot de nouveaux plans sociaux.

1. *Le Monde*, 25 septembre 2012.

2. *The Economist*, 29 septembre 2012.

Comment gagner la course de vitesse ?

« Nous sommes dans une crise d'une extrême gravité », affirmait François Hollande le 31 août 2012. Il a raison. Et tous, comme citoyens, comme élus, comme partenaires sociaux, nous devons accepter de nous laisser bousculer par la crise.

« Dans une période extraordinaire, agir de façon ordinaire est un crime », écrivait en juin 2012 Laurent Joffrin, le directeur du *Nouvel Observateur*. Nous sentons tous que nos sociétés arrivent à un carrefour : crise sociale, crise financière, crise énergétique, crise climatique... Dans tous ces domaines, nous sommes proches d'un point de basculement, d'un point de non-retour. Pour éviter les scénarios du pire, une course de vitesse est engagée. Comme en 1930.

1930... Quelques semaines après le krach d'octobre 1929, paraissent coup sur coup deux livres majeurs. Dans *Malaise dans la civilisation*, Sigmund Freud montre qu'il existe dans le capitalisme, comme en chacun de nous, une pulsion de mort qui peut nous conduire à l'abîme... C'est aussi en 1930 que Pierre Mendès France publie son premier livre, *Contribution aux États-Unis d'Europe*. À plusieurs reprises il affirme que, pour éviter le chaos, « une course de vitesse est engagée entre l'Internationale des peuples et l'Internationale des capitaux ». Pour gagner cette course de vitesse, Mendès France veut créer une monnaie unique européenne, dotée d'une gestion politique et investir sur le plan social toutes les marges de manœuvre créées par cette monnaie unique.

Monnaie unique. Gouvernement politique. Projet social. La vision de Mendès France est lumineuse ! En 1930, un sursaut européen est possible, car l'Allemagne est un pays démocratique. Hélas, Mendès n'est pas écouté et, trois ans plus tard, après l'arrivée au pouvoir

La gauche n'a plus droit à l'erreur

de Hitler, plus personne ne proposera un sursaut européen... Mendès France sera un acteur majeur de Bretton Woods en 1944 mais, entre-temps, la guerre aura fait 50 millions de morts.

Aujourd'hui, nous sommes en 1930. Plus personne ne peut douter de la gravité de la crise, plus personne ne peut croire que les remèdes classiques suffiront. Partout la crise prend des proportions alarmantes mais rien d'irréversible ne s'est encore produit. C'est le moment d'agir.

En 1930, la gauche n'a pas été à la hauteur. Les forces attachées à la démocratie, à la justice sociale et au progrès ont perdu la course de vitesse. C'est la pulsion de mort qui l'a emporté. Et ce fut la guerre. Serons-nous capables, cette fois-ci, de provoquer le sursaut d'intelligence qui permettra de gagner la partie ? Le capitalisme, depuis trente ans, a renoué avec ses contradictions congénitales. La gauche a perdu une bataille : celle qui, dans les années 1970, aurait permis de moderniser, consolider et étendre au monde entier les régulations des Trente Glorieuses.

Cette défaite tient, on l'a vu, aux excès de cupidité des « couches supérieures » qui ont déréglé d'abord l'équilibre entre les salariés et les entreprises, puis celui des besoins privés écrasant les besoins collectifs et enfin l'équilibre spécifique des banques et des marchés financiers. Collectivement, nous devrions plaider coupable : nous ne l'avons pas vu venir. Nous aussi, sans doute, étions trop sensibles à l'argent, heureux d'en produire en masse, et insuffisamment soucieux de sa nécessaire régulation. Nous revoici en crise, et cette fois-ci plus générale, plus profonde et plus grave que celle de 1929-1933.

Comment gagner la course de vitesse ?

Les difficultés propres à l'Europe – qui sont peut-être en train de s'estomper et vont éviter que l'Europe ne soit le détonateur de l'explosion générale – ont quelque temps caché le caractère mondial et menaçant des déséquilibres généraux. Il est urgent d'y revenir.

Non seulement aucun de nous deux n'est porteur d'un pessimisme congénital, mais nous sommes convaincus que des solutions sont à portée de main. On l'a vu dans notre livre : il n'y a aucune fatalité. Une société de justice sociale et de convivialité ne demande qu'à naître des fractures du monde ancien.

Mais comme l'a dit Keynes, « le plus difficile n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes ». Après cinq années marquées par l'inefficacité des politiques mises en œuvre pour combattre la crise, l'essentiel est aujourd'hui de poser un diagnostic nouveau, plus juste, plus global : le problème, ce n'est pas seulement la Grèce ou les banques espagnoles, il faut comprendre la crise dans son ensemble. C'est d'abord une affaire d'intelligence collective.

L'analyse approfondie des causes de la crise permet de concevoir les solutions mais aussi de gagner la lutte contre les blocages de pensée et les dogmes révolus qui pérennisent le drame : c'est le cas de l'euro-pessimisme, c'est le cas du déni de l'effet de serre, de la croyance magique dans le retour de la croissance ou du refus d'un financement spécifique – à prix infime – de la dette des États lorsqu'elle menace de tout faire exploser, ou de la dangereuse croyance que tout contrôle des marchés entraverait leurs performances.

Il y a dans ce livre un peu d'un SOS et un peu d'une colère. La gauche n'a pas le droit d'être sans idées dans une période pareille, or elle en donne l'impression.

La gauche n'a plus droit à l'erreur

Nous avons travaillé dans l'urgence. Cela explique le caractère désordonné et parfois touffu de cet ouvrage, avec même parfois quelques redites. Le lecteur nous le pardonnera. Nous avons travaillé dans l'urgence car l'Histoire montre que les réformes qui ne sont pas lancées au début d'un mandat ne le seront pas ensuite. Et l'histoire montre aussi, *a contrario*, qu'il est possible en quelques mois d'en changer le cours.

Roosevelt en 1933 : un changement radical en trois mois

En 1933, quand Roosevelt arrive au pouvoir, les Américains sont dans un très grand désarroi : avec 14 millions de chômeurs, l'Amérique touche le fond de l'abîme... Roosevelt agit immédiatement, avec une détermination qui ranime la confiance. Certaines lois sont présentées, discutées, votées et promulguées dans la même journée.

Le but de Roosevelt n'est pas de « rassurer les marchés financiers », mais de les dompter. Les actionnaires sont furieux et s'opposent de toutes leurs forces à la loi qui sépare les banques de dépôt et les banques d'affaires, comme ils s'opposent aux taxes sur les plus hauts revenus ou à la création d'un impôt fédéral sur les bénéfices. Roosevelt tient bon et fait voter quinze réformes fondamentales en trois mois. Les catastrophes annoncées par les financiers ne se sont pas produites. Mieux ! L'économie américaine a très bien vécu avec ces règles pendant un demi-siècle.

Certes, ce qu'a fait Roosevelt en matière économique n'était sans doute pas suffisant (sans l'économie de guerre, les États-Unis allaient retomber en récession) mais les réformes qu'il a imposées en matière bancaire et fiscale

Comment gagner la course de vitesse ?

ont parfaitement atteint leurs objectifs et, en 1944, en organisant la conférence de Philadelphie, il tirera les leçons des insuffisances du premier New Deal de 1933.

Roosevelt n'était pas un magicien. Les quinze réformes adoptées dans les trois premiers mois de son mandat n'ont pas réglé tous les problèmes, mais il a redonné confiance au peuple, rassemblé les énergies, mobilisé les intelligences et consolidé la démocratie (les démocrates resteront vingt ans à la Maison-Blanche) au moment même où, en Europe, des peuples qui désespéraient de leurs élites donnaient le pouvoir à l'extrême droite.

Le vrai traitement de la crise nécessitera sans doute une décennie. Mais la gauche n'aura pas une décennie pour agir s'il y a 500 000 chômeurs et 700 000 « nouveaux pauvres » en plus d'ici fin 2013.

La gauche n'a pas droit à l'erreur. Elle doit en même temps avoir une vision de long terme et avoir pleinement conscience de tout ce qui se joue dans les prochaines semaines et les prochains mois :

- négocier un nouveau contrat social avec les partenaires sociaux pour lutter radicalement contre le chômage, la précarité et la pauvreté, c'est maintenant ;
- négocier un nouveau traité européen pour protéger notre modèle social, agir avec force contre le dérèglement climatique et être capables d'humaniser la mondialisation, c'est maintenant ;
- convoquer un nouveau Bretton Woods et une nouvelle conférence de Philadelphie pour faire taire les pulsions de mort et rompre avec toutes les logiques guerrières, qu'elles soient commerciales, financières ou militaires, c'est maintenant !

« La paix mondiale ne saurait être préservée sans des efforts créateurs à la hauteur des dangers qui la

La gauche n'a plus droit à l'erreur

menacent », affirmait Schuman le 9 mai 1950, avant d'annoncer la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Cette analyse est plus que jamais d'actualité. Malgré toutes les déceptions et les fatigues, serons-nous capables d'efforts créateurs à la hauteur des dangers qui nous menacent ?

La crise est d'une telle ampleur que tous les tabous sont en jeu : il faut évidemment changer aussi bien le rapport de l'économie à la nature que le rôle et la place de l'argent dans la vie collective, le statut de l'entreprise, nos rythmes de vie, notre façon de consommer, et surtout le statut social de la personne humaine. Si nous le décidons, la crise pourrait être l'occasion d'un progrès majeur de civilisation.

« Les nuits sont enceintes et nul ne connaît le jour qui naîtra. »

Pour pousser la gauche à l'audace, nous avons créé le collectif Roosevelt 2012.

Avec Stéphane Hessel et Edgar Morin, Susan George, Cynthia Fleury, Lilian Thuram, Bruno Gaccio, Dominique Méda, Claude Alphandéry, Patrick Viveret, Patrick Doutreligne de la Fondation Abbé Pierre, Emmanuel Poilane de la Fondation Danielle Mitterrand, Joël de Caillon ancien Secrétaire Général adjoint de la Confédération européenne des Syndicats, Michel Meunier ancien Président du Centre des Jeunes Dirigeants, Jean Gadrey de la Commission Stiglitz, Gaël Giraud de l'École d'Économie de Paris, Patrick Viverge du Front de gauche, Gérard Pelletier ancien Président de l'Association des maires ruraux de France, Christian Fevret fondateur des *Inrockuptibles*, Éric Favey et Jean-Marc Roirant de la Ligue de l'enseignement, avec le MJS et les jeunes de Génération Précaire, nous avons décidé d'agir.

Comment gagner la course de vitesse ?

Agir ensemble dans la diversité de nos parcours. Agir pour rompre avec le fatalisme et impulser une nouvelle donne comme Roosevelt l'a fait en 1933.

Si vous vous retrouvez dans les analyses et les solutions avancées dans ce livre, si vous partagez notre volonté de provoquer un sursaut, venez nous rejoindre.

www.collectif-roosevelt.fr

LE POINT DE VUE

Le débat public au secours du compromis social

L'émergence d'une social-démocratie en France reste balbutiante. Retenons des avancées pionnières de la Suède et de ses voisins nordiques, comme de la formulation allemande d'une économie sociale de marché à Bad-Godesberg, que le concept essentiel, ou encore le levier opérant, fait appel à l'aptitude à établir et à faire vivre le compromis social.

Mieux que par la loi, souvent incapable des nuances et ajustements pratiques que requiert l'application des réformes, c'est par la discussion, la négociation, la convention et le contrat que peut s'opérer la transformation sociale.

Dans une négociation, il faut au moins deux parties, si possible dans un rapport de force point trop déséquilibré. Or la France souffre d'une certaine asthénie de sa démocratie sociale du fait d'une faible syndicalisation de la population active - de 8 % à 9 % des salariés éparpillés en 6 ou 7 organisations. S'ajoute la mollesse du mouvement patronal, assez enclin à n'attendre de l'Etat que des faveurs. Cet état des forces sociales organisées et l'engourdissement institutionnel d'une vie associative, pourtant ample et diverse, sont fatals à l'heure de relever les défis de la mondialisation.

Pour que soient adoptées des dispositions sur la sécurisation de l'emploi, le gouvernement a fait prévaloir devant la représentation nationale la force d'un accord interprofessionnel. Celui-ci est qualifié, à juste titre, d'« historique » pour les relations du travail. Il a été signé par des organisations révélées majoritaires lors des consultations professionnelles. C'est encourageant, mais on doit aller beaucoup plus loin. L'appétit de dialogue et de concertation est le revers heureux de la médaille de la contestation à la française.

Ainsi un vaste débat à travers tout le pays aurait-il peut-être permis, depuis 2001, d'éviter de réformer les retraites par tranches timides, tous les trois ans.

Désormais il va falloir se mettre autour de la table pour imaginer les voies d'une autre croissance mêlant développements et ralentissements, compétitivité et économie solidaire. Garder le silence sur les finalités et les motifs des choix fait le jeu de ceux qui souscrivent à une idéologie mortifère pour la démocratie.

Dans une société fragmentée, les pratiques participatives peuvent favoriser des remembrements autour d'éléments de consensus ou des constats de points d'achoppement. C'est un moyen de pallier l'insuffisance des forces sociales à jalonner l'élaboration des politiques publiques.

Les chances du compromis social sont désormais dans la multiplication de débats publics maîtrisés. L'exécutif est dans ce domaine bien pourvu : Commission nationale du débat public (CNDP) avec des saisines parfois trop larges, sur la régulation des nanotechnologies par exemple; Commissariat général à la stratégie et à la prospective placé auprès du gouvernement et susceptible d'évaluer les pratiques de concertation; imposantes instances ad hoc, tel le Conseil national du débat public sur la transition énergétique... Il faudra bientôt se prémunir du risque de galvauder aux yeux du public la pertinence des consultations. Il faut aussi mieux définir le rôle du Cese (Conseil économique, social et environnemental).

Si la concertation est attendue à tous les niveaux de la démocratie représentative, les parlementaires, surtout, représentants du peuple, doivent se saisir des outils, déjà expérimentés, de la participation citoyenne. Les partis politiques, les clubs et think tanks seraient eux aussi bien inspirés d'adopter le principe de toujours accompagner leurs analyses et leurs projets par des propositions de démarches participatives propres à leur mise en oeuvre.

Dans les circonstances difficiles que connaissent nos sociétés ouvertes aux vents mondiaux, éclatées et en profonde crise, les gouvernances ne peuvent être celles des supermans. Sont requis une pédagogie proche des gens, le dialogue, voire des expérimentations, en vue de mieux associer les citoyens.

François Chérèque, Daniel Lebègue, Michel Rocard et Pierre Zémor

François Chérèque est président de Terra Nova; Daniel Lebègue est président de l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises; Michel Rocard, ancien Premier ministre, est président du conseil scientifique de Terra Nova; Pierre Zémor est conseiller d'Etat.

« Le pays est mûr pour entendre la vérité »

À une semaine de l'Université d'été du PS, l'ancien Premier ministre Michel Rocard et l'économiste socialiste Pierre Larroustou pressent le gouvernement de prendre les décisions qui s'imposent. Et disent lesquelles.

Entretien

Michel Rocard, 82 ans, Premier ministre sous Mitterrand (1988-1991) ; premier secrétaire du Parti socialiste (1993-1994)... Pierre Larroustou, 48 ans, conseiller régional d'Ile-de-France, spécialiste des questions d'économie.

Vous dites – c'est le titre de votre livre – que « la gauche n'a plus droit à l'erreur » (1). Elle a commis des erreurs ?

Michel Rocard : La vérité, c'est que personne n'a plus droit à l'erreur et que tout le monde en a commis. Nous voulons dire à ceux qui nous gouvernent, nos frangins : attention, vous n'avez plus droit à l'erreur car la situation est critique et car il y a cette idée que la droite saurait mieux que la gauche gérer les affaires d'argent.

Pierre Larroustou : On n'a plus droit à l'erreur sur le diagnostic ; un trimestre de petite reprise, ce n'est qu'un répit. Vu la situation aux États-Unis (malgré un déficit de 8 % du PIB, la croissance retombe à 1,1 %) et vu la bulle immobilière en Chine, penser que la crise est finie serait une erreur dramatique. On est seulement dans l'œil du cyclone. Il faut utiliser ce répit pour construire un nouveau modèle.

Peut-on encore augmenter l'impôt ?

M.R. : On est à un maximum tolérable. Notre système fiscal est archaïque et injuste : il repose, pour 8 % seulement, sur les activités polluantes et 85 % sur le travail des hommes. J'en veux un peu au gouvernement de n'avoir pas relancé le chantier de la taxe carbone.

P.L. : Taxer les bénéfices au niveau européen donnerait des marges considérables. L'impôt sur les bénéfices est en moyenne à 25 % en Europe contre 40 % aux États-Unis ! Si le budget européen était financé par un impôt européen sur les bénéfices, la France gagnerait chaque année 21 milliards.



« On peut aller vers l'équilibre des finances publiques sans austérité. »

Il faut donc faire des économies ?

M.R. : Plutôt oui, mais jamais vite et jamais par de grandes masses. Le Premier ministre grec a fermé la télévision publique. C'est une provocation. J'accuse économistes et gouvernements de ne pas réfléchir aux conséquences de leurs décisions. On a créé, en Grèce, une situation telle qu'il n'est plus possible d'y faire des élections. Il faut imaginer, dans deux ans, l'Europe obligée de négocier avec le commandant en chef de l'armée grecque !

P.L. : Des économies ? On peut consommer moins de médicaments, simplifier notre organisation territoriale... Il faut aussi utiliser autrement l'argent disponible : il manque 800 000 logements (du coup, les loyers sont monstrueux) et on nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour construire alors qu'il y a 34 milliards dans le Fonds de réserve des retraites ! Au lieu de le confier à la BNP ou à Barclays, on peut l'utiliser pour construire des

logements, comme aux Pays-Bas. Et les 50 milliards du Livret A, pourquoi ne pas les investir pour isoler les logements ? On pourrait créer des emplois, économiser 1 000 € par an et par famille, et limiter le dérèglement climatique.

Un manque de volonté politique ?

M.R. : Quand j'entends volonté politique, je tire mon pistolet ! Il faut d'abord dire précisément quel est le diagnostic et ce qu'on doit faire.

P.L. : Pour sauver les banques, on a donné 1 000 milliards à 1 %. Pourquoi imposer aux États des frais financiers nettement plus élevés ? Ce 2 poids-2 mesures est scandaleux. On peut aller vers l'équilibre des finances publiques sans austérité et sans changer les traités. Il faut lancer cette bataille juste après les élections allemandes, fin septembre.

M.R. : On a obligé les États à se financer sur le marché bancaire et donc

à s'appauvrir. Nos dirigeants doivent admettre qu'un État n'est pas une entreprise : il ne peut pas arrêter ses activités. Pour cette raison, il faut le financer à 1 % par an, point ! On dégagera des milliards d'économie. Sinon, on va vers un drame.

On perd son temps, au Parlement, à légiférer sur de l'anecdotique ?

M.R. : Pour beaucoup oui, parce qu'on n'ose pas peser sur les choses sérieuses.

P.L. : Si on continue à mettre des rustines, on va vers une catastrophe sociale. À l'Élysée et à Matignon, ils admettent, entre eux, que la croissance ne reviendra pas.

Est-ce qu'il y a beaucoup de différences entre Sarkozy et Hollande ?

M.R. : Le PS s'est fait élire sur une fausse promesse, la même que la droite : avec nous, la croissance va revenir. C'est faux ! Jamais la croissance ne sera assez forte pour sortir les Français du chômage. Voilà pourquoi il faut, en même temps, investir dans le logement, les PME, les économies d'énergie et négocier intelligemment une forte baisse du temps de travail.

Politiquement, est-il encore possible de dire qu'on s'est trompé ?

M.R. : Ils sont en train de réfléchir à la possibilité de le faire. Le problème, c'est la compréhension entre dirigeants et dirigés.

P.L. : Le pays est mûr pour entendre la vérité. Le rôle de la gauche n'est pas de gérer l'effondrement du néolibéralisme mais de construire une société de justice sociale, de créativité et de convivialité. Bonne nouvelle : nous montrons que c'est possible, même sans croissance !

Propos recueillis par Michel URVOY.

(1) Chez Flammarion, 19 €.

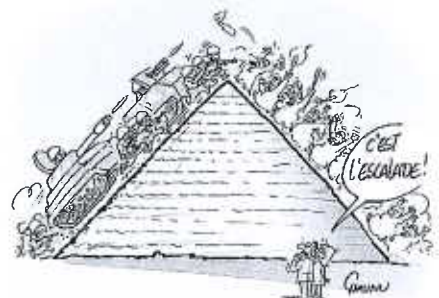
La semaine de Chaunu



Valls tacle Taubira sur la réforme pénale.



Le compte est bon pour le « Sarkothon ».



La tragédie égyptienne.



«Agir sans attendre la croissance»

VITTORIO DE FILIPPIS 25 JUIN 2013 À 22:06

INTERVIEW Pour Michel Rocard et Pierre Larroustou, la crise du capitalisme oblige à bâtir d'autres modèles.

Chômage de masse, précarité, crise financière, peut-on espérer un retour à la croissance pour sortir de la crise ? «*Ce serait se bercer d'illusions*», répondent en substance Michel Rocard et Pierre Larroustou. Dans leur dernier essai, *la Gauche n'a plus le droit à l'erreur*, les auteurs ne se contentent pas de poser leur diagnostic, ils dressent une longue liste de solutions marquées à gauche.

La gauche, au pouvoir depuis un an, répond-elle à la crise ?

Michel Rocard : Tous nos dirigeants parlent de crise, ce mot qui décrit la phase aiguë d'une maladie, après laquelle soit le malade meurt, soit il revient à un état «normal». Parler de crise implique donc que nous pourrions revenir «comme avant». Or il est impossible de croire à un retour «à la normale». L'urgence est de construire un nouveau modèle de développement. Et, dans ce contexte, la gauche ne propose pas de solutions à la hauteur des dangers qui nous menacent. Nous faisons fausse route en pensant que la croissance va revenir et régler tous les problèmes. Si crise il y a, elle est aussi intellectuelle. C'est une crise de la pensée organisatrice du monde. Or face à une crise du capitalisme, les socialistes devraient être, a priori, les mieux préparés pour apporter des réponses...

Alors, pas de «reprise de la croissance au coin de la rue», comme le dit le gouvernement ?

Pierre Larroustou : Non, pas de croissance en vue. Il faut évidemment tout faire pour sortir de la récession, mais c'est se mentir que de croire que la croissance va revenir et sera assez forte pour sortir du chômage. Regardez la croissance en France, décennie après décennie, elle ne cesse de diminuer. Cela fait trente ans que nous n'avons pas les 2,5% de croissance que nous promettent nos dirigeants. La plupart des économistes pensent que sans un changement radical de nos politiques, le scénario le plus favorable est un scénario à la japonaise : depuis vingt ans qu'a éclaté sa bulle, le Japon n'a connu que 0,7% de croissance moyenne annuelle. Et ce même en faisant des plans de relance pharaoniques - qui portent la dette publique à 240% du PIB - ou en développant une politique de recherche très ambitieuse...

M.R. Et ce constat concerne tous les pays développés. Aux Etats-Unis, même en mettant 1 200 milliards de dollars [900 milliards d'euros, ndr] sur la table en un an, Obama n'arrive pas à sortir de la trappe. Le chômage n'est stable que parce que, tous les mois, des centaines de milliers de citoyens renoncent à chercher un emploi et ne sont plus comptés comme chômeurs. A 63%, le taux d'activité est ainsi à un plus-bas historique.

P.L. En réalité, plus on attend un retour miraculeux de la croissance et plus on augmente les risques de s'engluer dans une récession sans fin ou de subir une nouvelle crise. En Chine, la bulle immobilière est plus grosse qu'elle ne l'était en Espagne. Et elle est en train d'éclater. Il est donc urgent que la gauche opère une révolution copernicienne, en cessant de dire que l'emploi viendra du retour de la croissance. Nous montrons, nous, comment créer massivement des emplois, même avec une croissance nulle. Et si plus de 2 millions de personnes retrouvent un emploi et un salaire, cela aura sans doute un effet très positif sur l'activité de toutes les branches.

Crise de la dette, crise de l'Etat ou crise du capitalisme dérégulé ? Quel est le bon diagnostic ?

P.L. C'est une crise du capitalisme. Quand on regarde l'évolution de la dette totale (privée et publique) aux Etats-Unis, on voit qu'elle était parfaitement stable entre 1950 et 1981. C'est à partir de l'arrivée de Ronald Reagan qu'il faut toujours plus de dette. Pourquoi ? Parce que, dans tous nos pays, on a dérégulé le marché du travail. On a supprimé les règles qui assuraient une hausse des salaires égale aux gains de productivité du travail. Et on a totalement déséquilibré la négociation sur les salaires : dans un contexte de chômage de masse, quel salarié peut exiger une augmentation quand la négociation se résume à «si tu n'es pas content, va voir ailleurs» ? La part des salaires représentait ainsi 67% du PIB dans les pays occidentaux en 1981. Elle pèse moins de 57% aujourd'hui. Ce sont des sommes astronomiques qui auraient dû aller aux salariés, et donc aussi à l'Etat et à la Sécurité sociale, via les impôts et les cotisations. Mais qui sont finalement parties chez les actionnaires. En trente ans, nous avons ainsi accumulé une dette publique de 90% du PIB. Or, sur la même durée et en cumul, ce sont 130 à 150% du PIB qui auraient dû revenir aux salariés et qui sont allés vers les marchés financiers. La crise de la dette n'est pas une crise de l'Etat-providence. C'est une crise du capitalisme dérégulé.

M.R. Et qui a pris une telle ampleur qu'elle rend inopérantes les réponses classiques de l'Etat-providence. 750 trillions de dollars, soit 750 000 milliards de dollars, soit plus de dix fois le PIB mondial, circulent chaque année sur les marchés financiers. C'est le résultat du déséquilibre dont Pierre vient de parler et de l'ensemble des produits dérivés créés par quelques milliers de spéculateurs.

P.L. En 1983, Pierre Mauroy avait eu le courage de dire que les salaires étaient trop élevés par rapport aux bénéfices et nuisaient donc à l'investissement. Cette date correspond au moment où la part des salaires atteint un sommet. Trente ans plus tard, au contraire, la part des salaires est, dans tous les pays occidentaux, à un plus-bas historique.

Ce ne devrait pas être trop difficile pour des socialistes de le dire à voix haute ?

P.L. En effet. Car l'important est d'agir pour un nouvel équilibre entre salariés et actionnaires. Le Medef répondra que la part des salaires est encore plus basse en Allemagne. C'est vrai, hélas. Voilà pourquoi il faut agir au niveau français et négocier un traité de convergence sociale au niveau européen.

M.R. En 2003 déjà, la Banque des règlements internationaux (BRI) affirmait que la planète risquait une récession généralisée, car ce qui allait aux salaires - et donc à la consommation - était trop faible. Tous nos pays auraient été en récession si l'on n'avait pas distribué, par la dette privée, le pouvoir d'achat qu'on ne donnait pas via le salaire. Le capitalisme est en train de s'autodétruire, et le Joseph Stiglitz a raison de dire que la cupidité des 1% les plus riches nous amène à la catastrophe. Sans l'endettement sans fin des ménages et des Etats, le monde serait en récession depuis quinze ans.

Vous doutez de l'efficacité des politiques de relance keynésienne...

P.L. On voit au Japon que les plans de relance qui arrosent le désert ne servent à rien. On atteint 240% de dette publique sans avoir relancé la croissance. Par contre, une action forte sur la politique du logement ou sur les questions climatiques peut créer des emplois.

M.R. C'est un point fondamental : après six mille ans de conquête technique et de consommation d'énergie bon marché sans que le climat se fâche, nous arrivons là aussi à une crise-mutation. Ça tombe mal, mais nous n'avons pas le choix. Le réchauffement climatique est pour l'humanité une interdiction de continuer à fonctionner sur le plan énergétique comme elle le fait jusqu'ici.

P.L. C'est pourquoi il faut très vite négocier un «Pacte européen Energie-Climat-Pouvoir d'achat», financé par la Banque centrale européenne. L'objectif fondamental de la BCE est de lutter contre l'inflation, or la seule inflation qui existe aujourd'hui est celle du prix de l'énergie ! Il faut permettre à tous les pays membres d'investir chaque année 1% de leur PIB dans des économies d'énergie. Et la BCE devrait financer ce plan. Faut-il souligner que pour sauver les banques, la BCE a mis 1 000 milliards sur la table au taux de 1%. Personne n'a protesté. Pourquoi est-on incapable de mobiliser les mêmes moyens pour sauver le climat et lutter contre le chômage ?

D'autres urgences ?

M.R. Baisser le temps de travail très fortement. Si l'on vise le plein-emploi, il faudrait se diriger vers les 29 heures de travail hebdomadaires. Alors qu'aujourd'hui, la durée réelle d'un temps plein reste aux alentours de 39 heures. Il faut que les partenaires sociaux négocient au plus vite.

P.L. En 1993, c'est Antoine Riboud, l'un des plus patrons du pays, qui affirmait : «Il faut passer à 32 heures, quatre jours sans étape intermédiaire.» En octobre 1995, la CFDT et le CNPF [ancêtre du Medef, ndr] signaient un accord historique pour réduire le temps de travail et créer des emplois. Hélas, aucune branche n'a négocié la mise en œuvre effective de cet accord. En 1995 aussi, le rapport Boissonnat rédigé à la demande de Balladur affirmait qu'il fallait baisser de 20 à 25% le temps de travail d'ici à 2015. Nous sommes bientôt en 2015 et la durée d'un temps plein est toujours aux alentours de 39 heures alors que des millions de chômeurs sont à zéro heure. Si le gouvernement veut sauver les retraites et lutter contre le chômage, il n'y a pas le choix : il faut négocier un autre partage du travail tout au long de la vie. Partout, le débat revient : aux Etats-Unis, c'est l'ancien ministre du Travail de Clinton, Robert Reich, qui affirme que c'est «la» grande réforme que doit faire Obama. En Allemagne, le syndicat Ver.di demande le passage à 30 heures. En Espagne, c'est le président de la commission du budget au Parlement qui réclame le passage à la semaine de quatre jours...

M.R. Pour aller vers la semaine de quatre jours, il faut une aide pour les entreprises qui, par exemple, créeront 10% d'emplois en CDI, en les exonérant de cotisations chômage.

La France est-elle à l'abri d'une nouvelle crise financière ?

M.R. Nous n'avons pas fait le maximum pour éviter une prochaine explosion financière. Il faut revenir à une séparation totale entre banques de dépôts et banques d'affaires.

P.L. La loi est toujours en discussion au Parlement. Les parlementaires doivent comprendre que la solution retenue, la filialisation, n'est pas à la hauteur : en 2008, l'assureur AIG a été coulé par la filiale d'une filiale. Les risques accumulés par une dizaine d'employés basés à Paris ont suffi à faire chuter le numéro 1 mondial de l'assurance et Obama a dû mettre 180 milliards de dollars sur la table pour éviter un effondrement généralisé. Que se passerait-il en France si demain ou dans deux ans, Hollande devait trouver 180 milliards ? En Grande-Bretagne comme en Allemagne, les députés (de droite) ont gagné contre les lobbies bancaires et ont obtenu des réformes plus exigeantes. Pourquoi ne fait-on pas de même ? Nous sommes à un moment crucial de l'histoire de notre pays et de la gauche. Elle ne peut pas se contenter de gérer les conséquences de la crise du capitalisme. Il est urgent de provoquer un sursaut.

M.R. Une fois ces précautions prises, on pourra revenir vers l'économie réelle et construire une société plus équilibrée, plus conviviale. Une société plus frugale, qui retrouve le goût de la fête.

Photos Olivier Roller

Vittorio DE FILIPPIS

0 COMMENTAIRES

Identifiez-vous pour commenter

Gare au prochain tsunami financier

LE MONDE | 12.06.2013 à 18h25 • Mis à jour le 13.06.2013 à 14h32 |

Par Michel Rocard (ancien premier ministre) et Pierre Larrouturou (économiste)



"Toutes les grandes défaites se résument en deux mots : trop tard", affirmait le général MacArthur. Allons-nous attendre qu'il soit trop tard pour comprendre la gravité de la situation ? Allons-nous attendre qu'il soit trop tard pour rompre avec des stratégies qui nous mènent dans le mur ?

Officiellement, il y a eu 40 000 chômeurs supplémentaires en France en avril. Mais le ministère indique qu'en un mois, il y a eu 534 000 nouveaux inscrits à Pôle emploi. Si le chômage augmente de 40 000 personnes "seulement" c'est que, dans le même temps, 494 000 personnes quittaient les fichiers de Pôle emploi. *"Presque la moitié ont repris un emploi",* indique le ministère. On en conclut qu'une moitié n'en a pas retrouvé : certains sont en stage, d'autres ont des problèmes administratifs mais, chaque mois, 80 000 ou 100 000 personnes arrivent en fin de droit.

Dans le Sud de l'Europe, c'est pire encore : en Italie, le chômage touche près de 3 millions d'adultes mais il y a trois millions de "découragés" qui ont abandonné leur recherche d'emploi. *"On organise une boucherie sociale",* affirme le patronat italien. En Espagne, il y a 6 200 000 chômeurs et combien de pauvres ? *"A Madrid, plus aucun fils d'ouvrier ne va à la faculté,* témoigne une jeune espagnole. *Quelque chose est en train de se casser. Si rien ne change, l'Espagne va perdre la maîtrise de son avenir."*

malgré des déficits colossaux (la dette publique a augmenté de 1 100 milliards en un an), malgré le soutien de la Réserve fédérale qui crée chaque mois 85 milliards *ex nihilo* pour financer ces déficits, le taux d'activité est tombé à un plus bas historique : 63,3 %. Les chiffres du chômage sont stables mais, en un mois, 495 000 chômeurs ont renoncé à chercher un emploi et sont sortis des statistiques. Même avec des politiques budgétaires et monétaires ultra-accommodantes, les Etats-Unis n'arrivent pas à sortir du chômage. En mai, l'activité industrielle a commencé à reculer.

Au Japon, le gouverneur de la banque centrale a démissionné il y a trois mois, refusant de cautionner plus longtemps une politique qui, en vingt ans, a poussé la dette publique à 230 % du produit intérieur brut (PIB) : malgré des plans de relance pharaoniques, malgré une politique de recherche très ambitieuse, le Japon n'a que 0,7 % de croissance en moyenne depuis qu'a éclaté sa bulle, au début des années 1990. Et encore, ces 0,7 % viennent des exportations vers les Etats-Unis et l'Europe... Le gouverneur de la Banque centrale du Japon a démissionné mais, au lieu de réfléchir à une politique alternative, son successeur a décidé de continuer comme avant mais en pire. Peut-on soigner une gueule de bois en buvant tous les matins une grande bouteille de Saké ? Le 30 mai, le Fonds monétaire international (FMI) a publiquement averti que, en poussant son déficit public à 9,8 % du PIB, le Japon prenait des "*risques considérables*".

EN CHINE, LA BULLE IMMOBILIÈRE VIENT D'ÉCLATER

Les deux moteurs de la croissance chinoise ont calé en même temps : les ventes de logement ont baissé de 25 % en un an et les exportations vers l'Europe ont reculé de 9,8 %. Officiellement, la Chine ne traverse qu'un "*petit ralentissement*" mais si l'on observe la consommation d'électricité (indicateur plus difficile à enjoliver que le PIB), la Chine est plus proche de la récession que d'une croissance de 6 %. En mai, l'activité industrielle a reculé : il ne s'agit pas d'un ralentissement dans la croissance mais bien d'un recul.

On a vu en Espagne ce que donne l'éclatement d'une bulle immobilière : le chômage a triplé et José Luis Zapatero a dû démissionner. En Chine, la bulle est plus grosse qu'elle ne l'était en Espagne. Et son explosion risque d'avoir des conséquences sociales nettement plus graves car il n'y a pas de couverture sociale pour les chômeurs, ni de solidarité familiale pour des millions d'hommes déracinés. Mais les dirigeants chinois n'ont aucune envie d'abandonner le pouvoir : ils ont annoncé qu'ils vont doubler le budget militaire d'ici à 2015 afin d'avoir quatre fois le budget de l'armée du Japon, l'ennemi héréditaire.

augmenté de 30 % PIB en un an, sans que cela suffise à relancer l'activité, Taïwan annonçait avoir installé cinquante missiles tournés vers des bases militaires chinoises... Comme le dit le gouverneur de la Banque d'Angleterre, *"la prochaine crise risque d'être plus grave que celle de 1930"*.

C'est dans ce contexte que s'ouvre en France la conférence sociale des 20 et 21 juin. Elle doit lancer un nouveau cycle de négociation sur l'emploi. L'un des hauts fonctionnaires de la direction du Trésor chargé de préparer une "note de cadrage" pour cette conférence affirmait récemment que la France est retombée dans une *"petite récession"*. Du point de vue comptable et si l'on pense que la France est seule au monde, il a raison. Mais peut-on en rester au point de vue comptable ? Non ! Ceci n'est pas une *"petite récession"*. Une banale récession comme nous en avons déjà connue quatre en quarante ans. Edgar Morin a raison : nous sommes face à une crise de civilisation. Comme celle de 1929, cette crise peut conduire à la barbarie : guerre aux frontières de la Chine, guerres pour l'eau ou pour l'énergie, émeutes urbaines et montée de l'extrême droite en Europe... Si nous continuons à laisser pourrir la situation, si nous continuons à mettre quelques rustines en misant sur un miraculeux retour de la croissance (auquel plus personne ne croit) tout cela peut, en quelques années, finir dans un fracas terrifiant.

CHANGER L'ENSEMBLE DE NOTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Et, dès aujourd'hui, nous sommes nombreux à ressentir un malaise plus intime : qui donc est l'homme pour être traité ainsi ? Qui donc est l'homme pour accepter que des millions d'hommes et de femmes vivent dans la plus grande pauvreté alors que, globalement, nous n'avons jamais été aussi riches ? Qui sommes-nous, femmes et hommes, pour être incapables de garder la maîtrise de notre avenir, ballotés comme des fétus de paille, d'une crise à l'autre ? Homo Sapiens Sapiens ou Homo Nullus Nullus ?

Crise sociale, crise financière, crise climatique, crise démocratique, crise du sens... dans tous ces domaines, nous sommes proches d'un point de non-retour. L'humanité risque une sortie de route. C'est l'ensemble de notre modèle de développement qu'il faut changer, de toute urgence.

Pour éviter qu'un tsunami sur les marchés financiers ait un impact direct sur l'économie réelle, pour lutter radicalement contre la spéculation et contre les risques liés au surendettement des Etats, la France doit demander que soit organisé au plus vite un nouveau Bretton Woods – *accords pour réorganiser le système financier international après la seconde guerre mondiale, en 1944.*

privilèges incroyables des banques privées dans le financement de la dette publique et financer à 1 % la vieille dette publique, lutter frontalement contre les paradis fiscaux (le code des marchés publics doit interdire de commander à des entreprises qui se soustraient à l'impôt) et négocier la création d'un impôt européen sur les dividendes (en vingt ans, le taux moyen d'impôt sur les bénéfices est passé de 37 % à 25 % en Europe !). Si l'on fait cela, nous pourrions retrouver l'équilibre des finances publiques sans austérité.

Il faut aussi agir avec force contre le chômage et la précarité en fixant à la négociation sociale qui débute les 20 et 21 juin un objectif très ambitieux : au Pays-Bas et au Danemark, les partenaires sociaux ont été capables d'élaborer en quelques semaines un nouveau contrat social assurant un meilleur partage des gains de productivité, qui a permis de diviser par deux le chômage tout en restaurant l'équilibre de la balance commerciale. Pourquoi n'en serions-nous pas capables nous aussi ?

Petite récession ou crise de civilisation ? La réponse est évidente. Politiques et partenaires sociaux doivent absolument se laisser bousculer par la crise. Personne ne leur en voudra de tenir un discours de vérité. Au contraire ! *"L'immobilisme et la pusillanimité sont toujours plus dangereux que l'audace, écrivait Pierre Mendès France. Les problèmes sont si difficiles et d'une si grande ampleur, la résistance des égoïsmes est si forte, que c'est avant tout de l'audace qu'il nous faut aujourd'hui. De l'audace intellectuelle et politique, plus rare de nos jours hélas ! que le courage physique."*

Dire la vérité et décider de construire, tous ensemble, un nouveau contrat social adapté aux contraintes et aux désirs de ce temps est sans doute la meilleure façon de renforcer la cohésion et la résilience de notre société

Michel Rocard et Pierre Larrousurou ont publié ensemble : *La gauche n'a plus droit à l'erreur* (Flammarion, 300 pages, 19 euros).

▪ **Analyses et points de vue complémentaires.....** pp. 62-112

- Le chômage, éternelle cause nationale

Philippe Escande, *Site web Le Monde* (www.lemonde.fr), novembre 2013

- Les associations de chômeurs, acteurs particuliers de la lutte contre la précarité

Jean-Baptiste François, *Site web La Croix* (www.la-croix.com), juin 2013

- Dire l'extrême gravité de la situation

Site web Collectif Roosevelt 2012 (www.roosevelt2012.fr), janvier 2012

- Dire l'urgence et reconstruire l'Espoir

Site web Collectif Roosevelt 2012 (www.roosevelt2012.fr), janvier 2012

- Quelles est la réforme la plus urgente à mener en France ?

Site web Le Monde (www.lemonde.fr), mai 2013

- Les 15 réformes du collectif Roosevelt

Site web Collectif Roosevelt 2012 (www.roosevelt2012.fr), janvier 2012

Le chômage, éternelle cause nationale

LE MONDE | 25.11.2013 à 12h29 | Par Philippe Escande



Amateurs d'empoignades et de polémiques idéologiques, les Français adorent débattre du chômage. C'est une cause nationale perpétuelle. En 1994, un jeune normalien tout juste sorti des ministères s'était taillé une notoriété durable avec son expression sur « la préférence française pour le chômage ».

Car, depuis que le premier choc pétrolier de 1973 a signé la fin des « trente glorieuses » pour la France, le chômage structurel s'est installé confortablement dans notre pays, grimant quasiment sans discontinuer, passant de 3,4 % en 1975 à 10 % vingt ans plus tard. Depuis, il évolue entre 8 % et 10 %, avec un record à la baisse à 7,4 % en... 2008. Dommage.

Pensée magique, la réduction du nombre de sans-emploi est une priorité de tous les gouvernements successifs, sans aucun effet. Alors, on ne parle plus de taux, mais juste « d'inverser la courbe ».

Deux raisons à cette grande panne. D'abord, la croissance perdue des « trente glorieuses ». Il faudrait retrouver les 4 % à 6 % d'augmentation annuelle du produit intérieur brut des années Pompidou pour recupérer une forme de plein-emploi. Des taux de pays émergents que l'on ne reverra pas de sitôt dans les pays industrialisés qui ont achevé leur rattrapage technologique sur les Américains.

PAS DE TRAVAIL PLUTÔT QUE DU SOUS-TRAVAIL

L'autre raison est plus française, c'est un arsenal législatif dont la complexité n'a d'équivalent que dans la fiscalité, avec le même mélange de grands principes et de petits arrangements qui rendent l'ensemble illisible.

Chaque crise économique en rajoute une couche pour protéger un peu plus les travailleurs en poste face aux tourments de la conjoncture. Réflexe naturel qui s'est rarement accompagné de relâchement des mesures en période faste pour faciliter entrées et sorties sur le marché du travail.

Résultat, un système de moins en moins sensible aux aléas de l'économie, évitant les drames immédiats en récession et ralentissant les reprises en croissance. Perpétuant ainsi un taux de chômage élevé et coûteux pour la collectivité. L'Etat-providence français a toujours, sans jamais l'avouer, préféré la protection des travailleurs en place à l'intégration des chômeurs. Pas de travail plutôt que du sous-travail.

TAYLORISME NEW-LOOK

L'argument se défend. Mais il n'est plus de mise. Car, sans le dire, et dans la foulée des 35 heures, qui ont accoutumé les entreprises à la flexibilisation du travail, de nouvelles moeurs se sont développées durant les années 1990. Des consultants ont débarqué en masse dans les entreprises calculette à la main, inventant une forme de taylorisme new-look.

Comment optimiser le travail des caissières de supermarché ? En réduisant et en découpant leur travail par tranches de deux heures étalées dans la semaine.

Ce mal-là n'est pas propre à la France. Le travail pauvre, première victime de la double révolution financière et numérique, se répand partout. Réfléchir à la meilleure façon de lutter contre la précarité, celle du chômage comme celle du temps partiel, dans un contexte de stagnation économique, est une priorité.

ACTUALITÉ

RELIGION

CULTURE

FAMILLE

ETHIQUE

France | Europe | Monde | Economie & Entreprises | Sport

Vidéos Blogs Rss

Actualité > France

Les associations de chômeurs, acteurs particuliers de la lutte contre la précarité

La marche des chômeurs à destination de Paris se veut le porte-voix des 3,2 millions de personnes aujourd'hui privées d'emploi en France.



Le Mouvement des chômeurs et précaires, le 17 juin à Montpellier. (PASCAL GUYOT / AFP)

Constituées dans les années 1980-90, les associations de chômeurs ont déjà réussi à se faire entendre par le passé, mais elles rencontrent aujourd'hui des difficultés à mobiliser.

C'est avec en tête le souvenir d'anciennes victoires que les associations de chômeurs prennent la route. Celle de 1985, où une manifestation nationale réunissant près de 5 000 personnes avait contribué à la création du RMI par Michel Rocard. Et surtout celles obtenues à l'issue des marches organisées en 1997 et 1998, avec la création par le gouvernement Jospin d'un « fonds d'urgence sociale », un rattrapage des retards accumulés dans la revalorisation des aides sociales et une représentation locale au sein des ANPE.

AVEC CET ARTICLE

Comment le chômage met en danger la vie sociale

NOUVELLES REVENDICATIONS

Autre époque, autres enjeux. Aujourd'hui, les associations organisatrices (MNCP, Apeis, AC I) demandent l'arrêt des radiations à Pôle emploi ainsi que le déblocage d'un nouveau fonds pour faire face à la poussée du chômage. Ces structures en grande partie issues du monde syndical souhaitent surtout obtenir une visibilité à l'occasion de la conférence sociale qui se tient jeudi 20 et vendredi 21 juin, à laquelle elles regrettent de ne pas avoir été conviées par le gouvernement.

LES FREINS D'UN MOUVEMENT

Le potentiel de mobilisation existe bel et bien: le mouvement national des chômeurs et précaires regroupe à lui seul 6 000 adhérents et plus de 100 000 personnes accueillies chaque année dans ses permanences. Mais les associations ne s'attendent pas, comme jadis, à entraîner les foules derrière elles. « L'idéal serait un effet boule de neige comme en 1997, avec des milliers de personnes dans la rue, mais il ne faut pas se raconter d'histoires », explique Malika Zédiri, militante à l'Apeis depuis 1987. La situation est pourtant pire qu'à l'époque, avec 90 000 chômeurs qui arrivent en fin de droits chaque mois et des droits sociaux moins protecteurs. Mais pour Alain Marcu, d'AC I, « les chômeurs, noyés dans les difficultés du quotidien, restent dans leur coin et sont invisibles ».

RECHERCHE D'ÉCOUTE

Avec cette marche, les militants ont surtout à cœur d'attirer l'attention et de marquer leur retour dans le dialogue social après des années d'absence. Car l'action collective des chômeurs ne perdure pas dans le temps, du fait des changements de statut et de la difficulté à mettre en avant une image qui n'est pas valorisante. Par ailleurs, contrairement aux syndicats, les associations de demandeurs d'emploi n'ont pas d'interlocuteur naturel.

« Revendiquer auprès de qui? Les employeurs, l'État, l'Unédic, Pôle emploi? », interroge le sociologue Didier Demazière. Un récent rapport parlementaire préconise l'entrée des associations de chômeurs dans le Conseil d'administration de Pôle Emploi.

JEAN-BAPTISTE FRANÇOIS (avec AFP)

Dire l'extrême gravité de la situation.

Un très grand désarroi gagne notre pays. Il y a déjà plus de 5.000.000 de chômeurs inscrits à Pôle Emploi, des centaines de milliers de «fin de droits» et des millions de pauvres et de précaires. Des centaines de milliers de familles ont déjà le plus grand mal à payer leurs loyers ou leurs charges et tout indique que nous allons bientôt plonger dans une nouvelle récession.

Après plus de 30 ans de crise, le mot lui-même ne signifie plus grand-chose. Certains pensent qu'il s'agit d'une parenthèse qui va se refermer et que tout va recommencer comme avant. Il n'en est rien !

«La prochaine crise risque d'être plus grave que celle de 1930» affirme le Gouverneur de la Banque d'Angleterre¹. En France, le Président de l'Autorité des marchés financiers explique que nous risquons «un effondrement de l'ensemble du système économique mondial»². «Il est fort possible que la situation soit pire que ce que nous avons connu en 2008» écrit Olivier Blanchard, chef économiste du FMI³.

LA DETTE TOTALE DES ETATS-UNIS ATTEINT 358 % DU PIB.

Au premier trimestre 2011, alors que la dette publique aux Etats-Unis augmentait de 380 milliards de dollars en trois mois, le PIB n'a augmenté que de 50 milliards. De plus en plus de dette pour de moins en moins de croissance ! La première économie mondiale est comme une voiture, qui a besoin d'un litre d'huile tous les 300 mètres. A tout moment, elle peut casser une bielle et le moteur va exploser. Des coupes budgétaires colossales sont prévues à partir de 2013 qui risquent de faire plonger les USA dans une récession historique.

EN CHINE, LA BULLE IMMOBILIÈRE...

a atteint plus du double du maximum atteint par la bulle aux Etats-Unis avant la crise des subprimes. En 2009, pour éviter la récession, le gouvernement a ordonné aux banques d'accepter toutes les demandes de crédit qui leur parvenaient.

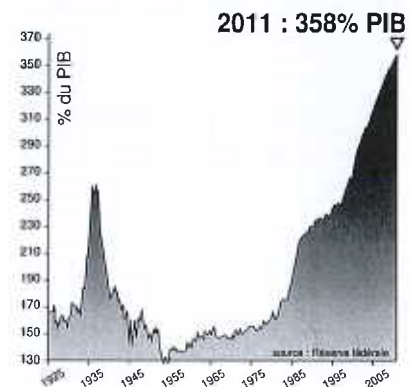
EN UN AN, 44 % DU PIB ONT ETE INJECTÉS DANS L'ÉCONOMIE CHINOISE...

30% par le crédit privé et 14% par la dette publique. Partout, on a construit, construit... Partout, il y a pléthore d'immeubles vides. Fin décembre, un officiel chinois annonçait qu'il fallait s'attendre à une baisse de 40 ou 50 % des prix de l'immobilier en 2012 ! On a vu en Espagne ce que donne l'éclatement d'une telle bulle : le chômage a triplé en trois ans⁴. Que va-t-il se passer en Chine où il y a déjà 20 % de chômage et où les émeutes sociales sont de plus en plus violentes ? Eclatement de la bulle immobilière et baisse simultanée des exportations forment un cocktail explosif.

LES «BRICS» NE SAUVERONT PAS SEULS L'ÉCONOMIE MONDIALE

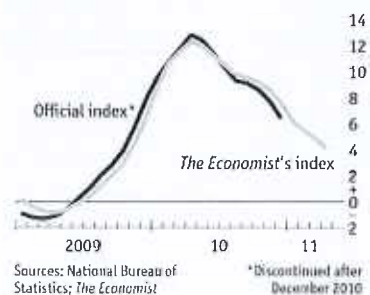
Le Brésil vient d'annoncer que sa croissance est tombée à 0,0 %⁵. En Inde, la production industrielle a baissé de 5 % en un an⁶. Tous ceux qui affirmaient que la Chine et le Brésil allaient tirer la croissance mondiale et qu'il n'y avait aucun risque d'une seconde récession, n'avaient rien compris au fonctionnement de l'économie réelle. Une fois encore !

Dettes totales aux Etats-Unis depuis 1925



Index synced

China's 70-city house-price index
% change on previous year



¹ Mervyn King, Sky News, 6/10/2011

² Jean-Pierre Jouyet, France-Inter, 23/9/2011

³ Blog du FMI, 21/12/2011

⁴ Le Monde, 28/10/2011

⁵ AFP, 6/12/2011

⁶ Les Echos, 16/12/2011

LA PROCHAINE CRISE RISQUE D'ÊTRE PLUS GRAVE QUE CELLE DE 2008...

car, sauf changement rapide des règles du jeu, les Etats n'ont plus la capacité de venir au secours du système financier s'il subit un choc violent. Quand Lehman Brothers est tombé, la panique n'a duré que quelques jours car Bush et Paulson ont dit qu'ils mettaient 700 milliards de dollars sur la table. Le calme est revenu très vite car nul n'avait de doute sur leur capacité à payer ces 700 Mds, mais le choc a quand même provoqué une récession mondiale et des dizaines de millions de nouveaux chômeurs à travers la planète... Trois ans plus tard, personne ne sait comment le Président Obama pourrait trouver une telle somme si c'était nécessaire. Il faut donc éviter à tout prix d'en arriver là.

«LE CAPITALISME VIT UNE CRISE SUICIDAIRE POUR L'HUMANITÉ» ...

affirmait déjà Michel Rocard en 2007⁷. Cinq ans plus tard, rien n'a changé. Ou alors en pire ! Plutôt que de s'attaquer aux racines de la crise, plutôt que de changer radicalement un système économique que tous, en 2008, disaient vouloir transformer de fond en comble, nos dirigeants ont continué la fuite en avant, en remplaçant la «transfusion» de dette privée par une transfusion de dette publique⁸. Mais jusqu'à quand cette fuite en avant est-elle durable ? Il est de plus en plus clair que nos économies se rapprochent de l'abîme... Il faut agir. Agir vite et avec force. Ce qui suppose d'abord et avant tout de poser le bon diagnostic sur la crise.

⁷ Le Parisien, 25/8/2007

⁸ L'image est de Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie

⁷ Sur cette courbe figure la dette totale des USA, hors dette du secteur financier : dette des familles + dette des entreprises + dette des collectivités et de l'Etat fédéral

*Sortir de la confusion.
Poser enfin le bon diagnostic.*

Pourquoi les politiques menées depuis 4 ans ont-elles échoué à nous sortir de la crise et ont-elles parfois aggravé les problèmes ? C'est parce que le diagnostic communément admis n'est pas le bon.

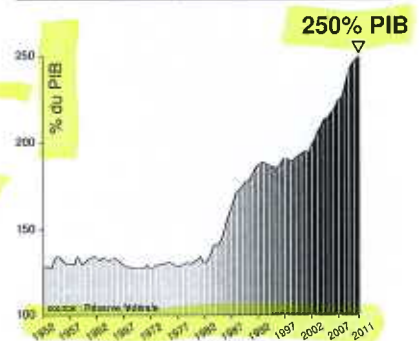
Aujourd'hui, nos politiques sont paralysés car ils veulent «rassurer les marchés financiers» qui ont des demandes totalement contradictoires : face au risque de récession, faut-il lancer de nouveaux plans de relance, jusqu'à être écrasés par la dette, ou faut-il voter des plans d'austérité et retomber immédiatement en récession (ce qui aggrave la crise sociale et les problèmes de finances publique, comme on le voit en Grèce et au Portugal) ?

Comment sortir de ce dilemme ? Pourquoi nos économies retombent-elles en récession si on les prive de leur drogue ? Pourquoi nos pays sont-ils devenus dépendants à la dette ?

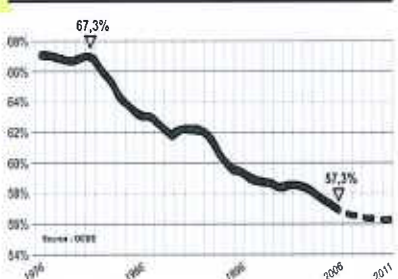
C'est en analysant les statistiques de la Réserve fédérale américaine pour les 60 dernières années qu'on comprend les causes de cette addiction. Jusqu'en 1981, le ratio dette/PIB était parfaitement stable⁹. L'économie n'avait pas besoin de dette pour croître régulièrement car des règles collectives assuraient une progression régulière des salaires et un partage équitable entre salariés et actionnaires. Ce «compromis fordiste» a permis aux Etats-Unis de connaître 30 ans de prospérité. Sans dette.

Mais, en 1981, Ronald Reagan arrive à la Maison blanche. Les néolibéraux baissent les impôts sur les plus riches, tandis que les politiques de dérégulation amènent à une très grande précarité et à la baisse de la part des salaires. C'est à partir de là que des millions d'Américains vont s'endetter pour maintenir leur niveau de vie. Et que la dette publique s'envole.

Dette totale aux Etats-Unis depuis 1952
(hors dette du secteur financier)



Part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises
OCDE - 15*



* Allemagne, Suède, Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni, Danemark, Italie, Espagne, France, Pays-Bas, Autriche, Belgique, Finlande, Grèce et Islande.

Les Etats-Unis ne sont pas une exception : pour les 15 pays les plus riches de l'OCDE, la part des salaires qui représentait 67 % du PIB en moyenne en 1982 n'en représente plus que 57 % aujourd'hui.

Dans un contexte de chômage de masse, quel salarié peut négocier une augmentation de salaire ? Qui peut « donner sa démission » en espérant trouver assez vite un autre emploi ? « Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs. » La peur du chômage est dans toutes les têtes et ce qui va aux salaires dans la richesse produite est tombé à un plus bas historique.

« Dans la zone euro, les entreprises prennent chaque année l'équivalent de 1 % du PIB dans la poche de leurs salariés, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes »

explique Patrick Artus, directeur des études de Natixis.

Pendant des années, l'économie n'a continué à croître que parce qu'on distribuait par la dette le pouvoir d'achat qu'on ne donnait pas en salaire : « sans l'augmentation de la dette des ménages, la croissance serait nulle en zone euro depuis 2002, continue Artus. Et avant 2002, c'est l'endettement des entreprises qui nourrissait la croissance. »

Au total, en 30 ans, ce sont des sommes considérables qui sont parties vers les marchés financiers au lieu d'aller aux salariés et donc aussi à l'Etat, via la TVA. Cet argent a-t-il profité à la recherche ou à l'investissement ? Non. Toutes les études montrent que l'investissement et la recherche sont stables. Ces sommes colossales ont été accaparées par un tout petit nombre d'individus. L'Europe s'épuise depuis des mois à trouver 110 milliards d'euros pour sauver la Grèce alors que la fortune cumulée des 0,2% les plus riches de la planète est estimée à 39.000 milliards !

En 2008, tout le monde affirmait que la crise venait du capitalisme dérégulé et du niveau insupportable des inégalités. Joseph Stiglitz dénonçait « le triomphe de la cupidité ». En

2007-2008, le diagnostic était clair : « comme la crise de 1929, la crise vient d'un niveau inacceptable d'inégalités. Elle vient de la dérégulation et du néolibéralisme. » Mais, depuis quelques mois, à cause de la Grèce (où l'Etat et le non-Etat sont largement responsables de la crise), l'Etat-providence est de nouveau sur le banc des accusés.

QUEL RETOURNEMENT DRAMATIQUE !

A cause de la situation en Grèce, les néolibéraux repassent à l'attaque avec une indécence inouïe.

La question de la dette des Etats est évidemment très importante (entre 80 et 90% du PIB en France et en Allemagne), mais au lieu de bloquer les retraites et de couper dans le financement de la santé ou de l'éducation, ne faut-il pas au contraire utiliser tous les leviers fiscaux possibles pour récupérer une bonne part de la « dette des marchés », ces sommes considérables que les 0,2% les plus riches doivent aux peuples de nos pays, si on considère que le partage entre salariés et actionnaires était juste et efficace dans les années 1970 ?

Il ne s'agit pas ici de minimiser la responsabilité (ou l'irresponsabilité) des gouvernements et des citoyens mais seulement d'apporter le diagnostic le plus juste possible de la situation.

Car si le diagnostic est faux, il n'y a aucune chance qu'on parvienne à vaincre le mal.



¹³ Rapport OCDE Croissance et inégalités, 2008

¹⁴ Les Incendiaires Perrin, 2007

¹⁵ Le Figaro, 11/6/2010

¹⁶ Si la France avait dit Oui à l'Allemagne quand elle proposait de créer une Europe politique et démocratique (proposition de Wolfgang Schäuble en 1994 et de Joschka Fischer en 2000), l'Europe serait évidemment plus forte face à la crise.

A crise globale, réponse globale

Face à une crise globale, nous devons apporter une réponse globale. Les racines de la crise, ce sont 30 ans de chômage et de précarité¹⁴. C'est à cause du chômage de masse que la part des salaires dans la valeur ajoutée a tant diminué. C'est à cause du chômage, des petits boulots et des petits salaires que nos économies ont besoin de toujours plus de dette. Le chômage n'est pas seulement une des conséquences de la crise. Il en est l'une des causes premières.

Pour sortir de notre dépendance à la dette, il faut évidemment réguler les marchés et taxer les plus hauts revenus mais il faut aussi et surtout s'attaquer frontalement au chômage : c'est seulement en donnant au plus grand nombre un vrai emploi et une vraie capacité de négociation sur les salaires que nous sortirons durablement de la crise, en sortant de notre dépendance à la dette.

En 1944, avant de convoquer le sommet de Bretton-Woods afin de reconstruire le système financier international, Roosevelt organisait le sommet de Philadelphie, qui adoptait comme priorité absolue le respect d'un certain nombre de règles sociales : «Il n'y aura pas de paix durable sans justice sociale» affirmaient Roosevelt et les autres Chefs d'Etat avant de définir des règles sur les salaires, le temps de travail et le partage entre salaires et dividendes... Des règles très concrètes à respecter dans chaque pays comme dans le commerce mondial. Avant que les néolibéraux ne les démantèlent, ces règles ont permis 30 ans de prospérité sans dette.

BONNE NOUVELLE !

Si ce sont des décisions politiques qui nous ont amenés à la crise, d'autres décisions politiques peuvent nous en sortir. Il n'y a aucune fatalité, aucune main du Destin qui nous entraîne inexorablement vers le chaos. Notre avenir est entre nos mains !

N'en déplaise aux néolibéraux, la justice sociale n'est pas un luxe auquel il faudrait renoncer à cause de la crise. Au contraire ! Reconstruire la justice sociale est aujourd'hui la priorité absolue, le seul moyen de sortir de notre dépendance à la dette.

Dernier élément de diagnostic : la gravité de crise financière et de la crise sociale **ne peuvent faire oublier la crise énergétique, la crise climatique et la crise alimentaire.** Toutes les études publiées à l'occasion du sommet de Durban montrent que le dérèglement climatique s'accélère. Cet été, dans de nombreuses régions de France, des paysans ont dû abattre une partie de leur cheptel car la sécheresse ne leur permettait pas de nourrir tout leur troupeau et en ce moment même des centaines de millions de personnes souffrent de la faim à travers le monde. Nous n'avons que quelques années pour agir si nous voulons éviter que la question climatique et la question énergétique ne provoquent des drames à répétition et de très graves conflits armés.

«Jamais aucune génération n'a eu à gérer en même temps autant de crises d'une telle ampleur» écrivait récemment Henry Kissinger dans le Herald Tribune. L'ampleur de la tâche ne doit pas nous décourager !

1. Nous n'avons pas le choix. C'est de nos vies et de la vie de nos enfants qu'il s'agit. Regarder ailleurs, désertier ou compter sur un miracle est impossible. Il faut passer à l'action si nous ne voulons pas subir une crise « plus grave que celle de 1930 »

2. Au lieu d'attendre l'action miraculeuse d'un homme ou d'une femme providentielle que nul ne voit venir, nous devons être le plus nombreux possible à réfléchir et à agir ensemble. Nous pouvons très bien relever le défi et imposer nos solutions dans le débat public.



¹⁴ L'Allemagne n'est pas épargnée hélas par la précarité depuis la réforme Hartz 4, il y a tellement de «petits boulots» que, avant même la crise des subprimes, la durée moyenne du travail était tombée à 30,3 heures (sans compter les chômeurs). En euros constants (c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation), plus de 80 % des Allemands ont vu leurs salaires baisser depuis 2000. Si le reste de l'Europe n'avait pas distribué d'avantage de pouvoir d'achat et n'avait pas acheté des produits allemands, l'Allemagne serait en récession depuis plusieurs années.

Nous avons décidé d'agir.

LA PREMIÈRE BATAILLE À MENER AUJOURD'HUI EST UNE BATAILLE INTELLECTUELLE.

Face à la contre-offensive des néolibéraux, face aux dérives populistes, il faut tout faire pour que les débats de 2012 -aussi bien le débat sur le Traité européen que le débat de la Présidentielle- s'engagent à partir d'un diagnostic juste:

1. La crise vers laquelle nous allons si nous ne changeons pas très vite de politiques, peut être nettement plus grave que toutes les crises à répétition que nous subissons depuis 30 ans. Il faut arrêter les discours creux et les demi-mesures, et passer à des médecines d'urgence.

2. C'est d'abord et avant tout une crise du Capitalisme dérégulé et non pas une crise de l'Etat-providence. « On n'ose plus parler du capitalisme, affirmait Michel Rocard en 2007 ¹⁵. Je suis le seul à employer ce mot, alors que ce système vit une crise suicidaire pour l'humanité. Nous, socialistes, devrions être bien placés pour l'expliquer et y répondre ». « La social-démocratie est devenue muette sur ce qu'était son principal ennemi » regrettent aussi Stéphane Hessel et Edgar Morin ¹⁶.

Beaucoup à gauche préfèrent rester flous sur l'analyse de la crise car ils ont peur de « passer pour d'affreux marxistes ». Paradoxalement, Michel Rocard, que certains trouvent parfois trop « centriste », est l'un des rares à dire les choses franchement : quand l'OCDE montre que la part des salaires dans le PIB a baissé de 10 %, quand l'International Herald Tribune affirme que, jamais depuis 80 ans, la part du PIB qui revient aux actionnaires n'a été aussi importante ¹⁷, quand le directeur des études de Natixis écrit que « chaque année, les entreprises prennent l'équivalent de 1 % du PIB

dans la poche de leurs salariés, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes », on pourrait espérer que la gauche porte une analyse claire de la crise dans le débat public et apparaisse moins sur la défensive. Et ce d'autant plus que les néolibéraux tentent de noyer le poisson et de ramener tous les problèmes aux limites de l'Etat-providence...

UNE CONFUSION MORTELLE

Cette question du bon diagnostic est essentielle. Elle n'est pas du tout accessoire ou « théorique ». Si nous parvenons à sortir de la confusion actuelle, si nous parvenons à ce que ce double diagnostic sur la **gravité** et sur la **vraie nature** de la crise soit partagé par le plus grand nombre, alors il sera facile ensuite de construire un consensus assez large et assez rapide autour des solutions, comme le Conseil national de la Résistance a su créer un consensus très large, allant des gaullistes aux communistes, autour de mesures de justice sociale.

En revanche, si la confusion s'installe, si l'insulte et la recherche de bouc-émissaires remplacent l'analyse rationnelle, il est probable que nous ne parviendrons pas à changer de politiques avant que le système ne s'écroule.

En 2011, partout dans le monde, des mouvements citoyens ont réveillé le débat public. Aux Etats-Unis, Occupons Wall Street est en train de faire évoluer le discours de Barack Obama.

VOILÀ POURQUOI NOUS VENONS DE CRÉER LE COLLECTIF ROOSEVELT 2012.

Il regroupe des femmes et des hommes aux parcours très différents, mais qui partagent tous le même sentiment d'urgence et la même envie d'agir pour la Justice sociale.

Notre objectif est simple : utiliser tous les moyens possibles pour faire connaître du plus grand nombre et imposer à nos dirigeants 15 mesures radicales mais réalistes pour dompter les marchés financiers, lutter contre le chômage et construire enfin une Europe démocratique, capable d'agir efficacement sur la mondialisation.

« Il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre » affirmait Albert Einstein. La politique est une chose trop importante pour la laisser aux partis politiques.

Si l'on avait attendu un accord entre diplomates, le mur de Berlin serait encore debout. En 1989, ce sont des citoyens qui se sont levés et qui ont fait tomber un système politique qui niait la dignité de l'Homme. « Chacun de nous peut changer le monde. Même s'il n'a aucun pouvoir, même s'il n'a pas la moindre importance, chacun de nous peut changer le monde » écrivait Vaclav Havel quelques semaines après la chute du Mur.

En 1989, ce sont des femmes et des hommes « sans la moindre importance » qui ont changé le cours de l'Histoire. Aujourd'hui, c'est à nous, les citoyens, de dire dans quelle société nous voulons vivre. Société d'injustice et de chaos ou société de d'équilibre et de convivialité ? A nous de choisir. A nous d'agir.

¹⁵ Le Parisien, 25/8/2007

¹⁶ Le chemin de l'espérance, Fayard, 10/2011

¹⁷ International Herald Tribune, 26/11/2011

MANIFESTE

Dire l'urgence et reconstruire l'Espoir

Nous ne pouvons pas rester sans rien dire. Nous ne pouvons pas rester sans agir. Aujourd'hui, l'esprit se révolte contre le sort qui est promis à l'homme.

Crise sociale, crise financière, crise écologique, crise démocratique... dans tous ces domaines, **nos sociétés approchent d'un point de rupture, d'un point de non-retour**. Après 30 ans de laisser-faire, après 5 ans de crise financière, nous arrivons à un moment crucial. Comme l'écrivent Stéphane Hessel et Edgar Morin ¹, «maintenant nos sociétés doivent choisir : la métamorphose ou la mort.»

Dans tous les domaines (emploi, écologie, démocratie, éducation, culture, logement, santé, relations Nord-Sud...), de nombreuses associations, des élus et des citoyens agissent déjà avec force et intelligence. Si nous créons aujourd'hui un collectif nouveau, c'est parce que nous pensons qu'il est urgent d'agir pour éviter un effondrement économique. Car un tel effondrement pourrait amener à un chaos qui rendrait vaines toutes les actions entreprises dans les autres domaines.

«Le capitalisme vit une crise suicidaire pour l'humanité» affirmait déjà Michel Rocard en 2007 ². Cinq ans plus tard, rien n'a changé. Ou alors en pire ! Plutôt que de s'attaquer aux racines de la crise, plutôt que de changer radicalement un système économique que tous, en 2008, disaient vouloir transformer de fond en comble, nos dirigeants ont continué la fuite en avant, en remplaçant la «transfusion» de dette privée par une transfusion de dette publique ³. Mais jusqu'à quand cette fuite en avant est-elle durable ?

«La prochaine crise risque d'être plus grave que celle de 1930» affirme le Gouverneur de la Banque d'Angleterre ⁴.

«Il est fort possible que la situation soit pire que ce que nous avons connu en 2008 » écrit Olivier Blanchard, chef économiste du FMI ⁵. Hélas, nos dirigeants semblent totalement dépassés : déjà incapables d'anticiper la crise des subprimes, ils sont incapables aujourd'hui de proposer un diagnostic juste de la situation et incapables, du coup, d'apporter des solutions concrètes, à la hauteur des enjeux. Tout se passe comme si une petite oligarchie intéressée seulement par son avenir à court terme avait pris les commandes.

Serons-nous la première génération qui, non seulement devrait renoncer au progrès social mais aussi accepter sans réagir d'aller vers un «suicide» collectif ? Non. Trois fois non. Mille fois NON. Nous voulons choisir la vie. Voilà pourquoi, dans la diversité de nos parcours et de nos générations, nous nous rassemblons aujourd'hui pour agir au sein du Collectif Roosevelt 2012.

COMME ROOSEVELT EN 1933

Quand Roosevelt arrive au pouvoir, il succède à Hoover dont le surnom était Do Nothing («Il parle mais ne fait rien»). Les Américains sont dans un très grand désarroi : « 14 millions de chômeurs, une production industrielle qui a diminué de 45 % en trois ans. L'Amérique touche le fond de l'abîme... Roosevelt agit immédiatement, avec une détermination qui ranime la confiance. L'activité législative est prodigieuse : en 3 mois, Roosevelt fait adopter plus de réformes que Hoover en 4 ans ⁶. Le processus est d'une rapidité extraordinaire : certaines lois sont présentées, discutées, votées et promulguées dans la même journée.»

¹ Le chemin de l'espérance. Fayard octobre 2011

Le Parisien 25 août 2007

² L'image est de Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie

³ Mervyn King, Sky News, 6 octobre 2011

Blog du FMI le 21 décembre 2011

⁴ René Rémond, Histoire des Etats-Unis PUF.

Le but de Roosevelt n'est pas de «rassurer les marchés financiers» mais de les dompter. Les actionnaires sont furieux et s'opposent de toutes leurs forces à la loi qui sépare les banques de dépôt et les banques d'affaires, comme ils s'opposent aux taxes sur les plus hauts revenus ou à la création d'un impôt fédéral sur les bénéfices mais **Roosevelt tient bon et fait voter 15 réformes fondamentales en trois mois**. Les catastrophes annoncées par les financiers ne se sont pas produites. Et l'économie américaine a très bien vécu avec ces règles pendant un demi-siècle⁷.

Depuis 1933, le monde a bien changé évidemment. Mais les principes appliqués par Roosevelt restent totalement modernes : dire la vérité, parler à l'intelligence des citoyens et agir. AGIR avec force !

OLIGARCHIE FINANCIÈRE OU DÉMOCRATIE SOLIDAIRE ?

« Au prétexte que la démocratie prend trop de temps, alors que les marchés financiers votent tous les jours et sont organisés autour d'automates qui opèrent des milliers de transactions par seconde, c'est à terme l'existence même du fait démocratique qui se trouve menacée⁸. »

« Les gouvernements sont sommés de s'exécuter ou de laisser la place à des «experts» comme on l'a vu déjà en Grèce et en Italie. A la place d'un retour nécessaire du politique permettant de s'attaquer pour de bon à la régulation des marchés, on assiste à la mise en œuvre de programmes d'austérité qui aggraveront la crise sociale et réduiront les moyens de traiter l'enjeu écologique. Le résultat, c'est la préparation de situations de chaos écologique et social porteuses de risques de conflagration et pains bénis pour les logiques autoritaires de toutes obédiences, à l'instar de la crise des années 1930. Comme alors, après la démocratie, c'est la paix elle-même qui se trouvera menacée »

Nous n'acceptons pas que l'oligarchie qui nous a conduits à la crise profite de la crise pour renforcer son pouvoir, en faisant croire qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques d'austérité.

Le but de notre collectif est simple : **provoquer un sursaut !** Dire la gravité de la crise et alimenter le débat démocratique avec 15 mesures d'urgence que le nouveau Président de la République devra mettre en œuvre dès les premières semaines, après son arrivée au pouvoir en mai prochain.

TOUS ACTEURS, TOUS RESPONSABLES

Si l'on avait attendu un accord entre diplomates, le mur de Berlin serait encore debout. En 1989, ce sont des citoyens qui se sont levés et qui ont fait tomber un système politique qui niait la dignité de l'Homme.

« Chacun de nous peut changer le monde. Même s'il n'a aucun pouvoir, même s'il n'a pas la moindre importance, chacun de nous peut changer le monde » écrivait Vaclav Havel quelques semaines après la chute du Mur.

En 1989, ce sont des femmes et des hommes «sans la moindre importance» qui ont changé le cours de l'Histoire. Vingt ans plus tard, le système néolibéral s'effondre à son tour. C'est à nous, les citoyens, de dire dans quelle société nous voulons vivre. Société d'injustice et de chaos ou société de d'équilibre et de convivialité ? A nous de choisir. A nous d'agir.

Si vous partagez notre envie de provoquer un sursaut, signez et faites signer les 15 propositions sur

www.Roosevelt2012.fr

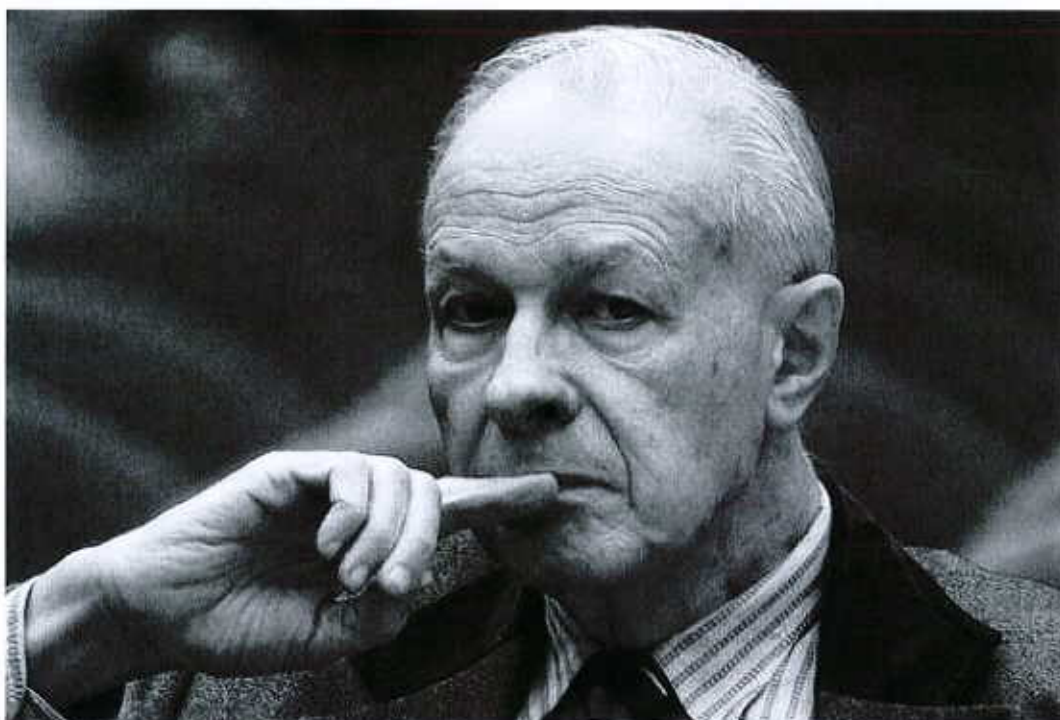
⁷ Ce qu'a fait Roosevelt en matière sociale n'était sans doute pas suffisant (sans l'attaque de Pearl Harbor et l'économie de guerre, les USA allaient retomber en récession) mais les réformes qu'il a mises en œuvre en matière bancaire et fiscale ont bien atteint leurs objectifs.

⁸ Texte commun adopté par de nombreuses organisations de la société civile à la veille d'un forum civique organisé à Grenoble fin janvier 2012.

Quelle est la réforme la plus urgente à mener en France ?

LE MONDE | 15.05.2013 à 11h34 • Mis à jour le 16.05.2013 à 14h53

***"Revenir à une pensée stratégique"*, par Michel Aglietta, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPii).**



Michel Aglietta, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales. | AFP/JACQUES DEMARTHON

"La Commission européenne n'a fait que constater l'échec des politiques d'austérité généralisées. L'incantation aux "réformes" est un leitmotiv sans contenu. Les politiques les plus directes pour retrouver une croissance décente et améliorer les finances publiques dépendent du Conseil européen, voire d'accords internationaux. Ce serait une avancée rapide de l'union bancaire pour mettre fin à la fragmentation de l'espace financier de la zone euro.

Ce serait aussi la réalisation d'un accord international pour mettre au pas les paradis fiscaux. L'hémorragie fiscale par fraude et évasion "légal" en France est de 60 à 80 milliards d'euros par an, alors que la charge d'intérêts de la dette publique est de 50 milliards.

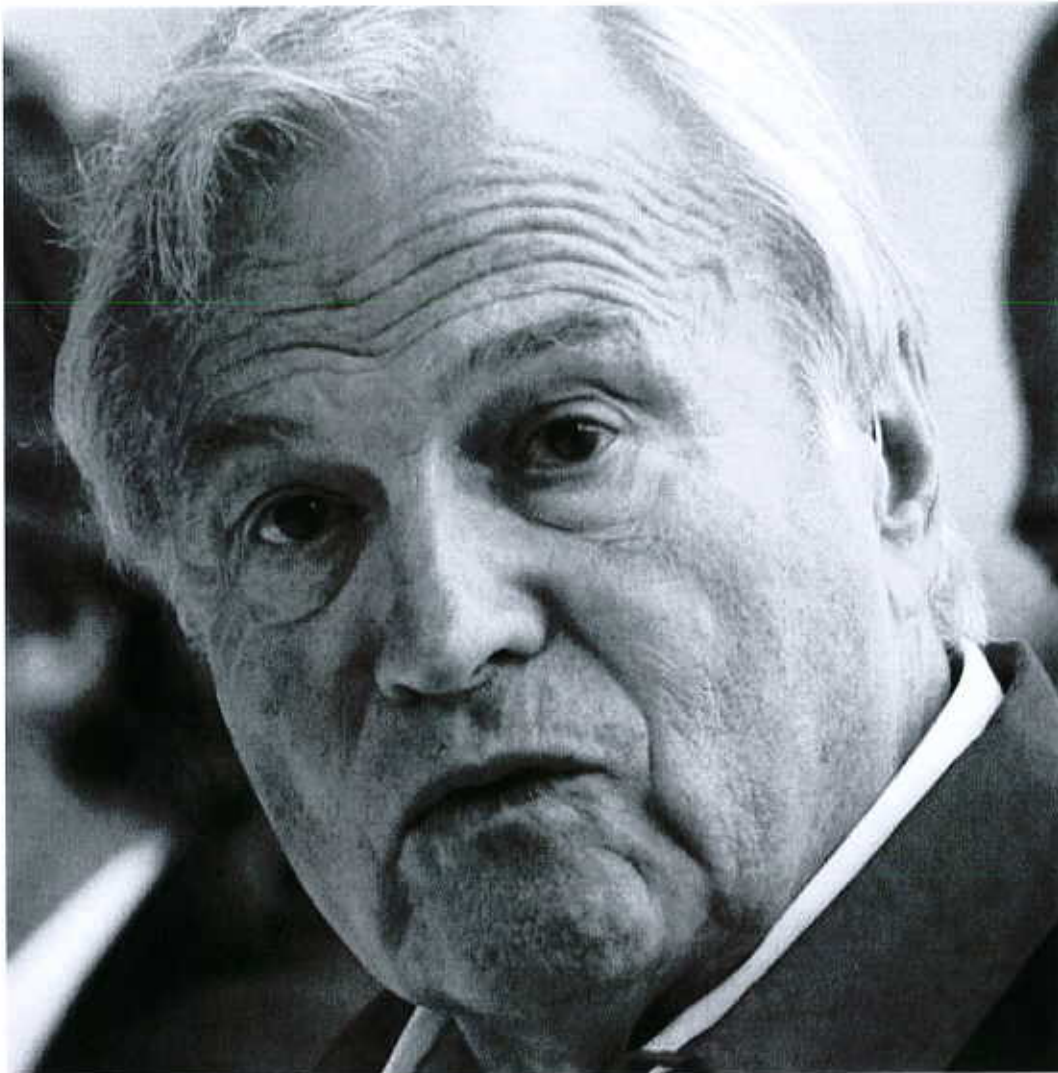
Le gouvernement a fait une réforme importante en engageant les

partenaires sociaux à améliorer le dialogue social. Selon l'OCDE, celui-ci est de mauvaise qualité en France. Or la motivation des salariés est la principale source d'accroissement de la productivité, donc de la compétitivité. Mais les changements de gouvernance des entreprises ne donnent au mieux des effets sur l'offre productive qu'à moyen terme.

Ce que le gouvernement peut faire, c'est agir sur la structure des dépenses budgétaires. La restructuration du budget pour contenir les transferts et redéployer les ressources sur les investissements qui élèvent la croissance potentielle, en ciblant ces dépenses pour les adapter à un projet industriel, a été une dimension essentielle du succès des Scandinaves pour surmonter leur crise financière au début des années 1990. Encore faut-il un projet industriel adapté à la vague d'innovations à venir pour être capable d'inciter les acteurs économiques à investir et orienter les investissements publics pour qu'ils complètent les investissements privés.

Pour territorialiser l'industrie, il faut s'engager dans le développement durable aux niveaux local et régional. L'objectif d'une mise systématique du bâti urbain aux normes bas carbone créerait de nombreux emplois et développerait de nouvelles technologies à condition que la formation professionnelle soit adaptée. Il faudrait que les responsabilités des différents niveaux administratifs soient bien définies et que les outils financiers (banque d'investissement, titrisation des crédits, contributions de fonds européens) suivent. Bref, il faudrait le retour d'une pensée stratégique et d'une volonté politique."

"S'attaquer à l'échec scolaire en primaire", par Claude Bébéar, président de l'Institut Montaigne



Claude Bébéar, président de l'Institut Montaigne. | REUTERS/© Charles Platiau / Reuters

"Ces deux années doivent être mises à profit pour restaurer la confiance dans notre pays et préparer l'avenir. Cela passe par la mise en oeuvre résolue de la promesse de François Hollande de faire de la jeunesse la priorité de son quinquennat. Les jeunes n'ont pas à entrer dans la vie avec la charge de dettes que nous allons leur léguer. C'est profondément injuste.

Le gouvernement doit immédiatement s'engager sur une réduction structurelle des dépenses publiques et ne pas se contenter de mesures de régulation budgétaire. La diminution de la masse salariale de l'Etat, de ses opérateurs, des collectivités locales doit se poursuivre, de façon intelligente, en repensant les missions de l'Etat. De nombreuses politiques publiques ont été dévoyées et n'atteignent plus leur cible – souvent les populations les plus fragiles –, il faut les évaluer – c'est en cours – et avoir le courage de les revoir – sur ce point, j'attends... Deuxième chantier, celui de l'emploi des jeunes. Personne ne peut croire que les emplois d'avenir et les contrats de génération vont résoudre le problème des 2 millions de jeunes de 15 à 30 ans qui ne sont ni au travail ni en formation. Il faut s'attaquer à la racine du

problème : plutôt que de refonder l'école, j'aurais préféré que le gouvernement s'attaque à l'échec scolaire à l'école primaire ! Nous ne sommes pas assez innovants ni audacieux dans ce domaine.

Par ailleurs, je plaide pour que notre pays se dote enfin de la politique ambitieuse qui lui fait tant défaut en matière d'apprentissage. Et je ne parle pas d'apprentissage pour des jeunes qui ont déjà un niveau de qualification élevé, je pense d'abord à ceux sans diplôme. Puisque le gouvernement rencontre les plus grandes peines à pourvoir ses emplois d'avenir dans le secteur public et dans les associations – et que toute la littérature économique montre que ces emplois ne créent pas d'insertion durable –, qu'il les cible d'abord sur le secteur marchand et sur des formations en alternance.

Enfin, la priorité du gouvernement doit être de rétablir la compétitivité des entreprises. Les axes tracés par le rapport Gallois doivent être poursuivis et renforcés. La méthode choisie pour le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) est trop complexe. Il faut supprimer plus de 20 milliards d'euros de charges qui pèsent sur l'effort de production en ciblant celles qui sont assises sur la masse salariale (versement transport, participation à l'effort de construction, Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie...) ou le chiffre d'affaires (contribution sociale de solidarité des entreprises, C3S).

Tout le monde sera gagnant à ce qu'en échange on fasse l'effort attendu de la France en matière de dépenses publiques, à ce qu'on aligne enfin la CSG des retraités sur celle des actifs, qu'on supprime toutes les niches fiscales jugées inutiles et que comme les pays du Nord de l'Europe – les plus égalitaires au monde – on utilise davantage la TVA..."

***"Lutter contre le malthusianisme du recrutement des élites",
par Daniel Cohen, professeur à l'ENS (et membre du conseil de
surveillance du "Monde").***



Daniel Cohen, professeur à l'ENS et membre du conseil de surveillance du "Monde". | REUTERS/© Gonzalo Fuentes / Reuters

"Le premier point fondamental est de bien comprendre que la Commission européenne n'a pas offert un répit à la France par bonté d'âme, mais parce qu'elle a fini par admettre que son logiciel de réduction des déficits ne fonctionnait pas, tant le ralentissement de croissance qu'il induisait était violent. La France doit poursuivre son plan de route de réduction du déficit structurel (hors effets conjoncturels), sans précipitation et sans s'inquiéter outre mesure des rododromes de la Commission.

Ceci étant dit, quels sont les axes souhaitables de l'action du gouvernement ? La réforme des retraites évidemment, moins pour réduire les déficits de court terme que pour donner de la stabilité et de la visibilité au système. Il faut de nouveaux instruments de pilotage qui garantissent que, quel que soit le régime de croissance ou d'évolution de la population active d'ici à 2050, l'équilibre des régimes soit garanti, sur la durée d'un cycle économique, pour éviter les réformes anxieuses prises au coup par coup.

Le second chantier porte sur l'évolution des dépenses publiques. Il faut commencer par s'entendre sur les mots. Dire que les dépenses publiques pèsent 56 % du PIB est évidemment idiot. L'Etat "dépense" beaucoup moins que cela, un peu plus de 20 % du PIB. Le reste correspond à des transferts sociaux d'une catégorie de personnes vers une autre.

Au-delà de cette pédagogie nécessaire, le gouvernement doit pouvoir présenter une nouvelle stratégie concernant l'Etat et les collectivités locales. Le gouvernement aimerait faire du sur-mesure, ici des communautés urbaines, là les régions. Mais il faut très vite une vision claire. Il ne pourra

pas procéder à des coups de rabot sur l'ensemble des dépenses pendant encore quatre ans, sans présenter un plan d'ensemble.

Toujours dans le domaine public, il reste une vraie réflexion à mener sur le système éducatif français, qu'il s'agisse de l'articulation lycée-enseignement supérieur, grandes écoles-université, ou formation professionnelle-université. Un nouveau livre du journaliste américain Peter Gumbel, *Elite academy* (Ed. Denoël, 176 pages, 17 euros), rappelle l'extrême malthusianisme du recrutement des élites françaises. Ma collègue Claudia Senik met aussi en évidence ce facteur essentiel pour comprendre "*le malheur français*".

Tant que ce chantier n'aura pas été repris, la France restera irrespirable : pour sa jeunesse, frustrée d'être têt disqualifiée ; pour sa vieillesse, qui n'aura pas reçu la formation tout au long de la vie désormais indispensable pour mener une carrière accomplie."

"Lever les vieux tabous", par Bernard Spitz, président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA).



Bernard Spitz, président de la Fédération française des sociétés d'assurances. | AFP/GUILLAUME BAPTISTE

"Deux ans, c'est court pour redonner aux Français la santé morale et à la France la santé économique. Le sprint est pourtant lancé pour réduire nos dépenses publiques et mener les réformes structurelles indispensables, en dépit d'élections en 2014, d'une opinion mal préparée dont – selon un récent sondage – une moitié de notre jeunesse qui irait vivre ailleurs si elle

le pouvait ! Deux ans pour réformer les mentalités économiques, réformer notre modèle social et réformer notre Etat.

Réformer les mentalités économiques d'abord. L'entreprise doit être comprise et encouragée car c'est elle qui génère la croissance, les emplois et les recettes fiscales qui nous manquent. L'envie de réussir de chacun doit pouvoir s'exprimer sur le plan personnel, professionnel, matériel. A l'heure de la mondialisation, la première réforme consiste à réaligner l'Etat, les entreprises et les forces vives dans le sillon de la compétitivité, de la croissance par l'investissement à long terme et de l'acceptation des règles du jeu de l'économie concurrentielle.

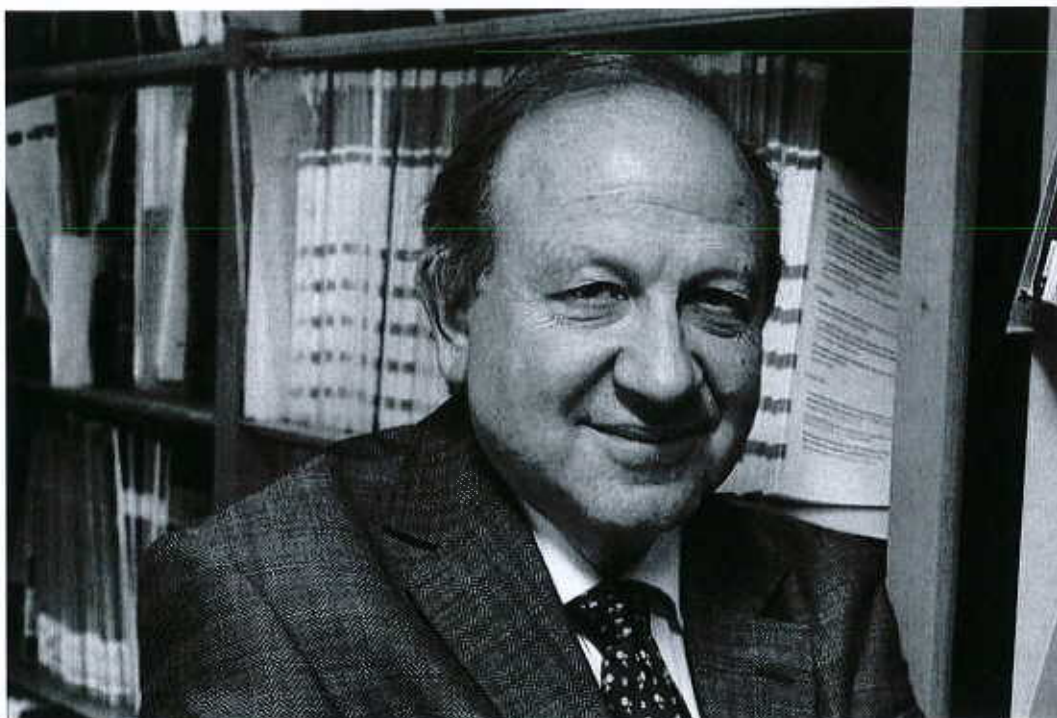
Réformer notre modèle social, ensuite. Pour notre pays à la population vieillissante, la seule question est : comment préserver le niveau de protection qui fonde notre contrat social ? L'espérance de vie a grimpé, c'est un progrès magnifique. Acceptons sa contrepartie en cotisant plus longtemps ; réformons notre système de santé, au-delà des conservatismes ; accueillons la flexisécurité introduite par l'accord national interprofessionnel ; encourageons nos concitoyens à ne plus tout attendre des organisations publiques. Et réformons cette formation qui prépare si mal nos jeunes à trouver un emploi et si peu nos salariés à évoluer en cours de carrière.

Réformer notre Etat, enfin, parce qu'il dépense trop et mal, faute d'aggiornamento de ses structures et de ses missions. La réduction des dépenses – toujours promise, jamais tenue – passe par la réduction du mille-feuille territorial et une gestion où l'on négocie la levée de vieux tabous comme la mise en concurrence des services en régie ou la transformation de l'emploi à vie de la fonction publique par des CDI (en commençant par la haute fonction publique).

Quant au choc de simplification, il doit s'appuyer sur les nouvelles technologies et la volonté inflexible de dégonfler l'arsenal réglementaire. La modernisation de l'Etat doit ainsi devenir une priorité politique avec pour les ministres une feuille de route tenant en trois mots : réformes, économies, simplification.

Deux ans donc pour inspirer la confiance et non la défiance, l'effort collectif et non la stigmatisation, l'envie d'entreprendre et non l'exil, l'intégration européenne et non la culpabilisation de l'Allemagne, la compétitivité et non le protectionnisme, le leadership politique et non le dirigisme technocratique, la solidarité et non le chacun pour soi, la France de demain et non le culte du passé."

"Renoncer à la rigueur", par Henri Sterdyniak, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).



Henri Sterdyniak, directeur du département économie de la mondialisation de l'OFCE, Observatoire français des conjonctures économiques. | Jerome CHATIN/EXPANSION-REA/Jerome CHATIN/EXPANSION-REA

"La première chose que la France devrait faire, c'est de renoncer aux politiques de rigueur imposées par l'Europe ! Renoncer au "pacte budgétaire", cesser de mettre la France à la remorque de l'Allemagne et des pays du Nord.

La zone euro ne fonctionne pas, l'Europe est engagée dans une voie sans issue. Les mesures d'austérité comme les "*réformes structurelles*" – autant dire des réformes libérales – brisent la croissance et détruisent la cohésion sociale. La France doit trouver des alliés pour un changement radical de la politique en Europe. Il faut engager une politique économique européenne coordonnée tournée vers l'emploi et la croissance et non vers le respect aveugle de règles budgétaires. Cela suppose que la Banque centrale européenne garantisse les dettes publiques et brise la spéculation sur l'éclatement de la zone.

La France doit aussi s'engager dans une politique industrielle active pour organiser et financer la transition écologique et, pour cela, doter la Banque publique d'investissement de moyens importants : de l'ordre de 40 milliards d'euros par an. Que l'Etat joue le rôle de protecteur de nos industries, qu'il aide et finance les entreprises tournées vers la transition écologique ! La France doit se doter d'une spécialisation industrielle, redonner un projet d'avenir à l'industrie française. Enfin, il est essentiel de renoncer à la remise en cause systématique du modèle social français. Ce

n'est pas en économisant 1 ou 2 milliards d'euros sur les familles ou les retraités que l'on comblera nos déficits, mais en retrouvant le plein-emploi."

***"Rehausser les marges des entreprises"*, par Lionel Zinsou, président de la société de capital investissement PAI Partners.**



Lionel Zinsou, président de la société de capital investissement PAI Partners. | ©DR

"La France est en croissance faible et donc en chômage fort. Expérimenter et réformer par gros temps est un exercice difficile. Même Gerhard Schröder explique les succès de ses réformes structurelles par le contexte de croissance en Allemagne avant 2008.

Ce n'est pas d'ailleurs le travail et la responsabilité du seul François Hollande. Redresser l'économie française sera une tâche collective et d'abord le travail des entreprises. Si nous faisons un travail d'introspection, il faudrait d'ailleurs admettre que nous sommes chacun, à la tête d'entreprises françaises, plus comptables que M. Hollande, arrivé il y a un an aux affaires, du déficit commercial et du déficit public.

Commençons par les outils de mesure de ce qui serait un succès en deux ans : deux fois moins de déficit commercial, l'inflexion des tendances du chômage. En facteur commun, un seul instrument disponible : la hausse du taux de marge des entreprises. En économie, c'est le seul instrument qui permet l'investissement, qui à son tour accroît la capacité exportatrice et relance l'emploi quand la demande domestique est figée.

Quelles réformes portent leur fruit en deux ans et sont déjà lisibles en

quelques mois dans les marges ? Deux sortes de réforme. Baisse des charges et crédit d'impôt combinés. Accords d'entreprises échangeant sécurité de l'emploi contre modération salariale, flexibilité de l'embauche et allongement négocié de la durée de travail. En clair, multiplier les accords Renault. Fin 2013, il faut avoir rehaussé les marges des entreprises non financières en France de 27 % de leur valeur ajoutée brute à 30 %. A fin 2014, il faut avoir atteint 33 %.

Toutes les autres réformes : retraite, efficacité des services publics, transition énergétique, simplification, formation professionnelle... sont fondamentales mais elles ne produisent pas leurs résultats en deux ans. Elles doivent être engagées sur la base de notre nouveau dialogue social, qui est le vrai grand progrès de 2012, mais elles sont les réformes de bien-être. Pas de survie."

Redonner de l'oxygène à nos Etats

Diminuer très fortement les taux d'intérêt sur la vieille dette

Est-il normal que les Etats payent 600 fois plus cher que les Banques privées ? On a appris récemment que la Réserve fédérale américaine a secrètement prêté aux banques en difficulté la somme gigantesque de 1.200 milliards au taux incroyablement bas de 0,01 %¹.

Au même moment, dans de nombreux pays, les peuples subissent de plein fouet des plans d'austérité car les marchés financiers ne prêtent de l'argent à certains Etats qu'à des taux de 6, 7 ou 11 %. Asphyxiés par de tels taux d'intérêt, les gouvernements sont poussés à bloquer les retraites, les allocations familiales ou les salaires des fonctionnaires et à couper dans les investissements, ce qui accroît le chômage et va nous faire plonger bientôt dans une récession d'une extrême gravité.

Est-il normal que, en cas de crise, les banques privées, qui se financent d'habitude à 1 % auprès des Banques centrales, puissent bénéficier de taux à 0,01 % mais que, en cas de crise, les Etats soient obligés, au contraire, de payer des taux 600 ou 800 fois plus élevés ?

« Etre gouvernés par l'argent organisé est aussi dangereux que par le crime organisé » affirmait Roosevelt. Il avait raison. On ne peut pas continuer à chouchouter les banques en maltraitant les Etats et les peuples.

Comment donner de l'oxygène à nos finances publiques immédiatement ? Comment agir sans modifier les Traités, ce qui demandera des mois de travail et deviendra bientôt rigoureusement impossible si l'Europe est de plus en plus détestée par les peuples ?

L'essentiel des sommes que nos Etats empruntent sur les marchés financiers concernent des dettes anciennes. En 2012, la France doit emprunter quelques 400 milliards : 100 milliards qui correspondent au déficit du budget (qui serait quasi-nul si on annulait l'essentiel des baisses d'impôts octroyées depuis dix ans) et 300 milliards qui correspondent à de vieilles dettes, qui arrivent à échéance et que nous sommes incapables de rembourser si nous ne nous sommes pas ré-entétés pour les mêmes montants

quelques heures avant de les rembourser.

Le passé, c'est le passé. Faire payer des taux d'intérêt colossaux pour des dettes accumulées il y a 5 ou 10 ans n'aide pas du tout à responsabiliser les gouvernements mais seulement à asphyxier nos économies au seul profit de quelques banques privées : sous prétexte qu'il y a un risque, elles prêtent à des taux très élevés, tout en sachant qu'il n'y a sans doute aucun risque réel puisque le Fonds Européen de Sécurité est là pour garantir la solvabilité des états emprunteurs...

Il faut en finir avec ce «2 poids, 2 mesures» ! En nous inspirant de ce qu'a fait la Banque centrale américaine pour sauver le système financier, nous proposons que la «vieille dette» de nos Etats puisse être refinancée à des taux proches de 0 %.

Il n'est aucunement besoin de modifier les Traités européens pour mettre en œuvre cette idée : certes, la Banque centrale n'est pas autorisée à prêter aux Etats Membres mais elle peut prêter sans limite aux organismes publics de crédit (article 21.3 du statut du système européen des banques centrales) et aux organisations internationales (article 23 du même statut). Elle peut donc prêter à 0,01 % à la Banque Européenne d'Investissement, à la Caisse des Dépôts ou à n'importe quelle banque publique nationale qui, elles, peuvent prêter à 0,02 % aux Etats qui s'endettent pour rembourser leurs vieilles dettes.

Rien n'empêche de mettre en place de tels financements dès le mois prochain² ! On ne le dit pas assez : en ce début 2012, beaucoup ont peur que la zone euro explose à cause d'un défaut de paiement de l'Italie mais le budget de l'Italie présente un excédent primaire : le budget serait à l'équilibre si l'Italie ne devait pas payer des frais financiers de plus en plus élevés. Faut-il laisser l'Italie sombrer dans la récession et la crise politique ou faut-il, accepter de mettre fin aux rentes des banques privées ? La réponse devrait être évidente pour qui agit en faveur du bien com-

1 Cf la tribune de Michel Rocard et Pierre Larrourou dans Le Monde du 3 janvier 2012.

2 Un responsable de la BCE l'a confirmé dans La Tribune du 9 janvier 2012. L'analyse de Michel Rocard et Pierre Larrourou est juste : pas besoin de modifier les Traités. La solution est applicable immédiatement et changerait radicalement la situation pour la Grèce, l'Italie ou l'Espagne.

mun.

En Grèce et au Portugal, on voit, grandeur nature, comment les plans de rigueur au lieu de «soigner le malade» provoquent en même temps la récession, l'aggravation de la crise des finances publiques et une crise politique. Il est évident que la multiplication des plans d'austérité amène à une situation explosive. Il est vital pour notre société de lever le couvercle avant que la marmite explose.

« Imposer des plans d'austérité en période de récession constitue un mélange politique détonant, écrit Jean-Jacques Mevel dans Le Figaro du 29 décembre 2011. En Grèce, en Espagne et en Italie, personne ne parie sur la longévité de nouveaux gouvernements face à la grogne sociale, à la montée du chômage et à des plans de rigueur à répétition.» Pour conserver les rentes des banques, allons-nous laisser l'Europe sombrer dans l'instabilité politique ?

En Italie, ce ne sont pas seulement les syndicats qui contestent les plans d'austérité. Le 13 décembre 2011, dans La Tribune, c'est «la patronne des patrons» italienne, Emma Marcegaglia, qui dénonçait les excès d'austérité imposés par l'Europe et exhortait les dirigeants européens à rompre le plus vite possible avec leurs «positions rigides».

Le rôle fondamental que les Traités donnent à la Banque centrale est de veiller à la stabilité des prix. Comment peut-elle rester sans réagir quand certains pays voient le prix de leurs Bons du trésor doubler ou tripler en quelques mois ? La Banque centrale doit aussi veiller à la stabilité de nos économies. Comment peut-elle rester sans agir quand le prix de la dette menace de nous faire tous tomber dans une récession «plus grave que celle de 1930» d'après le Gouverneur de la Banque d'Angleterre ?

Si l'on s'en tient aux Traités, rien n'interdit à la Banque centrale d'agir avec force pour faire baisser le prix de la dette. **Non seulement rien ne lui interdit d'agir, mais tout l'incite à le faire.**

Cela ne nécessite aucune révision des traités mais juste une décision politique qui acte 1. que les dettes anciennes doivent être traitées à taux 0 (ou presque) et 2. qui autorise aussi la Banque Centrale Européenne à fournir à la BEI ou aux banques publiques nationales autant de liquidités que nécessaires si les taux demandés par les marchés montent au dessus d'un certain niveau.

Cette proposition peut être mise en œuvre immédiatement pour alléger le coût de la vieille dette mais aussi pour «calmer le jeu» sur les dettes nouvelles en cas d'attaque spéculative contre tel ou tel état européen : « Il faut libérer la BCE de ses entraves et lui demander d'intervenir sur le marché des dettes souveraines, sans pour autant éliminer la pression sur les pays qui ont besoin de s'ajuster,

affirme ³ François Bourguignon, ancien chef économiste de la Banque mondiale.

Un engagement de la BCE à ne pas laisser les spreads ⁴ des pays membres passer un certain seuil, disons pour fixer les idées 50 % des niveaux actuels, cassera pour un certain temps la spirale de hausse ». En clair, si les banques ou les marchés sont trop gourmands, le BCE intervient avec cette proposition pour calmer le jeu. Les marchés ne peuvent plus dicter leurs conditions.

Dans tous nos pays, les citoyens sont en colère contre les privilèges exorbitants de certaines banques. « Les banques doivent payer » dit souvent le Ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble.

La situation de la France est moins dégradée que celle d'autres pays mais nous n'allons pas laisser abîmer nos écoles, nos hôpitaux, nos centres de recherche et l'ensemble de notre système social pour sauver la rente d'un tout petit nombre. Comme citoyens adultes, comme Pères et Mères de famille, nous ne pouvons pas accepter plus longtemps le triomphe de la cupidité et la dictature des marchés.

Alain Juppé disait en 2000 qu'il fallait ouvrir une «crise clarificatrice avec les Anglais» pour savoir si, oui ou non, ils veulent d'une Europe démocratique. De même, il faut aujourd'hui ouvrir une «crise clarificatrice» au sujet du lien entre les banques et les dirigeants européens : «nul ne peut servir deux maîtres à la fois». Soit les politiques sont au service des peuples, soit ils sont au service des rentiers. Il devient urgent de choisir et de lever toute ambiguïté. Si l'Europe est bien au service des peuples et non des banquiers, il doit être évident pour tous, et immédiatement, que la dette ancienne doit être refinancée à un taux réel proche de 0.

Un responsable de la BCE et plusieurs juristes l'ont confirmé dans La Tribune du 9 janvier 2012 : notre analyse est juste : pas besoin de modifier les Traités ! La solution est applicable immédiatement et changerait radicalement la situation pour la Grèce, l'Italie ou l'Espagne et donc pour l'Europe toute entière.

www.Roosevelt2012.fr

³ Les Echos du 30 novembre 2011.

⁴ Le spread est la différence entre les taux d'intérêt qu'imposent les marchés à un Etat en difficulté (la Grèce ou l'Italie) et les taux payés par un pays qui se finance à bon compte (comme l'Allemagne).

Créer un impôt européen sur les bénéfices pour mettre fin au dumping fiscal

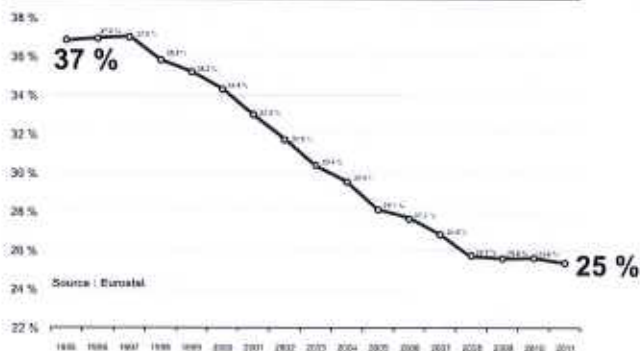
Le taux d'impôt sur les bénéfices des entreprises n'est que de 25 % en moyenne en Europe contre 40 % aux Etats-Unis¹. C'est le monde à l'envers ! On croyait que les Etats-Unis étaient les plus libéraux mais ils taxent plus que nous les bénéfices des entreprises.

Taux moyen d'impôt sur les bénéfices des entreprises

U.S.A.	40 %
EUROPE	25 %

Pourquoi l'Europe a-t-elle un taux aussi faible ? Depuis l'adhésion de l'Irlande et de la Grande-Bretagne, en 1973, tous les états européens sont poussés au moins-disant fiscal par les états qui baissent leur impôt sur les bénéfices pour attirer les entreprises. L'Irlande a baissé son taux à 12 % et tous les états membres ont du baisser leur impôt sur les bénéfices... Au niveau européen, le taux moyen d'impôt sur les bénéfices a baissé d'un tiers en vingt ans. Ce moins-disant fiscal est l'une des causes importantes de l'endettement public.

Evolution de l'impôt sur les bénéfices en Zone Euro 1995 - 2011



Jamais il n'y a eu autant de bénéfices (plus de 550 Milliards d'euros l'an dernier pour les seules entreprises du DJ Stox 600²) mais jamais l'impôt sur les bénéfices n'a été aussi faible !

La dernière fois que l'on a connu une telle course au moins disant fiscal, c'était aux Etats Unis dans les années 1920 : le Texas baissait ses impôts pour attirer les entreprises. Puis c'est la Floride qui baissait l'impôt sur les bénéfices.

1 Le Monde du 12 avril 2006. Il s'agit là du taux nominal, du taux « officiel ». Des deux côtés de l'Atlantique, le taux réel de prélèvement sur les bénéfices est plus faible à cause de multiples exonérations.

2 Les 600 plus grandes entreprises cotées d'Europe.

Puis l'Ohio... Les entreprises (et leurs actionnaires) profitaient sans complexe de ce dumping fiscal. Jusqu'à ce qu'éclate la crise de 1929. Les Etats se rendirent compte alors que leurs caisses étaient vides et qu'ils n'avaient pas les moyens d'aider les chômeurs ni de relancer l'activité en augmentant les dépenses publiques !

Dès qu'il arrive au pouvoir, Roosevelt crée un impôt fédéral sur les bénéfices pour rendre impossible le dumping entre états voisins. En Europe au contraire, il n'y a pas d'impôt européen. Ce qui favorise grandement le dumping entre voisins. Voilà comment nous sommes arrivés à un taux d'imposition 15 points inférieur à celui des Etats-Unis. Aucun pays d'Europe ne peut augmenter de 15 points son taux d'impôts sur les bénéfices : s'il est le seul à le faire, les entreprises partiront toutes dans les états voisins. Mais rien ne nous empêche d'agir au niveau européen en créant un impôt européen sur les bénéfices de l'ordre de 15 %.

21 milliards de marges de manœuvre, chaque année, pour la France

Pour le moment, l'Europe n'a pas de ressources propres. Ce sont les états membres qui versent chaque année de quoi financer son budget. Cette année, la France va payer 21 milliards d'euros au budget européen³. Si le budget européen était financé par un impôt européen, ces 21 milliards resteraient dans les caisses de Bercy, ce qui diminuerait d'autant notre déficit.

Quel impôt européen ?

On peut créer un impôt sur les bénéfices des entreprises puisque c'est l'impôt sur les entreprises qui a fortement diminué depuis vingt ans, au profit des actionnaires bien plus que de l'investissement. Une éco-taxe permettrait également de renforcer les ressources propres de l'Europe, tout en incitant les entreprises à diminuer leur consommation d'énergie.

L'idée de créer un impôt européen avait déjà été avancée par Jacques Delors dans les années 1980. Après presque 30 ans de réflexion, n'est-il pas urgent de passer à l'action ? Puisqu'un nouveau Traité doit être négocié d'ici le mois de mars 2012, il doit intégrer la création d'une taxe sur les transactions financières et la création d'un impôt européen sur les bénéfices des entreprises. Si le budget européen était financé par un impôt européen sur les bénéfices, la France économiserait chaque année un peu plus de 20 Mds. Si un tel impôt existait déjà, notre déficit public ne serait plus que de 75 Mds, moins de 4 % du PIB.

www.Roosevelt2012.fr

3 Inutile de rappeler que nous allons aussi en tirer profits, via la politique agricole, les aides structurelles et les nombreuses politiques européennes dont nous bénéficions.

Mettre fin au sabordage fiscal national et oser une vraie «révolution fiscale»

Pour sortir de notre dépendance aux marchés et rééquilibrer nos comptes publics, on peut trouver aussi d'importantes marges de manœuvre au niveau national en annulant une bonne partie des baisses d'impôts octroyées aux grandes entreprises et aux citoyens les plus riches depuis 10 ans.

Le rapport du député UMP Gilles Carrez publié le 5 juillet 2010 montre que si on annulait l'ensemble des baisses d'impôts votées depuis 2000, l'Etat aurait **chaque année 100 milliards de plus** dans ses caisses. Si nous revenions simplement à la fiscalité qui existait en 2000 (nul ne la jugeait confiscatoire ou soviétique), notre déficit se transformerait en excédent !

L'Etat a perdu 100 milliards de recettes fiscales
Les Echos du 5 Juillet 2010



Quand Roosevelt arrive au pouvoir, le taux d'impôt applicable aux citoyens les plus riches était de 25 %. **Roosevelt décide de le porter immédiatement à 63 % puis à 79 %.** « Pendant près de cinquante ans, jusqu'à l'arrivée de Ronald Reagan, explique Thomas Piketty, le taux supérieur de l'impôt ne descendit jamais au dessous de 70 % ». Et l'économie américaine a très bien fonctionné pendant ces 50 années. Elle a fonctionné sans avoir besoin de s'endetter...

Si on crée un impôt européen et si on annule ne serait-ce que la moitié des baisses d'impôt votées depuis 10 ans, notre déficit public n'est plus que de 25 Mds. A peine 1,2 % du PIB. Et si dans le même temps, on diminue le coût de notre vieille dette (45 Mds prévus en 2012), nous ne sommes plus très loin de l'équilibre...

Oser la Révolution fiscale

Mais revenir sur les erreurs du passé ne suffit pas. Il faut aller plus loin et mettre en œuvre une vraie réforme de l'impôt sur le revenu comme le proposent Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez.

Après avoir prouvé que l'impôt sur le revenu est de plus en plus complexe et de moins en moins progressif, Thomas Piketty et ses amis proposent un nouvel impôt sur le revenu, qui remplacerait un grand nombre de taxes existantes, notamment la contribution sociale généralisée (CSG), l'actuel impôt sur le revenu (IRPP), le prélèvement libérateur, la prime pour l'emploi, le « bouclier fiscal ».

Ce nouvel impôt sur le revenu sera prélevé à la source sur les revenus du travail et du capital (comme l'actuelle CSG, avec la même assiette que cette dernière), suivant un barème clairement progressif¹. Une partie des recettes de ce nouvel impôt sur le revenu sera affectée aux dépenses sociales, de la même façon que l'actuelle CSG.

Ce nouvel impôt sur le revenu est beaucoup plus simple et transparent que le système existant. Et il permet de rétablir la progressivité globale de notre système fiscal, et donc de corriger l'injustice du système actuel. D'autres propositions de réformes, allant dans le même sens, sont avancées par d'autres économistes ou des associations comme Attac. Elles doivent être étudiées avec le plus grand sérieux car le statu quo n'est plus possible.

www.Roosevelt2012.fr

¹ Barème proposé pour le nouvel impôt sur le revenu : 2% de taux effectif d'imposition pour 1.100 de revenu brut mensuel individuel (impôt mensuel : 22 euros). 10% de taux effectif d'imposition pour 2.200 euros de revenu brut mensuel individuel (impôt mensuel : 220 euros). 13% de taux effectif d'imposition pour 5.000 euros de revenu brut mensuel individuel (impôt mensuel : 650 euros). 25% de taux effectif d'imposition pour 10.000 euros de revenu brut mensuel individuel (impôt mensuel : 2.500 euros). 50% de taux effectif d'imposition pour 40.000 euros de revenu brut mensuel individuel (impôt mensuel : 20.000 euros) et 60% de taux effectif d'imposition au dessus de 100.000 euros de revenu brut mensuel individuel (impôt mensuel : 60.000 euros).

Ce barème est exprimé en taux effectifs directement applicable à la totalité du revenu, et non en taux marginal. Il s'applique à la totalité des revenus bruts individuels actuellement soumis à la CSG (salaire, revenu d'activité non salarié, retraite, chômage, revenus du capital, y compris les plus values). L'impôt est prélevé chaque mois par l'employeur ou l'institution financière. Le taux effectif à appliquer dépend du revenu annuel finalement obtenu (déclaration correctrice en début d'année suivante).

Boycotter les paradis fiscaux

En utilisant le levier des commandes publiques

Un rapport du Parlement européen estime que la fuite vers les paradis fiscaux provoque chaque année un manque à gagner fiscal de l'ordre de 1 à 1,5% du PIB pour chaque État membre. En France, c'est chaque année une perte de 20 à 30 milliards d'euros. Au-delà des beaux discours, aucune action sérieuse n'est engagée aujourd'hui pour les lutter contre les paradis fiscaux.

Le 4 novembre 2011, à l'issue du Sommet du G20, Nicolas Sarkozy prenait à témoin l'opinion publique mondiale et affirmait « ne plus vouloir des paradis fiscaux ». Il promettait de les « mettre au ban de la communauté internationale ». Le Panama était un des pays nommés dans ce discours très vigoureux **mais deux semaines plus tard, le président du Panama déclarait en sortant de l'Élysée** que le président français l'avait assuré que la convention signée entre la France et le Panama pour « éviter les doubles impositions » serait ratifiée par le Parlement français d'ici la fin 2011... Et quand un journaliste¹ s'inquiète de ce double discours, un conseiller lui répond que « Le président de la République s'exprimait à Cannes comme président du G20. Il ne s'agissait en aucun cas d'une déclaration à titre national. »

Vu la gravité de la crise des finances publiques, **ce double discours n'est plus acceptable**. Plutôt que d'imposer aux peuples des plans d'austérité qui aggravent la crise, l'État doit déclarer la guerre aux paradis fiscaux :

- en rendant obligatoire la transparence des comptes des entreprises : toutes les entreprises doivent rendre des comptes sur leur activité pays par pays et déclarer l'existence de filiales dans des paradis fiscaux ou des centres off shore.

- **en boycottant les entreprises ayant des filiales dans ces paradis fiscaux** : l'État et l'ensemble des collectivités locales (régions, départements, communes et communautés de communes...) ne doivent plus accorder aucun marché public à une entreprise (banques, entreprise de travaux publics, fournisseurs de systèmes informatiques...) qui a des filiales dans des paradis fiscaux et qui échappe ainsi aux impôts qui financent l'école, la santé, la police ou les retraites.

- en mettant fin à la pratique de l'optimisation fiscale des groupes internationaux via les prix de transfert. Il faut transposer au niveau européen l'apportionnement exis-

tant aux États-Unis, qui oblige chaque entreprise trans-étatique à déclarer sa masse salariale, son chiffre d'affaire et ses investissements État par État.

Son niveau d'imposition est alors calculé en fonction de ces trois paramètres et non plus du seul profit déclaré, lequel est systématiquement transféré dans les zones fiscalement intéressantes.

www.Roosevelt2012.fr

Limiter au maximum les licenciements

L'Allemagne a connu en 2009 une crise économique deux fois plus grave que notre pays car elle a subi de plein fouet l'effondrement de ses exportations. Pourtant, malgré un choc économique 2 fois plus fort, le chômage a augmenté 6 fois moins en Allemagne qu'en France¹.

	Récession 2009	Evolution du chômage
Allemagne	-4,6 %	+ 220.000
France	- 2,3 %	+ 1.200.000

Comment expliquer ce « miracle » ? Les syndicats allemands sont allés voir Angela Merkel pour exiger que le licenciement devienne un dernier recours et que la règle générale soit de garder le maximum de salarié(e)s, le maximum de compétences, dans l'entreprise en développant le Kurzarbeit.

Le Kurzarbeit ? Le principe est très simple : au lieu de licencier 20 % des effectifs, une entreprise qui voit baisser son chiffre d'affaires de 20 % va baisser son temps de travail de 20 % et garder tous les salariés. Le salaire baisse mais l'Etat maintient le revenu. Et cela revient moins cher de maintenir le revenu d'un salarié qui baisse son temps de travail que de financer un chômeur si l'on tient compte de tous les coûts induits et les pertes de rentrées fiscales et sociales.

Le 23 janvier 2011, le Ministère du travail allemand a rendu public un bilan assez complet du Kurzarbeit : il a concerné **1.500.000 salariés** qui, en moyenne, ont **baissé de 31 % leur temps de travail**. Si l'on pense que le monde rentre dans une nouvelle récession ou dans une période de croissance très faible, il est vital pour notre cohésion sociale de tout faire pour limiter les licenciements en s'inspirant très vite et très fortement de ce qui a été fait en Allemagne depuis 2008. Cela va évidemment à l'encontre du «travailler plus» de Nicolas Sarkozy mais cela peut éviter des centaines de milliers de licenciements.

¹ L'évolution du chômage est calculée entre le point bas de la courbe (le moment où le chômage commence à augmenter à cause de la crise) et le point haut (le moment où il commence à se stabiliser ou à diminuer).

www.Roosevelt2012.fr

Sécuriser les précaires

Dans chacun de nos pays, chaque mois, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes arrivent en fin de droit et basculent dans une très grande précarité. Vu la gravité de la crise et le peu d'espoir d'un retour rapide au plein-emploi, il est urgent de prolonger l'indemnisation des chômeurs et d'améliorer leur accompagnement et leur accès à la formation.

Pour éviter que le chômage ne soit synonyme de précarité, de pauvreté ou de déqualification, il faut regarder ce qui se fait au Danemark en matière de sécurité et d'accompagnement des salariés au chômage. La plupart des salariés qui perdent leur emploi peuvent conserver 90 % de leur revenu pendant 4 ans, dès lors qu'ils sont bien en recherche d'emploi ou en formation.

Prolonger l'indemnisation des salarié(e)s au chômage, c'est une des premières mesures qu'a prises Roosevelt en 1933. C'est aussi une des premières mesures prises par Churchill quand il devient Premier Ministre. C'est une mesure de bon sens, qui peut, en France, être adoptée en quelques jours ¹.

Les salariés sont plus de 90 % des actifs mais il est évident qu'il faut aussi améliorer l'indemnisation des artisans ou des patrons de PME qui font faillite et se retrouvent parfois dans des difficultés plus grandes encore que les salariés sans emploi.

Au-delà de cette mesure d'urgence, un débat doit s'engager sur l'unification et la simplification de l'ensemble des dispositifs de couverture sociale ² dans la perspective de **créer un véritable bouclier social.**

1 Le plan de rigueur annoncé fin août par François Fillon était définitivement adopté le 8 septembre 2011. Le Sénat a « voté conforme » le texte adopté la veille par l'Assemblée nationale. Pourquoi faut-il des années pour faire voter certaines réformes de Justice sociale alors qu'un Plan de rigueur peut être voté en quelques jours ?

2 Voir en particulier la proposition d'Allocation Universelle du Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise qui regroupe plus de 4.000 chefs d'entreprises. Pour lutter contre l'extrême pauvreté, le CJD propose une allocation de 400 euros par mois pour les adultes (200 pour les mineurs) versés sans aucune condition, de la naissance à la mort, et financée par un prélèvement progressif sur l'ensemble des revenus.

www.Roosevelt2012.fr

Interdire aux banques de spéculer avec notre argent

Séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires

Pour protéger l'épargne des citoyens et ne pas faire courir de risques aux finances publiques ni au financement de l'économie réelle, le principe d'une séparation étanche entre Banques de dépôt et Banques d'affaires vient d'être acté en Grande-Bretagne mais les lobbies ont obtenu que son application soit repoussée à... 2019 ! C'est évidemment beaucoup trop tard. Vu le risque qu'une crise majeure éclate bientôt sur les marchés financiers, il faut mettre en œuvre cette réforme sans tarder pour protéger l'économie réelle.

Pour interdire aux banques de spéculer avec l'argent de M. et Mme Tout-le-monde, **il faut séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires**. C'est une des premières réformes qu'a fait adopter Roosevelt en 1933 en faisant voter le Glass Steagal Act.

Quand Roosevelt fait voter cette loi, il ne laisse que quelques semaines aux banques pour la mettre en œuvre. C'est une condition sine qua non si nous voulons éviter que des banques universelles géantes ne prennent en otage les sociétés européennes parce qu'elles sont « too big to fail ».

Favoriser le financement des PME

Un des intérêts de cette réforme serait aussi d'obliger les banques de dépôt à être bien plus au service des PME qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Si les banques ne peuvent plus utiliser nos dépôts pour des activités spéculatives à 10 ou 15 % de rentabilité, elles accueilleront sans doute mieux les responsables de PME qui ont besoin de financer des projets de développement « normaux ».

De même, les collectivités locales et l'Etat devraient tout faire pour favoriser la création et la croissance des PME. Il faut en particulier améliorer l'accompagnement des créateurs d'entreprises et les aider dans le pilotage quotidien de leur entreprise. Gérer une entreprise n'est jamais facile, mais si l'on pense qu'on va vers une aggravation de la crise, le besoin de formation, d'outils de pilotage et de lieu d'échange avec d'autres responsables est encore plus évident.

On a parlé plus haut du stress et de la souffrance au travail que subissent un nombre croissant de salarié(e)s à cause de la peur du chômage (si t'es pas content, va voir ailleurs) mais il ne faut pas sous-estimer le stress que vivent aussi beaucoup de patrons de PME, sous-traitants de grandes entre-

prises. Pour muscler notre tissu économique, pour être plus résistants en cas de Tsunami, il faut favoriser le financement des PME mais aussi les aider à piloter leurs entreprises et agir pour rééquilibrer la relation entre grandes entreprises et sous-traitants.

En finir avec l'irresponsabilité des financiers

Depuis quelques semaines, c'est une véritable guerre que certains spéculateurs ont déclaré à la zone Euro et, à travers elle, à l'ensemble de la stabilité économique mondiale. Il ne suffit pas de dénoncer verbalement « la nature criminelle de certains comportements du secteur financier » comme le fait M. Barroso, il faut agir avec force pour les mettre hors d'état de nuire.

Aux États-Unis, l'autorité de surveillance bancaire (FDIC) a décidé le 6 juillet 2011 que les dirigeants des plus grands établissements financiers américains pourront **perdre rétroactivement leur rémunération en cas de faillite de leur entreprise**. L'État pourra « récupérer la rémunération des dirigeants » qui auront été jugés « clairement responsables » de la faillite de leur société. Ces personnes pourront désormais se voir opposer un « critère de négligence » permettant de récupérer leur rémunération a posteriori lorsqu'ils n'auront pas fait preuve « des compétences et de l'attention que la prudence ordinaire exige de pareille fonction et dans des circonstances semblables ».

Cette règle est importante pour mettre fin à l'irresponsabilité des dirigeants. **Il faut la mettre en œuvre dans tous nos pays en ne visant pas seulement les trois principaux dirigeants (comme c'est le cas aux USA) mais l'ensemble des cadres dirigeants, des sales et des traders.**

De même, l'Europe a décidé le 18 octobre 2011 l'interdiction des CDS nus. C'est une très bonne nouvelle mais il faut aller plus loin : supprimer les clauses restrictives qui affaiblissent la portée de ce texte, interdire l'anonymat sur les marchés financiers, imposer des chambres de compensation sous tutelle publique aux marchés de gré-à-gré et décider de sanctions rétroactives pour les responsables ayant eu des comportements fautifs.

Développer des monnaies complémentaires

Au-delà de ces mesures d'urgence, une réflexion collective doit s'engager sur les fragilités qu'entraîne pour notre économie et notre cohésion sociale le fait de n'utiliser qu'une seule monnaie (ce que nous pourrions appeler une monoculture monétaire).

De la même façon qu'un parasite ou un incendie se propage éminemment plus vite dans une forêt ne comptant qu'une seule essence (par exemple le pin), une crise financière est susceptible de contaminer, en quelques jours, l'ensemble de l'économie mondiale par l'intermédiaire des banques, entraînant dans son sillage l'économie réelle, potentiellement saine et déconnectée des spéculations.

En revanche, une économie ouverte à une polyculture monétaire, comme cela fut le cas plusieurs fois dans l'histoire (notamment entre 1000 et 1290 en Europe) et comme cela est à nouveau le cas dans plusieurs pays du monde (Suisse, Belgique, Uruguay, Allemagne, Angleterre...) sera probablement plus stable et résiliente.

L'utilisation de ces monnaies complémentaires permettrait de valoriser certaines richesses que les mesures classiques du PIB ne prennent pas en compte aujourd'hui et d'investir massivement sans création de dette, dans certains chantiers d'intérêt général.

L'apparition de monnaies locales et régionales un peu partout dans le monde (65 en Allemagne, 12 en France, plusieurs dizaines au Royaume-Uni, plusieurs centaines au Brésil et plusieurs milliers en Amérique du Sud, etc.) confirme cette analyse. La circulation de monnaies pouvant exclusivement être dépensées sur un territoire donné ou pour un type d'activité donné est utile pour relocaliser l'économie ou empêcher sa dislocation par les «forces du marché».

Créer une vraie Taxe sur les Transactions Financières

Si une telle taxe avait été créée en 2008, même à un taux très faible, elle aurait déjà rapporté entre 250 et 600 milliards. La crise grecque aurait pu être réglée très vite, sans demander d'efforts aux peuples d'Europe. Qu'attendons-nous pour créer enfin cette taxe et rassurer le peuple allemand comme les autres peuples d'Europe en leur disant que c'est la dernière fois qu'on leur a demandé un effort injuste ? Dorénavant, ce sont les marchés financiers qui seront mis à contribution pour abonder le Fonds européen de Stabilité.

Si Londres s'oppose à la création d'une taxe sur les transactions, il faut sans agressivité «mettre les points sur les i» et avoir le courage de déclencher une crise clarificatrice :

1. Les émeutes de l'été 2010 ont montré que le peuple anglais n'en peut plus des politiques d'austérité.

2. La dette privée du Royaume-Uni dépasse les 230 % du PIB¹ contre 130 % en France. Et si l'on intègre la dette publique et surtout l'immense dette du secteur financier, la dette totale de la Grande-Bretagne dépasse les 900 % du PIB². C'est dire l'extrême fragilité du «modèle anglais». Dans 2 mois ou dans 2 ans, les Anglais viendront supplier l'Europe de les aider pour sauver leurs banques. Il faut leur mettre le marché sur la table et leur dire que c'est aujourd'hui qu'ils décident si, Oui ou Non, ils sont dans le même bateau que les autres peuples d'Europe.

Ils ne pourront pas nous supplier d'être solidaires demain s'ils refusent d'être solidaires aujourd'hui. Si les Anglais comprennent que, de fait, nous avons tous intérêt à être solidaires, nous pouvons mettre en place très vite une taxe Tobin à un taux assez élevé. Sinon, nous pouvons le faire au niveau de la zone euro, avec un taux plus faible.

La mise en place d'une Taxe sur les transactions financières est tout à fait réaliste au niveau de la seule Zone Euro (même M. Barroso l'admet aujourd'hui) mais elle serait plus efficace et aurait un rendement nettement plus élevé si elle était mise en place simultanément dans l'ensemble de l'Europe ou dans l'ensemble des places financières mondiales. Comme tous nos États ont besoin de

dégager des ressources nouvelles³, tous les dirigeants du G 20 devraient mettre en œuvre cette taxe sur les transactions financières sans tarder.

www.Roosevelt2012.fr

¹ Dette des ménages et dette des entreprises hors secteur financier.

² Source Morgan Stanley Décembre 2011

³ « La Chine voit son économie ralentir et fait face à un grand nombre de mouvements sociaux » annonce Le Monde du 6 décembre 2011. Aucun pays n'est épargné par le retour de la crise. Aucun pays ne peut dire qu'il n'a pas besoin de ressources supplémentaires. C'est le seul intérêt de la période : nous sommes tous embarqués dans la même crise.

Lutter contre les délocalisations

Imposer le respect des normes sociales et environnementales dans le commerce mondiale en convoquant un nouveau Sommet de Philadelphie



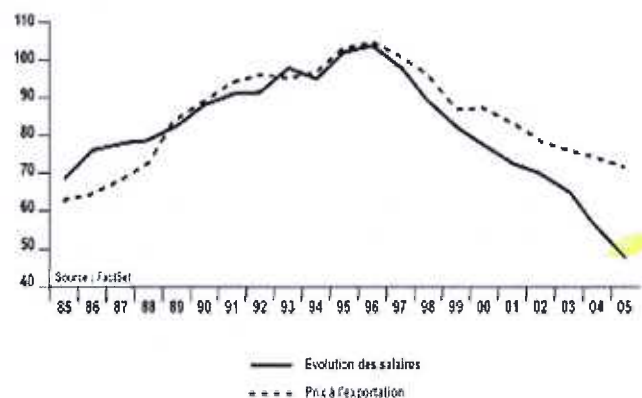
En 1944, avant de convoquer le sommet de Bretton-Woods qui va reconstruire le système financier international, Roosevelt organisait le sommet de Philadelphie, qui adoptait comme priorité absolue le respect d'un certain nombre de règles sociales : «le travail n'est pas une marchandise. (...) Il n'y aura pas de paix durable sans justice sociale» affirmaient Roosevelt et les autres chefs d'état avant de définir des règles sur les salaires, le temps de travail et le partage entre salaires et dividendes...

Des règles très concrètes à respecter dans chaque pays comme dans le commerce mondial. Avant que les néolibéraux ne les démantèlent, ces règles ont permis 30 ans de prospérité sans dette.

Alors que l'ensemble de notre planète est au bord du précipice et que les discours belliqueux et les risques de conflit se multiplient, il est urgent de convoquer un nouveau sommet de Philadelphie. Aux logiques de dumping social, de recherche de bouc-émissaires et de conflit, il est urgent d'opposer un sursaut de coopération et de justice sociale.

Avant d'adhérer à l'OMC, la Chine a signé 22 conventions sociales à l'Organisation Internationale du Travail¹ mais elle n'en respecte quasiment aucune ce qui est très préjudiciables autant pour son peuple (des centaines de millions de Chinois pourraient bénéficier de conditions de **vie beaucoup plus décentes**) que pour son économie (vu la faiblesse du salaire moyen, la consommation intérieure ne représente que 28 % du PIB contre 60 % en Inde ou en Europe, ce qui explique l'instabilité de l'économie chinoise et sa très grande dépendance aux exportations et à l'investissement) et pour les autres peuples de la planète qui voient une partie de leur production industrielle partir vers la Chine.

Evolution des couts salariaux en Chine par rapport au reste du monde



L'adhésion de la Chine à l'OMC n'aurait pas été possible si elle n'avait pas signé ces Conventions sociales. En participant à un nouveau Sommet de Philadelphie, la

1 La Chine a signé les Conventions sur la semaine de 44 heures, sur la journée de 8 heures, sur le droit à un salaire décent, le droit à un logement décent...

Chine et les autres pays à très faibles salaires peuvent éviter la mise en œuvre de mesures immédiates de protectionnisme en Europe et aux États-Unis **mais doivent très clairement s'engager à respecter enfin les normes sociales et les normes écologiques qu'ils ont signées avant d'adhérer à l'OMC.**

L'Europe doit annoncer que, si tel n'est pas le cas, elle établira d'ici 4 ans des taxes aux frontières qui permettront de rétablir les conditions d'un échange juste.

L'Europe est le 1er client de la Chine. Quand on est le 1er client d'un pays, on a une vraie capacité de négociation². La question, là aussi, est celle de la volonté politique³ et de l'organisation politique de l'Europe (on reviendra plus loin sur ce point crucial). Il n'y a aucune fatalité à laisser la mondialisation sans règle sociale ni écologique. Pendant 40 ans, l'Europe a été un espace de régulation et la mondialisation a fonctionné avec des règles sociales. Si l'on veut éviter un effondrement de nos économies et le développement de logiques guerrières, il est urgent de faire revivre, très concrètement, l'esprit de Philadelphie.

Austérité de droite ou Austérité de gauche ?

Certains voudraient nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative et que, en 2012, nous devons choisir entre 2 types d'austérité, très peu différentes au fond. C'est faux ! On vient de voir qu'on peut très vite sauver l'euro et rétablir une gestion saine de nos finances publiques sans imposer aucun plan d'austérité aux classes moyennes et à toutes celles et ceux qui souffrent déjà cruellement de la crise.

Mettre en œuvre ces 9 propositions nous permettrait de retrouver très vite notre liberté par rapport aux marchés financiers. Ce n'est qu'une question de volonté politique. On l'a vu plus haut : quand Roosevelt arrive au pouvoir, il ferme les banques pendant quelques jours (pour éviter toute panique et toute sur-réaction) et fait voter 15 réformes fondamentales en quelques semaines malgré l'opposition acharnée des lobbies bancaires.

Le combat contre les lobbys financiers est aussi fondamental aujourd'hui qu'en 1933 :

« Que l'on vote pour Bush ou pour Obama, c'est Goldman Sachs qui fait les lois » constatent beaucoup d'Américains et, en France, la proximité de Nicolas Sarkozy avec les dirigeants des grandes banques est un secret de Polichinelle. Henri Guaino, qui a le titre de Conseiller

spécial du Président, expliquait il y a quelques mois que « Nicolas Sarkozy écoute de plus en plus les visiteurs du soir. Et en particulier Michel Pébereau, le patron de BNP Paribas, qui lui explique que les banques françaises vont bien et qu'il ne faut pas changer de politique. »

Devant les caméras, Nicolas Sarkozy cite Jean Jaurès et promet de réguler les marchés mais dans le huis-clos de l'Élysée, c'est un banquier qui est devenu son principal conseiller. Voilà qui explique qu'on n'ait rien fait de sérieux pour réguler le système depuis 5 ans. Mais, sur le fond, rien ne nous empêche d'agir si ce n'est le manque de volonté d'un petit nombre.

www.Roosevelt2012.fr

2 Notre capacité de négociation est d'autant plus forte que la croissance de la Chine diminue assez nettement depuis quelques mois. Elle a absolument besoin de garder le « marché européen ».

3 Quand un de nos leaders va en Chine, est-ce pour rapporter quelques marchés pour Bouygues, Alstom ou Areva ou est-ce pour agir en faveur des droits sociaux et des droits fondamentaux ?

Investir dans une vraie politique du logement

Créer massivement des emplois et faire baisser les loyers

Peut-on supprimer 40.000 emplois dans le secteur du bâtiment quand il manque 800.000 logements en France et que le niveau des loyers est tel que 1.800.000 ménages ont de grandes difficultés pour payer leurs loyers ?

Quel non-sens ! On supprime des milliers d'emplois dans le bâtiment ¹ alors qu'on manque de 800.000 logements. La part des dépenses engagées par la collectivité publique en faveur du logement est à son niveau le plus bas depuis 30 ans. Un recul qui vient essentiellement de la diminution de la contribution de l'Etat.

«Vu notre démographie, pour sortir de la crise, il faut construire 500.000 nouveaux logements par an ², pendant 5 ans au moins, dont 150.000 logements vraiment sociaux explique le Délégué général de la fondation Abbé Pierre, Patrick Doutreligne. Aujourd'hui, on n'en construit pas plus de 400.000 par an alors que, dans les années 70, on était effectivement capables d'en construire 550.000 par an. Il faut évidemment éviter de recommencer certaines erreurs commises dans les années 70, mais on voit bien que c'est une question de volonté politique.»

Comment trouver les financements nécessaires pour une vraie politique du logement ? Comment loger tous ceux qui en ont besoin ? Comment faire baisser les loyers du plus grand nombre ?

Aux Pays-Bas, une grande partie du Fonds de Réserve des Retraites (FRR) a été investie dans la construction de logement social (et non pas sur les marchés financiers). Pourquoi ne pas faire de même en France ? En France, l'essentiel de ce Fonds ³ est actuellement placée

en actions. Il a perdu une grande partie de sa valeur depuis le début de la crise des subprimes !

Aux Pays-Bas, cela fait longtemps que les partenaires sociaux ont créé un Fonds de réserve et l'ont utilisé pour construire des logements (logement très social, logement social et logement intermédiaire). De ce fait, plus de 50 % du parc de logement est la propriété de syndicats ou de coopératives rattachés à des syndicats. Les logements ont, en moyenne, une surface un peu plus grande qu'en France. Il y a une vraie mixité sociale dans chaque immeuble ou chaque pâté de maison, et les loyers sont plus faibles car ils ne sont pas fixés par les lois du marché mais par la volonté des syndicats et des coopératives. Si l'on faisait de même en France, en utilisant les 37 milliards du F.R.R. au lieu de les laisser sur les marchés financiers, on pourrait tripler le budget du logement et créer massivement des emplois.

250 à 300.000 créations d'emplois

Si l'on croise les chiffres de la Fondation Abbé Pierre et ceux du patronat du bâtiment, on peut penser qu'on créerait entre 250 et 300.000 emplois en trois ans si l'on avait vraiment la volonté de construire et de rénover autant que nécessaire.

Investir dans le logement est rentable car, chaque mois, il y a des loyers qui rentrent. Tous les calculs faits au Pays-Bas ou en Allemagne montrent que, sur 25 ans, investir dans la construction de logement est aussi rentable et nettement plus sûr et plus juste que d'investir sur les marchés financiers ⁴ qui peuvent s'effondrer du jour au lendemain... De plus, en rééquilibrant le marché, une vraie politique du logement fait baisser les loyers de millions de locataires et distribue du pouvoir d'achat à des

1 Ce sont les prévisions faites par le patronat du Bâtiment pour l'année 2012.

2 Dans son dernier livre, Jean-Louis Borloo affirme qu'on peut construire 600.000 logements par an.

3 Doté aujourd'hui de 37 milliards d'euros, les intérêts des placements du FRR doivent financer une partie des retraites à partir de 2020.

4 La performance réelle annualisée du FRR français n'est que de 1,6 % par an. Cf le Bilan du FRR rendu public le 4 mars 2011, avant la crise de l'été 2011...

millions de ménages.

280 euros d'économie chaque mois

Les chiffres d'Eurostat montrent que le loyer moyen payé en Allemagne est de 8,4 euros par mètre carré contre 12,4 euros en France (hors Paris et Nice !).

Si les loyers tombaient en France au même niveau qu'en Allemagne, l'économie serait de 280 euros chaque mois pour un appartement de 70 m². 280 euros d'économies par mois !

	<i>Loyer moyen</i>
<i>Allemagne</i>	<i>8,4 euros / m²</i>
<i>France</i>	<i>12,4 euros / m²</i>

« Construire plus pour payer moins », voilà un slogan plus crédible que ceux entendus durant la dernière campagne présidentielle.

www.Roosevelt2012.fr

Déclarer la guerre au dérèglement climatique

Toutes les études récentes montrent que le dérèglement climatique est plus rapide et a des conséquences plus graves que ce qu'on annonçait il y a 5 ou 10 ans. L'ensemble des pays occidentaux continue à produire chaque année plus de gaz à effets de serre. La Chine inaugure chaque semaine une ou deux centrales au charbon. En Sibérie, le dégel du permafrost¹ libère dans l'atmosphère d'importantes quantités de méthane... Bilan ? La production de CO₂ et de méthane augmente chaque année et l'océan en stocke moins que prévu... Si rien ne change, nous risquons bientôt de franchir un seuil après lequel il sera très difficile ou impossible de faire marche arrière.

Si nous voulons «gagner la course de vitesse» et sauver notre planète, il ne suffit pas de parler de «développement durable» ou de mettre en œuvre très lentement des Conventions internationales très peu ambitieuses. Si nous voulons gagner la course de vitesse, si nous ne voulons pas laisser à nos enfants une planète invivable, il faut AGIR. Il faut qu'un pays ou un groupe de pays passe à l'action et apporte très vite la preuve «grandeur nature» qu'on peut effectivement diviser par 4 la production de gaz à effet de serre² sans pour autant renoncer à une vie agréable.

Les négociations internationales sont indispensables mais elles ne sont absolument pas suffisantes. Il faut qu'un pays prenne de l'avance et change très vite et de façon radicale ses modes de vie. Il faut qu'un pays ou un groupe de pays prouve qu'un sursaut est possible.

Comment organiser un sursaut ?

1 Le sol congelé de la Sibérie qui se dégel quand la température monte et libère du méthane, qui a un impact plus important encore que le CO₂ en terme de réchauffement climatique.

2 Pourquoi «diviser par 4» ? C'est l'engagement pris en 2003 devant la Communauté internationale par la France : diviser par 4 notre production de gaz à effet de serre d'ici 2050. Si l'on veut stabiliser la température de l'atmosphère, les climatologues estiment qu'il faut globalement diviser par 2 les émissions de gaz à effet de serre de l'humanité. Mais aujourd'hui les émissions des pays riches sont nettement supérieures à celles des pays en voie de développement qui vont forcément augmenter et converger vers le niveau atteint par celles des pays riches. A long terme, on voit mal en effet comment on pourrait diviser l'humanité en deux : d'un côté, ceux qui ont le droit de gaspiller (parce qu'ils gaspillent depuis longtemps) et, de l'autre, ceux qui doivent se serrer la ceinture (parce qu'ils ont longtemps été pauvres et qu'ils ont donc une certaine habitude de la frugalité ? ? ?). Si on considère que le principe d'égalité s'impose en matière d'empreinte écologique comme dans bien d'autres domaines, les pays occidentaux doivent, le plus vite possible, diviser par 4 leur production de gaz à effet de serre.

Le dernier livre de Lester Brown³ est très intéressant de ce point de vue. Il cite un exemple qui n'a rien à voir avec l'environnement mais montre comment, si on en a la volonté politique, il est possible de provoquer un sursaut : quelques jours après l'attaque de Pearl Harbor en décembre 1941, dans un grand discours à la nation, le président Roosevelt annonce que les Etats-Unis vont entrer en guerre et Roosevelt impose une réorganisation complète de l'industrie américaine : la partie la plus efficace de l'économie (l'industrie automobile) est quasiment réquisitionnée et mise au service d'un seul objectif : construire des avions et des tanks.

Et quand les patrons de l'automobile viennent le voir pour dire qu'il sera difficile de fabriquer en même temps des avions et des autos, Roosevelt leur explique qu'ils n'ont pas bien compris : on arrête complètement de fabriquer des autos ! On met 100 % de la puissance disponible sur l'objectif n° 1 : fabriquer des avions pour préparer l'entrée en guerre. Et ça marche ! En quelques mois, la production de voitures est divisée par 20 et le nombre d'avions qui sortent des usines dépasse les objectifs fixés par Roosevelt.

Notre pays va-t-il déclarer la guerre au dérèglement climatique et créer tous les emplois nécessaires pour gagner cette guerre ? Si nous sommes capables de faire cet effort, il sera plus facile de convaincre ensuite les autres pays du monde de faire de même ! C'est une question cruciale pour notre avenir.

« Pour combattre le dérèglement climatique, il y a trois priorités : 1. économiser l'énergie. 2. économiser l'énergie. 3. économiser l'énergie » explique un spécialiste de la question. Si nous voulons nous donner toutes les chances d'arrêter le réchauffement avant qu'il atteigne un point de non-retour, il faut agir très vite, avec le maximum de force, pour isoler tous les bâtiments (publics et privés), développer des énergies renouvelables (la biomasse⁴ en particulier) et accélérer le reboisement pour absorber un maximum de CO₂ (en Europe comme dans le reste du monde)...

Un effort considérable pour isoler les bâtiments

Suite au Grenelle de l'environnement, le gouvernement a décidé de créer un Prêt à taux zéro pour aider ceux qui souhaitent faire des travaux d'isolation. C'est sympathique mais totalement insuffisant. Dans leur dernier livre⁵, Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean avancent une proposition nettement plus audacieuse : rendre obligatoire un vrai diagnostic thermique et les tra-

3 Le Plan B, Calmann Lévy 2007.

4 Tous les résidus de la forêt.

5 «C'est maintenant ! 3 ans pour sauver le monde» Seuil. Janvier 2009

vaux d'isolation nécessaires, à chaque fois qu'un appartement ou une maison change de main.

En France, aujourd'hui, la loi oblige quiconque veut vendre une maison ou un appartement à faire un diagnostic amiante et un diagnostic termites. Si ces deux diagnostics ne sont pas faits, légalement, la vente ne peut pas avoir lieu.

De même, nul ne peut vendre une voiture s'il n'a pas fait le contrôle technique et, éventuellement, les mises aux normes qu'il rend nécessaires. **Pourquoi ne pas rendre obligatoire un vrai diagnostic et les travaux de mise aux normes thermiques avant de vendre ou de louer un bien immobilier ?** C'est effectivement quand le local est vide qu'il est le plus facile de faire des travaux. Nul de devrait s'opposer à cette proposition, s'il a compris la gravité de la situation.

Concrètement, on fait comment ?

Les entreprises du bâtiment vont devoir recruter et former un bon nombre d'ouvriers et de chefs de chantiers : « Les matériaux nécessaires pour isoler les bâtiments, on les a, estime un patron du bâtiment à qui le projet a été soumis. Par contre, recruter et former les gars, **ça n'est pas possible en 3 semaines ! Mais en un an ou deux, on peut monter en charge sans difficulté.** S'il faut en même temps isoler tous les bâtiments publics et isoler tous les bâtiments privés qui changent de main, on peut créer au moins 100 ou 150.000 emplois.»

Une autre question va se poser si l'on rend obligatoire l'isolation de tous les logements : on a vu plus haut que la France manque déjà de logements. Si, en permanence, 200.000 ou 300.000 logements sont inhabitables pendant quelques semaines parce qu'ils sont en travaux, cela va encore accroître les tensions sur le marché du logement ! C'est un vrai problème... sauf si on met en œuvre en même temps les propositions développées plus haut : construire très massivement de nouveaux logements et ne pas laisser le marché dicter le niveau des loyers. Aux Pays-Bas ou en Allemagne, on voit grandeur nature qu'investir massivement dans le **logement est une responsabilité collective** (politique ou syndicale) et constitue en même temps un investissement rentable, un excellent moyen de créer des emplois et un bon moyen de distribuer du pouvoir d'achat⁶ ... Pourquoi ne pas s'inspirer très vite de ce qui marche aux Pays-Bas et en Allemagne ?

Mettre en œuvre le rapport de Nicholas Stern

Publié en octobre 2006, le rapport de Nicholas Stern sur l'économie du changement climatique soulignait en même temps la gravité du dérèglement climatique et la gravité de la crise énergétique vers laquelle nous allons si

nous ne sommes pas capables de diminuer très vite notre consommation d'énergie. Mais il apportait aussi un peu d'espoir en montrant qu'il n'était pas trop tard pour agir. Il démontrait de façon très claire que, dans chaque pays, pour lutter contre le dérèglement climatique comme pour baisser nos factures de pétrole ou de gaz, il fallait investir chaque année 1 % du PIB dans des travaux d'économies d'énergie : isoler nos maisons et nos appartements. Isoler nos usines et nos bureaux... A l'époque, tout le monde avait applaudi Stern. Mais cinq ans plus tard, force **est de constater qu'on ne l'a pas écouté : investir 1 % du PIB chaque année dans les économies d'énergie ? Pour la France, cela signifierait mettre chaque année 20 milliards sur la table.** Aujourd'hui, le gouvernement met 100 fois moins alors que, en avril 2008, Nicolas Stern affirmait avoir « gravement sous-estimé » l'ampleur des risques climatiques !

Pour éviter que le dérèglement climatique n'atteigne un point de non-retour, il faudrait faire plus que ce que proposait Stern en 2006 mais, hélas, on fait 100 fois moins.

Pourtant, répétons-le, nul ne peut douter de l'effet sur l'emploi qu'aurait une telle politique : dans toutes les régions, dans tous nos bassins d'emplois, il faudrait embaucher des gens et les former pour réaliser ces travaux. C'est un immense chantier qu'il faut programmer, organiser et financer sur un grand nombre d'années, mais qui peut contester son utilité ? En février 2011, une étude allemande montrait qu'une telle politique pourrait créer 6 millions d'emplois au niveau européen.

Une économie plus écologique pourrait créer 6 millions d'emplois

La Tribune 23 février 2011

Un objectif de réduction des gaz à effet de serre plus ambitieux de la part de l'Union européenne pourrait créer des emplois et doper la croissance et non la ralentir selon une étude allemande publiée lundi.

Passer d'un objectif de baisse de 20 % de réduction des gaz à effet de serre (par rapport aux émissions de 1990) à un objectif de 30 % d'ici à 2020 pourrait créer 6 millions d'emplois.

Une économie de 1000 euros par an et par ménage

« Selon la Commission Européenne, une telle politique d'économie d'énergie permettrait une économie de 1.000 euros par ménage et par an. (...) On sait faire. Ce qui manque maintenant, c'est la volonté politique » écrivait Hervé Kempf, dans un éditorial du Monde le 2 mars 2011.

Comme le souligne le Réseau Action Climat, « pour que **cette mesure ne pèse pas sur le budget des ménages, il sera nécessaire de créer dans chaque région une société de tiers-investissement mêlant les capitaux publics des collectivités et les capitaux d'autres institutions, qui organisera et financera l'intégralité ou une partie des opérations de rénovation.** Les économies d'énergie obtenues

⁶ Les seuls perdants seraient ceux qui aujourd'hui profitent de l'augmentation scandaleuse des loyers.

suite aux travaux constitueront la principale source du «loyer» qui rémunérera ce tiers-investisseur. Étant donné l'ampleur du chantier et la longue durée des contrats (amortis sur 20 ou 25 ans), ces structures nécessiteront des garanties publiques.»

Un financement européen

Nicholas Stern montre bien que, vu l'évolution prévisible du prix du pétrole et vu le coût des dégâts du dérèglement climatique, il est tout à fait rentable pour la collectivité d'investir massivement dans les économies d'énergie. Mais qui amorce la pompe ? Qui apporte les premiers financements ?

Si la Banque centrale européenne est fidèle aux Traités, elle doit veiller «à la stabilité des prix». Elle doit tout faire pour que diminue le prix de la dette publique, on l'a dit plus haut. Elle doit aussi agir contre l'autre facteur d'inflation : l'augmentation des prix de l'énergie.

Dans un contexte de chômage de masse, il n'y a, hélas, aucun risque d'inflation par les salaires (80 % des Allemands ont vu leur salaire réel diminuer depuis l'an 2000 !). L'inflation vient essentiellement de l'augmentation des prix du pétrole : en quelques années, le pétrole est passé de 25 à 100 dollars le baril.

Pour lutter contre la hausse des prix de l'énergie (mais aussi pour lutter contre le dérèglement climatique et créer massivement des emplois), la BCE doit mettre à disposition de la Banque Européenne d'Investissement à des taux proches de 0 % de quoi financer un vaste Plan Européen d'Économie d'Énergie.

Si une telle politique permet en même temps de faire baisser les prix de l'énergie, de créer massivement des emplois, de sortir de notre dépendance au pétrole et de limiter notre production de gaz à effet de serre, on voit mal pourquoi la Banque Centrale ne donne pas tous les moyens à la Banque Européenne d'investissement pour financer un dispositif qui pourrait être géré, de façon décentralisée, dans chaque région d'Europe.

→ Développer les énergies renouvelables

Le développement des énergies renouvelables représente, lui aussi, un gisement d'emploi considérable. La France a le premier massif forestier d'Europe mais la France est le pays qui utilise le plus d'électricité pour se chauffer : 80 % de l'électricité utilisée en Europe pour le chauffage est utilisée en France !

Répétons ce chiffre, tant il est scandaleux : 80 % de l'électricité utilisée dans toute l'Europe pour le chauffage des domiciles et des bureaux est utilisée en France ! Or, utiliser de l'électricité pour produire du chauffage est un non-sens total : le rendement énergétique est très mauvais et, en hiver, au moment où des millions de gens rentrent

chez eux et allument leur chauffage électrique (en même temps qu'ils allument la cuisinière et la télévision), il faut allumer toutes les centrales au gaz et au charbon pour fournir l'électricité nécessaire. Le bilan CO2 du chauffage électrique est catastrophique.

Comment expliquer que la France soit le seul pays d'Europe où l'on a tellement développé ce type de chauffage ? Pourquoi la France qui dispose du premier massif forestier d'Europe n'a-t-elle pas développé davantage la production de chauffage à partir de la biomasse ?

Voici quelques années, à Bruxelles, le Directeur Général de la Commission chargé des questions énergétiques, qui s'amusait d'être parfois considéré comme un indémodable « nucléairocrate », s'étonnait du peu de moyens investis pour développer les énergies alternatives : «On a mis des milliards pour développer le nucléaire. Pourquoi ne pas donner autant de moyens aux énergies alternatives ?»

Parce qu'il a pris au sérieux ces questions d'énergie renouvelable, le Danemark est devenu le leader mondial de la construction d'éoliennes. Des milliers de salariés danois travaillent aujourd'hui pour mettre au point et fabriquer des éoliennes qui seront exportées aux quatre coins du globe.

De même, la puissance de panneaux photovoltaïques installés depuis dix ans en Allemagne atteint 16.000 MW. En France, on en a installé 925 MW seulement. Dix-sept fois moins ! Et début 2011, le gouvernement a décidé d'un moratoire en matière d'énergie solaire qui va coûter des dizaines de milliers d'emplois.

350.000 emplois créés en Allemagne.

Le développement des énergies renouvelables a déjà permis de créer 350.000 emplois en Allemagne. Pourquoi, sur le solaire ou sur la biomasse, la France ne peut-elle pas investir autant que l'ont fait les Danois ou les Allemands ?

www.Roosevelt2012.fr

Développer l'économie sociale et solidaire

Développer l'Economie sociale et solidaire (ESS) est un élément clé du changement de société que nous appelons de nos vœux. L'ESS ouvre en effet la voie d'un modèle économique et social au service des citoyens, au plus près des territoires. Elle cherche à produire et à répartir plus équitablement les richesses, à animer un projet économique de manière plus respectueuse des personnes, de l'environnement et des territoires. C'est une économie qui rassemble, qui a déjà fait les preuves de son efficacité et qui peut se développer dans tous les domaines.

L'Economie Sociale et Solidaire représente déjà aujourd'hui plus de 10 % des salariés et 14% de l'emploi privé, soit 2,3 millions de personnes qui travaillent dans plus de 210.000 établissements. Par ailleurs, 19 millions de Français adhèrent à une mutuelle de santé ; plus de 20 millions sont sociétaires d'une banque coopérative ; 20,7 millions sont sociétaires d'une mutuelle d'assurance ; on dénombre entre 11 et 14 millions de bénévoles et plus d'un Français sur 4 adhèrent à une association.

Pour faire de l'ESS un acteur clé du nouveau modèle que nous voulons construire, nous devons absolument lui donner les moyens, ce qui suppose d'agir dans quatre grands axes :

1/ Une loi de programmation 2013/2017 établie en concertation avec les acteurs de l'ESS, définira les principales règles de base de l'économie sociale et solidaire et ses objectifs prioritaires d'investissement et de développement. Elle assurera la représentation équitable de l'ESS à tous les niveaux d'orientation et de décisions économiques et en particulier celle de ses employeurs dans les organismes à gestion paritaire et dans le cadre des négociations collectives qui concernent leurs secteurs d'activité. Elle créera un haut-commissariat interministériel proche du ministère des finances.

2/ Une politique contractuelle entre l'Etat, les collectivités territoriales, et tous les acteurs de l'ESS

Les régions, dans le cadre de leur schéma directeur, passeront avec l'Etat des contrats plans régions pour répondre aux besoins d'emplois de qualité, donner à tous à accès à un habitat et organiser une réponse adaptée aux soins médico-sociaux.

Elles soutiendront les projets de pôles de coopération, contribuant à mutualiser les acteurs du développement durable. Cette politique s'appuiera sur des indicateurs élaborés collégialement et qui intégreront des facteurs de développement durable et de mieux vivre. Ceux-ci seront

encadrés par des instances régionales qui veilleront à leur cohérence dans le cadre des principes fixés dans la loi de programmation.

L'utilisation de clauses sociales dans les marchés publics devra être sérieusement développée. Cette politique contractuelle doit permettre aux associations de jouer leur plein rôle dans l'offre de service sans être soumises à la pression excessive du marché.

3/ Une démocratisation des pouvoirs à tous les niveaux par la participation des toutes les parties aux processus de décision (notamment par celle des salariés dans la gouvernance des entreprises), par la transparence des rémunérations et la réduction de leurs écarts, par la lutte contre les exclusions et les discriminations.

4/ Un financement à la mesure des enjeux par une banque publique d'investissement consacrant un quart des crédits octroyés aux structures de l'Economie sociale et solidaire, mais aussi par le renforcement des outils de financement solidaires (banques et assurances éthiques, mutuelles et coopératives, fonds d'investissement, fonds de garanties).

La banque publique et ces outils financiers permettront par leur déclinaison territoriale, une réorientation de notre politique industrielle et commerciale et donc le financement de l'ESS en cohérence avec ces priorités. Ils devront également bénéficier de la dynamique de l'épargne solidaire.

www.Roosevelt2012.fr

Négocier un autre partage du temps de travail

Et un autre partage des revenus

« La question du temps de travail mérite mieux que le débat caricatural que nous avons eu il y a quelques années, affirmait le 23 octobre 2010 le Président de la Commission Emploi du MEDEF. Aujourd'hui, il est très difficile de trouver un emploi stable avant 28 ou 30 ans. Puis, entre 30 et 40 ans, on demande aux gens de travailler plein-pot et de tout réussir en même temps : leur vie privée et leur vie professionnelle. Puis vers 55 ans, on les jette comme de vieux mouchoirs tout en leur demandant de cotiser plus longtemps. Objectivement, cela n'a pas de sens, continuait Benoit Roger-Vasselín devant une assistance étonnée. Il faut rouvrir le débat sur une autre répartition du temps de travail tout au long de la vie. »

Le partage du travail actuel est un non-sens :

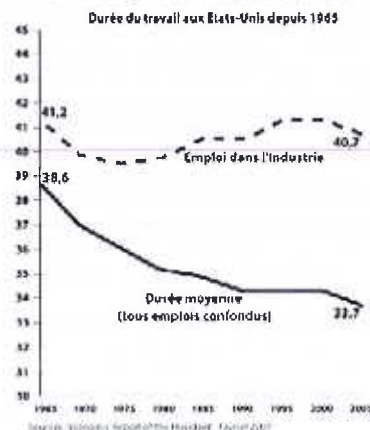
→ d'un côté tous ceux et celles qui font 0 heures par semaine car ils sont au chômage.

→ de l'autre, tous ceux qui travaillent plein pot (et parfois trop) : la durée réelle d'un plein temps est supérieure à 38 heures d'après l'INSEE

→ au milieu, toutes celles et ceux qui galèrent avec des petits boulots à temps partiel, sur la semaine ou sur l'année.

Cette forme de partage du travail est un non-sens car elle provoque une énorme souffrance aussi bien du côté de ceux qui travaillent 0 heure par semaine que du côté de ceux qui travaillent plein-pot mais acceptent de plus en plus des emplois stressants ou médiocrement payés car ils ont peur d'être dans le prochain plan social (« si tu n'es pas content, va voir ailleurs »). Ce partage du travail profite essentiellement aux actionnaires dont les revenus n'ont jamais été aussi élevés.

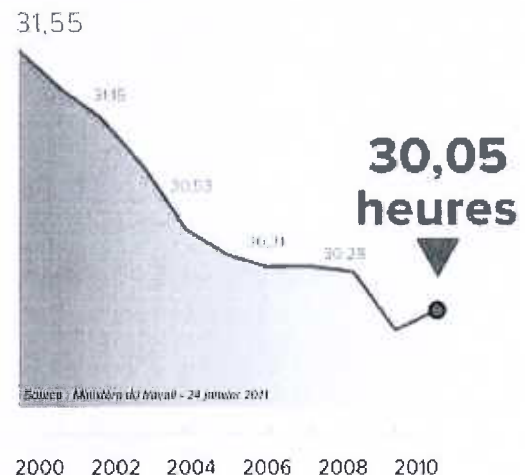
33,7 heures, durée moyenne du travail aux Etats Unis.



D'une façon ou d'une autre, un certain « partage du travail » existe dans tous les pays : aux Etats-Unis, avant même la crise des subprimes, il y avait tellement de petits boulots à 10 ou 15 heures par semaine que la durée moyenne du travail était de 33,7 heures. Ces chiffres contredisent tout ce qu'on nous a dit et répété sur le « miracle américain » mais ce sont les chiffres officiels : en 2005, avant la crise, au moment où les Etats-Unis connaissaient encore une forte croissance, la durée moyenne pour ceux qui avaient un travail était inférieure à 34 heures quand la durée moyenne -tous emplois confondus- était en France de 36,3 heures.

30,05 heures en Allemagne

Durée réelle du travail en Allemagne Tous emplois confondus

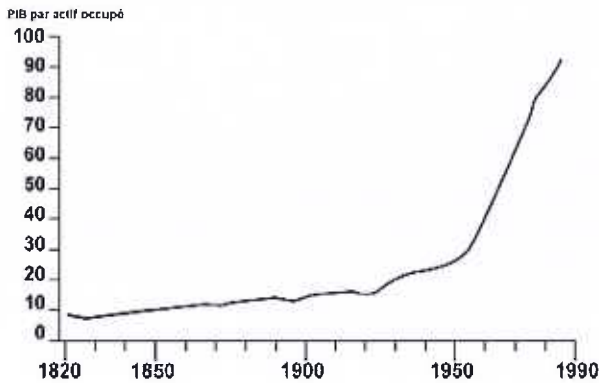


De même, en Allemagne, les chiffres du Ministère du Travail indiquent que, avant la crise de 2008, avant la mise en place du Kurzarbeit, quand l'Allemagne était présentée comme un modèle de plein emploi, la durée moyenne sans compter les chômeurs était de 30,3 heures. Elle est tombée à 30,05 heures en 2010.

33,7 heures de durée moyenne aux Etats-Unis, 30,05 heures en Allemagne... Dans tous nos pays, que nous le voulions ou non, on produit plus avec moins de travail.

Nous sommes en train de vivre une révolution telle que l'humanité n'en a jamais connue.

Alors qu'il avait fallu 140 ans pour que la productivité soit multipliée par deux entre 1820 et 1960, elle a depuis été multipliée par CINQ. La révolution industrielle du XIXème siècle ou l'invention du travail à la chaîne au début du XXème siècle sont des gains de productivité presque ridicules au regard de ceux réalisés depuis trente ans.



La productivité en France depuis 1820

C'est du jamais vu. Une vraie révolution ! Jamais dans l'histoire de l'humanité, on n'avait connu un tel bouleversement. Grâce à la multiplication des robots et des ordinateurs, la productivité du travail humain a progressé de façon inouïe. Le phénomène est mondial mais la France est l'un des tout premiers pays du monde en terme de productivité.

La France est l'un des pays du monde qui a la meilleure productivité du travail.

« J'ai fait un calcul rarement effectué, explique Jacques Marseille, Professeur à la Sorbonne. J'ai divisé le PIB français par la productivité d'un travailleur britannique ou japonais. Avec leur niveau de productivité, qui est largement inférieur au nôtre, il nous faudrait 5 millions de travailleurs en plus pour produire la même chose. Autant dire que le chômage ne serait plus un problème en France... »

Le Figaro 2 février 2004

une productivité très forte. Les Anglais ou les Japonais, qui ne sont pourtant pas des imbéciles, ont une productivité nettement plus faible que la nôtre : selon Eurostat, si la productivité horaire est en moyenne de 100 pour l'Europe des 15, elle est de 118 en France et de 95 seulement en Grande Bretagne.

L'écart de productivité est de l'ordre de 20 % entre nos deux pays : le volume de richesse produit par heure travaillée en France est supérieur de 20 % à celui du Royaume-Uni et supérieur de 32 % à celui de l'Italie !

Voilà qui amène à relativiser très nettement les critiques sur la médiocrité des Français et de leur système éducatif... Sans doute, notre système éducatif peut-il être amélioré (nul ne le conteste !) mais si nous sommes, parmi les pays occidentaux, celui dont la productivité a le plus augmenté depuis 25 ans, c'est peut-être que tout n'est pas à jeter dans notre école, nos centres de formation professionnelle et notre Université !

Répétons le : «avec le niveau de productivité des Anglais ou des Japonais, qui est largement inférieur au nôtre, il nous faudrait 5 millions de travailleurs en plus pour produire la même chose. **Le chômage ne serait plus un problème en France...**»

Le Figaro, auquel tous ces problèmes de productivité avaient sans doute échappé quand la RTT était au centre du débat public en France, a découvert depuis l'importance fondamentale de la question :

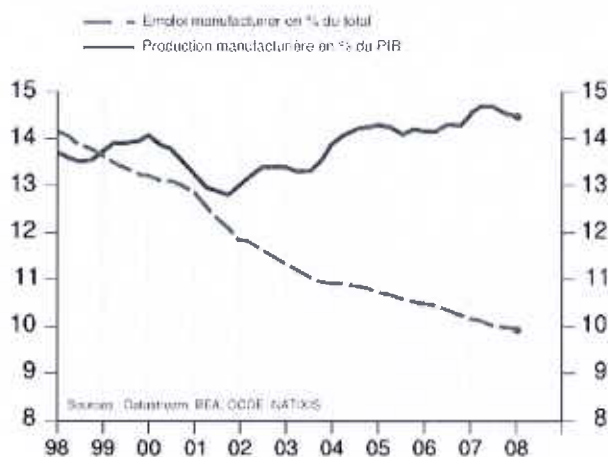
« Les gains de productivité ne laissent que très peu de place à la création de postes. L'an dernier, même avec une croissance de 9 %, la Chine n'a vu le total des heures travaillées sur son territoire augmenter que de 1 % ! Il faut cesser de se lamenter sur les délocalisations. Cela ne porte que sur de très petits nombres. Les gains de productivité détruisent bien plus d'emplois. »

Le Figaro 27 janvier 2006

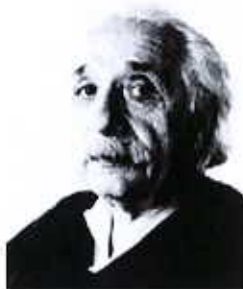
C'est un point fondamental. Absolument fondamental pour comprendre l'«exception française» : nous avons

1 Le volume de richesses matérielles produit en une heure, en moyenne, dans le pays.

Production Industrielle et emploi industriel aux USA



En 1933, Albert EINSTEIN expliquait déjà que la mauvaise utilisation des gains de productivité des années 1910-1925 (Ford et Taylor, Cf Charlot dans Les temps modernes) était la cause fondamentale de la crise : « Cette crise est singulièrement différente des crises précédentes. Parce qu'elle dépend de circonstances radicalement nouvelles conditionnées par le fulgurant progrès des méthodes de production.



Pour la production de la totalité des biens de consommation nécessaires à la vie, seule une fraction de la main d'œuvre disponible devient indispensable. Or, dans ce type d'économie libérale, cette évidence détermine forcément un chômage (...).

Ce même progrès technique qui pourrait libérer les hommes d'une grande partie du travail nécessaire à leur vie est le responsable de la catastrophe actuelle. » écrivait Einstein avant de demander une « baisse de la durée légale du travail »

33,7 heures de durée moyenne aux Etats-Unis. 31,4 heures de durée moyenne aux Pays-Bas. 30 heures de durée moyenne en Allemagne. ... Il faut en finir avec les faux débats : si l'on intègre les gains de productivité colossaux réalisés dans toutes nos économies depuis 40 ans, le débat n'est plus «pour ou contre la RTT ?» mais plutôt «quelle RTT ?» RTT organisée par le marché (précarité, stress et concurrence permanente) ou RTT organisée par le débat, le référendum et la négociation ?

La cause fondamentale de la crise

Voilà la principale explication du chômage et de la précarité qui rongent nos sociétés depuis 30 ans, voilà donc la cause fondamentale de la crise qui a éclaté depuis cinq ans : notre incapacité collective à gérer des gains de productivité colossaux. Car ces gains sont vraiment considérables : en trente ans, l'économie française produit 76 % de plus avec 10 % de travail en moins. Depuis 1974, le volume total de production a presque doublé mais le total des heures travaillées (tous secteurs confondus) est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 milliards (Insee). Or, dans le même temps, grâce au baby-boom et grâce au travail des femmes, la population active disponible passait de 22,3 à 27,2 millions de personnes.

Du fait des gains de productivité, l'économie a besoin de 10 % de travail en moins mais, dans le même temps, le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23 % ! Un écart de 33 % s'est donc creusé entre l'offre et la demande de travail.

Résumons la situation :

- Depuis 1974, le PIB a presque doublé : jamais nous n'avons connu une telle abondance !
- Depuis 1974, la productivité a fait des bonds de géant : jamais nous n'avons été aussi efficaces !
- Depuis 1974, le nombre de femmes qui travaillent a fortement augmenté et notre natalité est la meilleure d'Europe : jamais nous n'avons été aussi nombreux à vouloir travailler !

En soi, ces trois évolutions devraient être trois bonnes nouvelles. Mais comme notre contrat social est bloqué, comme la durée réelle du travail a très peu baissé depuis trente ans (et que la crise amène à des réflexes de crispation plus que de changement), cette accumulation de bonnes nouvelles aboutit à un scandale, à un non-sens absolu : au lieu de profiter à tous, les gains de productivité, fruits de l'effort de tous, débouchent sur un chômage massif pour certains et sur une stagnation des salaires et un stress croissant pour d'autres.

Un écart de 33 % s'est creusé entre l'offre de travail et la demande de travail.

Si, dans le même temps, la durée individuelle du travail avait baissé de 33 %, le chômage serait resté à son

faible niveau de 1974. Mais la durée du travail pour un emploi normal a très peu baissé : la durée réelle a baissé 4 % entre 1997 et 2002 (Insee juillet 2005) et, depuis 2002, en multipliant les «assouplissements», la droite a réussi à annuler quasiment toute la baisse due aux 35 heures.

Selon l'étude Emploi de l'Insee publiée en 2008, si l'on intègre les heures supplémentaires, la durée du travail pour un salarié à temps plein est revenue à 38 heures ! On lit et on entend partout que « la France est passée à 35 heures » mais, en réalité, selon l'Insee, la durée réelle d'un temps plein est supérieure à 38 heures en moyenne.

Paradoxe inexplicable ! Jamais nous n'avons injecté autant d'intelligence dans le système économique, mais jamais nous n'avons mis aussi peu d'intelligence pour faire évoluer notre système social. Il faut sortir de ce non sens. Il faut mettre fin au scandale.



« Il faut passer à 4 jours, 32 heures, sans étape intermédiaire. C'est le seul moyen d'obliger les entreprises à créer des emplois » affirmait Antoine RIBOUD, le fondateur de BSN Danone en septembre 1993. « Il faut baisser la durée du travail de 20 à 25 % d'ici 2015 » affirmait la Commission BOISSONAT en 1995.

« Une baisse de la durée du travail à 30 heures permettrait de reconstituer une vie familiale et une vie privée » écrivait Edgar MORIN dans Pour une politique de Civilisation.

E C O N O M I E

LA BATAILLE DES 32 HEURES S'OUVRE EN ALLEMAGNE

Le syndicat IG-Métall réclame une réduction radicale du temps de travail.



Depuis son Congrès de Montpellier, en 1995, la CFDT demande une loi cadre pour aller à 32 heures. Comment financer une telle réduction du temps de travail ? En activant les dépenses de chômage, comme le propose la CFDT depuis 20 ans, on peut financer les créations d'emplois sans nuire à la compétitivité des entreprises. Plus de 400 entreprises sont déjà passées à la semaine de 4 jours sans augmenter d'un euro leurs coûts de production et en créant massivement des emplois.

En période de crise, il est plus facile de jouer sur les peurs et de parler au cerveau reptilien que de parler à l'intelligence et au cerveau citoyen.

En 1917, quand Henry Ford affirmait qu'il fallait des règles collectives pour augmenter les salaires (afin d'augmenter la consommation), quand Kellogg passait ses usines à 30 heures -et augmentait les salaires de 12 %-pour «donner du travail à 300 chefs de famille», ils ont été moqués par les autres patrons américains. En période de crise, le bon sens ne veut-il pas que l'on travaille plus en gagnant un peu moins ? Ce bon sens reptilien a conduit à la crise de 1929.

Ce même bon sens inspire aujourd'hui les leaders de la droite quand ils incitent chacun à travailler plus. En réalité, le seul moyen de rééquilibrer le marché du travail pour augmenter vraiment les salaires, le meilleur moyen aussi de sauver les retraites, c'est de s'attaquer frontalement au chômage. Ce qui passe (entre autres actions) par une forte baisse du temps de travail.

« **Beaucoup, à gauche, ont peur d'être ridicules en parlant à nouveau du temps de travail** : on en a déjà tellement parlé. Et puis, faut-il vraiment faire le bilan des 35 heures ? Les 35 heures devaient être une étape vers les 4 jours - 32 heures, mais qui s'en souvient ? On a peur d'être ridicule. On a peur de faire «réchauffé». Mais la peur n'est pas forcément bonne conseillère. Serons-nous capables de nous ressaisir et d'ouvrir un vrai débat sur cette question cruciale avant que la précarité généralisée ne débouche sur une crise majeure ? »

Michel Rocard et Pierre Larrourou
Le Nouvel Observateur 21 octobre 2004

Le dossier du temps de travail doit être rouvert et débattu sans tabou. Sans doute faut-il l'aborder avec une méthode différente de celle employée dans les années 90, en ayant une vision de l'ensemble des temps sociaux (temps de travail, formation, retraites, temps personnel...) et en laissant plus de place à la négociation mais la question du temps de travail sur laquelle la droite s'est tellement acharnée depuis 9 ans ne peut pas devenir un sujet tabou à gauche.

Sans doute faut-il aussi nous inspirer des méthodes de négociation qui ont donné de meilleurs résultats dans d'autres pays d'Europe. Tout cela est vrai mais il serait absolument dramatique que la question du temps de travail reste un sujet tabou à gauche.

Entre 1900 et 1970, on a divisé par deux le temps de travail : on est passé de 7 jours de travail à 6, puis de 6 jours à 5. Quant à la journée de travail, elle est passée de 12 heures à 8. Et les salariés gagnaient progressivement 5 semaines de vacances. En 70 ans, alors que la productivité augmentait assez peu, on a divisé par 2 le temps de travail. Mais depuis le début des années 1970, alors que la productivité a fait des bonds de géants, nous ne sommes plus capables de faire évoluer notre contrat social : à peu de chose près, à 38 heures en moyenne, la durée réelle d'un emploi à temps plein est la même qu'il y a trente ans!

Jamais on a fait autant de productivité mais jamais nos dirigeants n'ont été aussi peu capables de d'en tenir compte. L'histoire sera sans doute sévère avec les politiques qui refusent aujourd'hui de débattre sérieusement des gains de productivité et du temps de travail.

Wassenaar 2012

Les accords de Wassenaar ont été signés en 1982 par les syndicats et le patronat hollandais avec le soutien actif de l'Etat. Les Pays-Bas connaissaient à l'époque un chômage massif (9 % de chômage officiel et plus de 13 % de personnes placées en invalidité). A l'issue de plusieurs semaines de négociation tripartite (syndicats, patronats, Etat), un nouveau pacte social a été rendu public. Il portait aussi bien sur les salaires que sur le temps de travail, la formation, les retraites et la fiscalité...

Ces accords de Wassenaar ont permis de diminuer le total «chômage + invalidité» de moitié. Tous les problèmes n'étaient pas réglés mais ces accords apportaient la preuve que, par le dialogue, en mettant tout sur la table, en prenant le temps d'approfondir la discussion, en acceptant des concessions réciproques (« on simplifie le droit du travail mais on sécurise vraiment les salariés »), on peut faire reculer nettement le chômage et la précarité.

Pendant longtemps, les accords de Wassenaar ont été considérés comme ce qui se faisait de mieux en matière de contrat social. Mais, en 2004, l'assassinat de Theo Van Gogh a profondément ébranlé la société néerlandaise : on s'est rendu compte qu'un certain « bien-être social » ne suffit pas pour faire société. L'équilibre social est nécessaire mais pas suffisant. Le « chacun a un travail mais chacun reste chez soi, dans sa communauté » n'est pas viable à long terme. Voilà pourquoi, en 2012, on ne peut plus penser la cohésion sociale comme on le faisait en 1982 : les questions d'identité, les questions d'habitat, les questions d'éducation (y compris l'éducation à la non-violence, l'éducation à la laïcité), les questions de lien social et d'intimité doivent être prises en compte.

En s'inspirant de ce qui s'est fait aux Pays-Bas, mais en essayant d'en tirer toutes les leçons, il est fondamental, d'organiser très vite en France une négociation semblable

à celle de Wassenaar. Ce n'est pas par des décrets ou des lois rédigées en petit comité que l'on sortira notre pays de la crise. Le temps du débat et le temps de la négociation sont fondamentaux.

Si la gauche gagne en 2012, il faut immédiatement ouvrir une négociation sociale ; prendre 2 ou 3 mois pour tout mettre sur la table avec les partenaires sociaux (retraites, chômage, financement de la protection sociale...) **et accoucher d'un nouveau contrat social** qui sera ensuite soumis à référendum. Le référendum permet d'avoir un **débat public et permet ensuite, si le Oui l'emporte, de garantir une très grande stabilité aux nouvelles règles du jeu.** Cette question de la stabilité est essentielle car les chefs d'entreprises comme les syndicalistes se plaignent très souvent de l'instabilité des règles en matière sociale.

Lutter contre les inégalités de revenu

Au total, si l'on met en œuvre l'ensemble de nos propositions¹, on peut créer plus de deux millions d'emplois en 5 ans. Créer un tel volume d'emploi est sans doute le meilleur moyen d'éviter la récession² et le meilleur moyen de rééquilibrer la négociation sur les conditions de travail ou sur les salaires.

Mais, pour lutter contre les inégalités de revenu, un débat doit être organisé au Parlement pour définir quels sont les inégalités de revenus maximales que l'on peut accepter dans une République qui a choisi comme principes fondamentaux la Liberté mais aussi l'Egalité et la Fraternité.

Pendant très longtemps, notre économie a fonctionné sans qu'aucun dirigeant n'ait un revenu supérieur à 20 fois le salaire de base. 20 fois le SMIC, c'est déjà considérable ! Aujourd'hui, un nombre croissant de femmes et d'hommes ont des revenus inférieurs au salaire minimum et d'autres, au contraire, ont des revenus 30 fois, 100 fois ou 400 fois plus élevés.

Le Parlement doit débattre de ce niveau d'inégalité qui est un non-sens aussi bien éthique qu'économique. Ce débat doit **permettre d'étudier tous les moyens concrets** dont dispose le **politique pour lutter contre ces inégalités.** Pourquoi la commande publique ne serait-elle pas réservée aux entreprises dont les écarts de salaires sont conformes aux valeurs de la République ?

www.Roosevelt2012.fr

¹ Investir massivement dans le logement, Investir massivement dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables, Séparer les banques d'affaires et les banques de dépôt ce qui les conduira à investir plus dans les PME, Développer l'économie sociale et solidaire, Lutter contre les délocalisations, négocier autre partage du travail...

² Si 2 millions de personnes ou de familles voient arriver un nouveau revenu et si les autres s'inquiètent moins pour leur avenir, cela ne peut avoir qu'un effet bénéfique pour l'économie.

Faire éclore la Démocratie en Europe

Changer radicalement les institutions

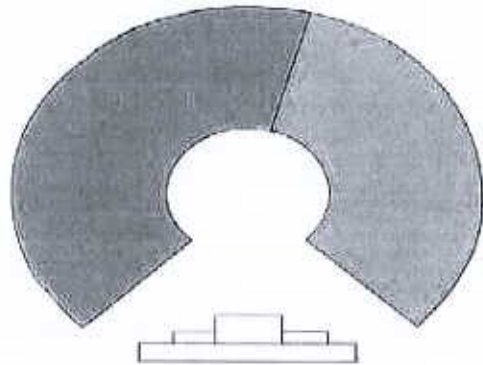
«L'élargissement rend indispensable une réforme fondamentale des institutions, affirmait Joschka Fischer, le Ministre allemand des affaires étrangères, le 12 mai 2000. Comment imaginer un Conseil européen à 30 chefs d'Etat ? Avec les institutions actuelles, comment parvenir encore à agir ? **Comment éviter que les compromis ne soient de plus en plus étranges et que l'intérêt des Citoyens pour l'Union ne finisse par tomber bien en dessous de zéro ?** Il existe une réponse toute simple: le passage à un système entièrement parlementaire.»

Dans un système intergouvernemental (le système actuel), il n'y a que des CHEFS d'Etat et des CHEFS de gouvernement autour de la table de décision. Sur une question importante, mettre un CHEF en minorité est quasi-impossible car c'est prendre le risque d'humilier tout son pays... Il faut donc que les 27 soient d'accord, à l'unanimité, pour que l'on change le contenu d'une politique.



Avec un tel système, aucune alternance n'est possible. La paralysie est assurée. Et quand les politiques sont paralysés, ce sont les technocrates ou le marché qui font la loi.

Alors que **si l'on adoptait un système parlementaire, comme le proposaient les Allemands en 2000, des députés européens de tel ou tel pays pourraient être mis en minorité sans drame national** puisque d'autres députés européens du même pays seraient, eux, dans la majorité... C'est bien un débat politique [droite/ gauche/...] qui est tranché dans un Parlement et non un combat entre nations.



Ce n'est pas en améliorant la bougie qu'on a inventé l'ampoule électrique. Ce n'est pas en mettant quelques rustines aux institutions conçues en 1950 pour 6 pays que l'on fera naître une Europe démocratique. Si l'on adoptait le fonctionnement parlementaire proposé par Joschka Fischer, l'ensemble de la Commission, le Gouvernement européen, serait d'une seule couleur politique (celle qui a la majorité au Parlement européen). Il n'interviendrait que sur les questions sur lesquelles un pays isolé n'a plus vraiment de souveraineté, celles sur lesquelles nous devons absolument nous unir pour être efficaces : défense, diplomatie, monnaie, recherche, sécurité intérieure, environnement, régulation de la mondialisation...

Elaguer les compétences

«Les problèmes du XXI^è siècle ne peuvent être résolus avec les peurs et les recettes des XIX et XX^è siècles, affirmait Joschka Fischer. Une répartition précise des compétences entre la Fédération et les Etats nations devrait **laisser à la Fédération uniquement les questions demandant à être réglées impérativement au niveau européen tandis que le reste demeurerait de la compétence des Etats.** Il en ressortirait une Fédération élaguée, capable d'agir et compréhensible pour ses citoyens parce qu'elle aurait surmonté son déficit démocratique » concluait le Ministre allemand dans un discours qui reste totalement d'actualité.

candidat au poste de Président de la Commission. Aux Etats-Unis (d'Amérique), les citoyens élisent un ticket (Président et Vice Président) en même temps qu'ils désignent leurs représentants. De ce fait, les électeurs du Texas ont bien conscience de participer au même scrutin que ceux de Floride.

Pourquoi les partis qui participent aux élections européennes ne pourraient-ils pas désigner avant les élections les 3 ou les 5 personnalités (issues de pays différents) qui dirigeraient la Commission pendant cinq ans ? Cela obligerait les partis à s'entendre sur des programmes réellement européens et cela éviterait que ne se reproduisent les graves cafouillages qui ont entouré la naissance de la Commission Barroso.

Les propositions de Fischer avaient suscité l'enthousiasme de tous celles et ceux qui veulent construire une Europe politique capable de faire équilibre à l'hyper-puissance américaine. A gauche, un très grand nombre de militants et d'élus avaient immédiatement exprimé leur soutien à Joschka Fischer. Et, à droite, les Européens convaincus avaient applaudi aussi : « Ces propositions tombent à pic. Si nous n'allons pas dans ce sens, l'Europe ne ressemblera plus à rien. » appuyait Hubert Haenel, le Président RPR de la délégation du Sénat pour l'Union européenne dans Le Monde du 30 mai 2000.

Une crise clarificatrice avec les Anglais

Alain Juppé, pressentant l'opposition anglaise, affirmait qu'il ne fallait pas avoir peur de provoquer une « crise clarificatrice ». Que faire si -pour un temps au moins- la Grande Bretagne refuse d'avancer dans ce sens ? Comment clarifier la relation avec Londres sans abîmer une amitié si précieuse ?

Churchill avait raison !

Dans le discours prononcé à Zurich en 1946, Winston Churchill pressait la France et l'Allemagne de construire les Etats-Unis d'Europe mais il affirmait déjà que, vu sa culture et son histoire, la Grande Bretagne n'avait pas vocation à en faire partie : la Grande Bretagne garderait un rôle de charnière entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis d'Europe ! Pourquoi ne pas accorder aujourd'hui au Royaume-Uni cette position distincte ? **Nul ne peut être obligé d'aller plus loin qu'il ne le souhaite. Mais nul n'a le droit de ralentir exagérément la marche des autres.**

Et qu'on ne nous dise pas qu'il faut forcément l'unanimité pour modifier un Traité international. Dans le Nouvel Observateur du 4 décembre 2003, Robert Badinter dénonçait « le carcan » dans lequel on allait enfermer l'Europe. Il rappelait que « de nombreux Traités internationaux comportent une clause de révision à la majorité simple ou à la majorité des 2/3 comme la Charte des Nations-Unies. » Le protocole de Kyoto est entré en vigueur malgré l'oppo-

sition des Etats-Unis (puisque 55 Etats, représentant 55% des émissions de CO2 l'ont ratifié). De même, une vraie Constitution européenne pourrait voir le jour, même sans l'accord des Anglais (sachant que la porte leur sera toujours ouverte).

Que les citoyens s'expriment !

En ce début 2012, l'Europe est à la croisée des chemins. Les traités européens sont en renégociation mais la diplomatie est une chose trop importante pour être laissée aux diplomates. Si l'on avait attendu un accord entre diplomates, le Mur de Berlin serait toujours debout. Ce sont des citoyens, des élus, des syndicats et des associations qui ont voulu et obtenu la chute du Mur et la réunification de l'Europe. C'est aux citoyens de dire aujourd'hui quelle Europe ils veulent construire.

« Par notre inertie, nous enlevons au monde son visage humain » écrivait le philosophe Alain.

En ne se donnant pas les moyens de devenir une force politique, diplomatique et militaire, l'Europe participe à la déshumanisation du monde. En 1993, les signataires des accords d'Oslo demandaient à l'Europe de les aider à construire la paix entre Israël et la Palestine.

Presque 20 ans plus tard, il n'existe toujours pas de diplomatie européenne et toutes les semaines, les médias nous apprennent combien d'hommes, de femmes ou d'enfants sont morts sur les rives du Jourdain, du Tigre et de l'Euphrate... et nous nous sentons dramatiquement impuissants.

Etre 1981 et 1984, la construction européenne fut retardée par une dame, Margaret Thatcher, qui exprimait très fortement ses priorités. « I want my money back. Je veux mon argent. Je veux mon argent ! » dit-elle en tapant du poing sur la table jusqu'à obtenir gain de cause. Pourquoi les citoyens d'Europe ne diraient-ils pas avec autant de force quelles sont leurs priorités ?

We want democracy ! We want social progress back !

Nous voulons la démocratie. Nous voulons renouer avec le progrès social ! Arrêtons de finasser. Il faut nous exprimer clairement : Jean Monnet disait toujours que l'Europe n'avance qu'avec des idées simples. Mettre ensemble le charbon et l'acier, créer une monnaie unique, ce sont des chantiers énormes mais ce sont des idées qu'un enfant de 5 ans peut comprendre. L'Europe n'avance qu'avec des idées simples. Simples mais radicales.

Cela fait presque 20 ans que les Allemands, droite et gauche confondues, nous proposent une idée simple : construire ensemble une Europe politique, mettre en place un régime parlementaire. Et cela fait presque 20 ans que les « élites » françaises bottent en touche... Disons clairement aux Allemands que nous sommes d'accord avec leurs propositions. Présentons leurs nos excuses

pour ces vingt années d'atermoiements. Exposons-leur nos idées sur l'Europe sociale et mettons-nous ensemble au travail avec tous les peuples qui voudront réellement d'une Europe démocratique.

www.Roosevelt2012.fr

Négocier un vrai Traité de l'Europe Sociale

« Votez Oui à Maastricht et on se remettra au travail tout de suite sur l'Europe sociale » affirmait Jacques Delors quelques jours avant le référendum sur Maastricht en 1992. Il reconnaissait que le Traité était très insuffisant en matière sociale mais demandait aux citoyens de ne pas casser la dynamique européenne. Le Oui était passé de justesse.

Vingt ans plus tard, alors que la crise sociale s'aggrave dans tous nos pays, les Traités européens sont de nouveau en discussion. Les peuples ne peuvent plus se contenter de promesses. Il faut passer aux actes.

Réguler nos échanges avec la Chine est une question fondamentale, mais comment éviter que notre production industrielle soit délocalisée au sein même de l'Europe ?

La France doit-elle s'aligner sur le moins-disant fiscal et social tchèque (c'est la direction que prend Nicolas Sarkozy quand il annonce qu'on supprime la taxe professionnelle) ou faut-il agir, au contraire, pour que l'ensemble des pays membres renoncent à des stratégies de dumping et retrouvent, ensemble, la voie du progrès social ?

Pour éviter que les pays d'Europe soient tentés les uns après les autres d'imiter et d'amplifier ce dumping, il faut profiter des négociations en cours pour imposer un vrai Traité social européen, avec des critères de convergence sociaux, qui oblige les 27 états membres à converger « vers en haut » en matière sociale comme ils ont su converger vers en haut en matière économique grâce aux critères de Maastricht.

Si, depuis des années, nous sommes nombreux à militer pour l'adoption d'un vrai Traité de l'Europe sociale, c'est pour trois raisons au moins :

1 → des raisons sociales, évidemment. Comment se résigner à de tels niveaux d'injustice ? Comment accepter qu'on laisse autant d'hommes, de femmes et d'enfants sur le bas côté ? Pas besoin d'insister ; vous partagez sans doute la même volonté de lutter contre l'injustice.

2 → des raisons politiques. En ne se donnant pas les moyens de devenir une force politique, diplomatique et militaire, l'Europe participe à la déshumanisation du monde : en 1993, les signataires des accords d'Oslo demandaient à l'Europe de les aider à construire la Paix entre Israël et la Palestine... Presque vingt ans plus tard, il n'y a toujours pas d'Europe politique, toujours pas de force européenne d'interposition.

Il est temps de réagir et de faire naître une Europe politique, disposant d'une vraie diplomatie et d'une vraie ar-

mée. Oui, il y a urgence à faire naître une Europe puissante, capable de tirer richesse de sa diversité. Mais il n'y aura pas d'Europe forte sans soutien des opinions publiques : pas d'Europe politique sans Europe sociale.

Dans de nombreux pays, **les citoyens n'accepteront aucune évolution vers une Europe politique si la question sociale est toujours remise à plus tard**. Il n'y aura pas de progrès institutionnel (une diplomatie européenne, une défense européenne) si l'Europe oblige ses Etats membres à mettre en place des plans de rigueur et n'est pas capable de répondre mieux aux attentes de la vie quotidienne des citoyens.

3 → des raisons économiques enfin. Si nous voulons un Traité de convergence sociale c'est aussi parce que, comme le disait Ford au siècle dernier, « en période de crise, chacun voudrait baisser les salaires et baisser la protection sociale, mais cette baisse des salaires aggrave la crise ! Il faut donc nous donner des règles collectives pour éviter que le dumping de l'un oblige tous les autres à un dumping équivalent. » Surtout quand ce dumping est inutile parce que, globalement, la balance commerciale de l'Europe est équilibrée !

C'est quand tous ont un vrai travail, un vrai salaire et une bonne protection sociale que l'économie fonctionne de la façon la plus solide. Voilà pourquoi il nous paraît urgent - vraiment urgent - de doter l'Europe d'un vrai traité social.

Le traité de Maastricht comportait cinq critères (déficit inférieur à 3 %, dette inférieure à 60 %...). De même, nous proposons 5 objectifs pour l'Europe sociale :

- * un emploi pour tous : un taux de chômage inférieur à 5 % ;
- * une société solidaire : un taux de pauvreté inférieur à 5 % ;
- * un toit pour chacun : un taux de mal-logés inférieur à 3 % ;
- * l'égalité des chances : un taux d'illettrisme à l'âge de 10 ans inférieur à 3 % ;
- * une réelle solidarité avec le Sud : une aide publique au développement supérieure à 1 % du PIB.

Nous avons su vaincre l'inflation (en quelques années, elle est passée de 14% à 2%). Pourquoi ne pas nous attaquer avec autant de force au chômage, à la pauvreté ou au mal logement ? Des sanctions doivent être prévues pour les Etats qui ne respecteraient pas ces critères sociaux d'ici 10 ans. Le traité doit comporter également des garanties fortes en matière de financement des systèmes de sécurité sociale et des services publics.

Le Traité doit obliger le Président de la Banque centrale à dialoguer avec les élus (comme c'est le cas aux Etats-Unis). Il doit permettre le financement du budget européen par un impôt européen. Le Traité reconnaît le principe d'intérêt général et l'utilité des services publics.

Il charge le Parlement européen d'élaborer d'ici deux ans une vraie Charte du développement durable qui obligera l'Europe à modifier sa politique énergétique et ses positions en matière de politique commerciale.

Dans un marché unique, aucun pays ne peut progresser durablement en matière sociale si les autres régressent. **La France ne pourra pas garder longtemps un haut niveau de protection sociale si tous nos voisins y renoncent progressivement.** Si, en Italie, en Autriche ou en Espagne, des millions de retraités pauvres viennent rejoindre les rangs des salariés pauvres, il est illusoire de penser que nous pourrions, seuls, conserver un haut niveau de cotisation et de protection sociale. Voilà pourquoi il faut créer un « carcan positif » obligeant tous les pays à converger vers le haut, au lieu de se résigner à détruire progressivement toutes les protections sociales construites depuis un demi-siècle.

Non seulement l'Europe doit être un bouclier protecteur, mais elle doit inciter chaque pays à améliorer son système social en allant voir chez le voisin ce qu'il y a de mieux.

En 2004, dès que notre projet de Traité de l'Europe sociale a été rendu public, il a reçu le soutien d'un grand nombre de personnalités¹ : aussi bien Stéphane Hessel ou Jacques Delors que José Bové, Bronislaw Geremek (ancien ministre polonais), Enrique Baron Crespo (président du groupe socialiste au Parlement européen), Jean Daniel du Nouvel Observateur, Susan George d'Attac, Bruno Trentin (président du plus grand syndicat italien), René Passet (économiste), Timothy Radcliffe (ancien Supérieur général de l'ordre des Dominicains), l'abbé Pierre, Philippe Guglielmi (ancien Grand Maître des franc-maçons du Grand Orient), Jean-Maurice Dehousse (ancien Ministre-président de la Wallonie), Robert Goebbels (ancien Ministre de l'économie luxembourgeois), Jean-Jacques Viseur (ancien Ministre des finances belge), Gérard Pelletier (Président de l'Association des Maires Ruraux de France), Claudy Lebreton (Président de l'Assemblée des Départements de France), Alain Rousset (Président de l'Association des Régions de France), le Mouvement National des Chômeurs et précaires (MNCP), quelques 250 parlementaires et des milliers de citoyens issus de neuf pays de l'Union.

Pour soutenir notre initiative et demander à la Convention Giscard qui rédigeait la Constitution européenne d'en tenir compte, le Président de la Commission, Romano Prodi, avait reçu une délégation des premiers signataires.



Devant tous les journalistes présents au siège de la Commission européenne, Romano Prodi souligna avec force l'importance et la crédibilité de notre démarche : « Ce sont des critères tout à fait réalistes. Ce sont des objectifs tout à fait atteignables. C'est une question de volonté politique. J'en suis persuadé : c'est seulement une question de volonté politique. » Hélas, Valéry Giscard d'Estaing qui présidait les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe, refusa d'intégrer un projet de Traité social.

Après le Non au référendum français en mai 2005, l'idée de compléter les traités avec un protocole social s'était progressivement imposée chez les dirigeants européens : «Le Non français n'est pas un rejet de l'Europe elle-même mais un rejet de l'Europe néolibérale», affirmait John Monks, le Secrétaire Général de la Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S.) juste après le vote. Près de 80 % des ouvriers ont dit non. L'Europe n'est pas apparue comme une réponse au problème du chômage.»

Et le problème ne concerne pas que la France: «Si les Allemands se prononçaient par référendum, je suis sûr qu'ils voteraient non» affirmait Peter Altmaier, député CDU, «il faudrait que le modèle social soit clarifié.»

En mars 2007, à l'occasion des 50 ans du Traité de Rome, Angela Merkel réunissait à Berlin tous les Chefs d'Etat d'Europe et rappelait devant eux sa volonté d'ajouter un «protocole social» à la Constitution européenne.

Hélas, la France élit Nicolas Sarkozy.

Et le nouveau Président voulut clore très vite le dossier européen. Alors que tous nos partenaires européens auraient préféré se donner le temps de la réflexion et pensaient ne boucler la négociation d'un nouveau traité qu'en 2009, Nicolas Sarkozy exigea de conclure immédiatement. Sans prendre le temps du dialogue. Au risque de rater une occasion historique de rapprocher l'Europe des attentes des peuples et des nécessités économiques et sociales de l'époque.

¹ Cf. la tribune de Stéphane Hessel, Michel Rocard et Pierre Larroutrou dans Le Monde du 9 juin 2004.

Le 20 juin 2007, sur le perron de l'Élysée, Jacques Delors ne cachait pas ses réserves sur les projets européens du nouveau président :

Jacques Delors dit ses réserves sur le traité de l'UE.

Jacques Delors a redit à Nicolas Sarkozy ses préventions vis-à-vis du Traité constitutionnel.

«J'ai rappelé les points qui avaient déjà appelé de moi des réserves pour le projet de Constitution, même si je l'ai soutenu», a déclaré l'ancien président de la Commission européenne après un entretien avec le président français.

«Tout d'abord, **il faut un protocole social** afin de bien montrer qu'on concilie l'efficacité économique, la puissance européenne et la justice sociale vers le haut», a dit Jacques Delors. «Deuxièmement - je plaide pour ça depuis dix ans - il faut un rééquilibrage entre l'économie et la monnaie à l'intérieur de l'Union économique et monétaire. Ce sont deux points essentiels.»¹

En 2007, Nicolas Sarkozy n'a voulu écouter personne : ni les syndicats européens, ni Angela Merkel, ni Romano Prodi, ni Jacques Delors... La question du dumping social et fiscal intra-européen ne semblait pas du tout l'intéresser.

Deux ans plus tard, c'était devenu à ses yeux un sujet crucial : Pour « qu'une nouvelle usine ne parte pas en Tchéquie ou ailleurs », Nicolas Sarkozy annonçait qu'il supprimait la taxe professionnelle et privait les collectivités locales de 18 milliards de ressources. 18 milliards de perdus chaque année pour combien d'emplois (peut-être) sauvés ? 18 milliards, c'est très cher payé ! Et si les Tchèques diminuent encore leur niveau d'ambition sociale et donc leur fiscalité, allons-nous encore baisser les nôtres ?

Nicolas Sarkozy fait fausse route. Continuer à s'aligner sur le moins-disant serait catastrophique à tous points de vue. C'est au contraire en provoquant un sursaut et en renforçant les outils de coopération et de convergence «vers le haut» que nous sortirons de la crise.

En 2012, les traités européens sont de nouveaux en révision. Si nous voulons effectivement éviter les délocalisations vers la République tchèque, si nous voulons éviter que la baisse des salaires en Allemagne ne diminue l'activité de nos usines, **c'est maintenant qu'il faut agir**. La solution n'est pas d'imiter le dumping des uns et des autres mais, au contraire, comme le disait Ford, de «nous donner des règles collectives» qui obligeront tous les pays à converger vers un plus grand progrès social.

« Par défaut de volonté, par insuffisance d'être, par pleutrerie, par instinct de servitude, **l'Europe est en train de se résigner à n'être qu'un espace commercial régi par le libéralisme et, politiquement, un dominion des États-Unis.** »

Jacques Julliard - *Le Nouvel Observateur* - 9 janvier 2003

Jacques Julliard avait raison en 2003 de dénoncer la pleutrerie et le défaut de volonté de nos élites, mais, en 1989, ce ne sont pas les élites en place qui ont fait tomber le Mur. Si l'on avait attendu un accord entre dirigeants, le Mur serait encore en place. C'est le peuple qui l'a fait tomber. C'est au peuple, aujourd'hui, de dire quelle orientation nouvelle il veut donner à la construction européenne.



SERVICE PUBLIC

En 1989, le peuple a fait tomber le mur et la chute du mur a obligé les dirigeants européens à choisir très vite entre deux options : la dilution-éclatement ou le sursaut. Ils ont choisi le sursaut en lançant la marche vers la monnaie unique.

Aux États-Unis, c'est la crise de 1929 qui a permis un saut fédéral (création d'un impôt fédéral sur les bénéfices, législation sur les banques, New Deal, etc...). La crise actuelle doit être, pour l'Europe, l'occasion d'un sursaut démocratique et social.

www.Roosevelt2012.fr

¹ Reuters 20 juin 2007.